

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
RÉGLEMENTATION
DES
DÉPOTS EN BANQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi 6 novembre 1913, à 1 heure 1/2

PAR

H. DE BLETTERIE

Président : M. TRUCHY, professeur.

*Suffragants : { M. PERCEROU, professeur adjoint.
 { M. BERNARD, agrégé.*

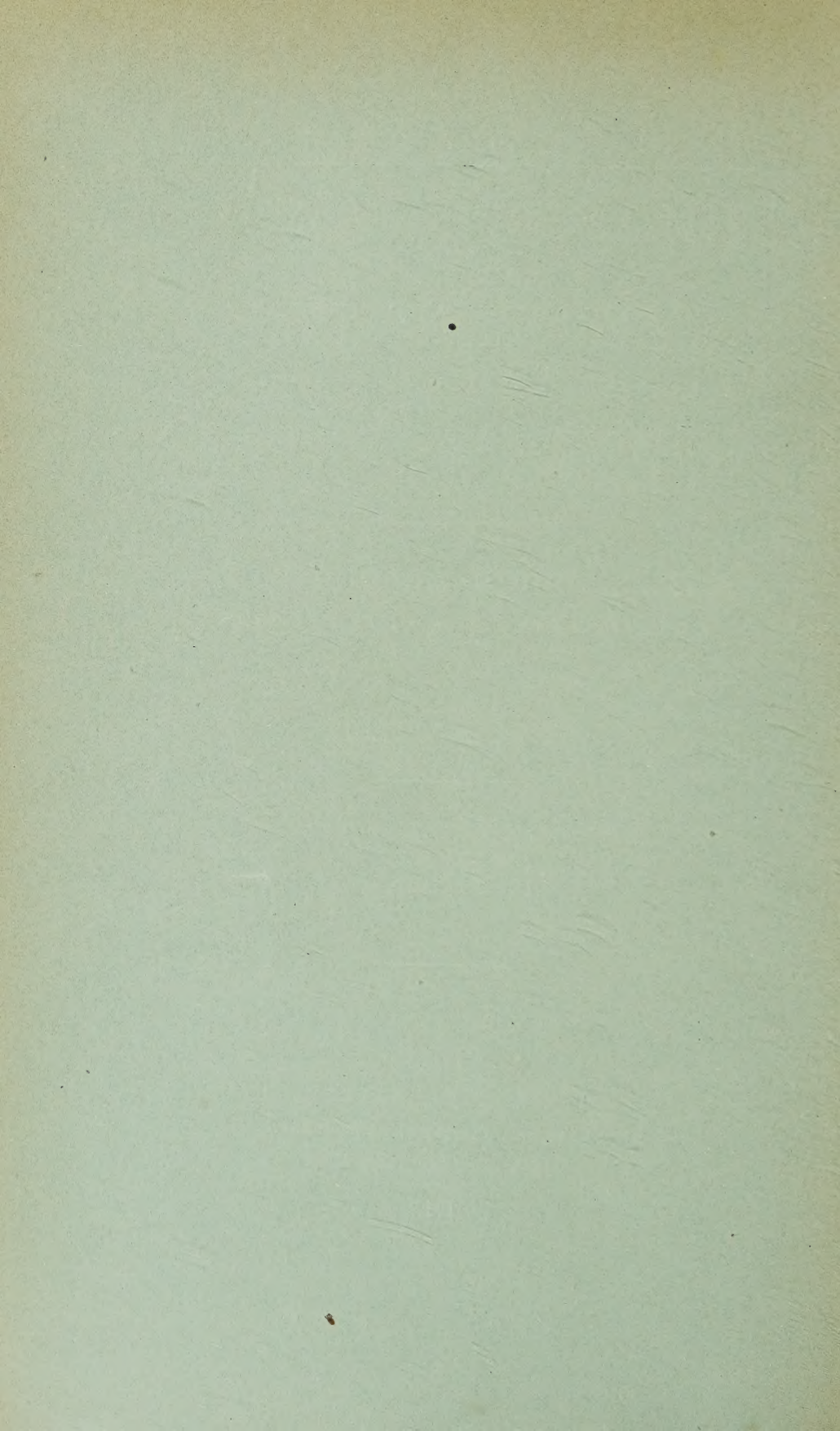
PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1913



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

65061.
FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
RÉGLEMENTATION
DES
DÉPOTS EN BANQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi 6 novembre 1913, à 4 heure 1/2

PAR

H. DE BLETTERIE



Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants : { *M. PERCEROU, professeur adjoint.*
M. BERNARD, agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le mouvement universel de concentration capitaliste, qui, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, se poursuit dans toutes les branches de l'activité économique avec la force irrésistible d'une loi naturelle, ne s'est pas produit partout d'une manière identique et uniforme. Suivant les traditions et les besoins économiques des différents pays, il a subi des modalités variées et s'est réalisé sous des formes et par des procédés appropriés à chaque milieu.

C'est ainsi que si nous observons l'évolution des banques de dépôt en Angleterre, en Allemagne et en France (1), nous remarquons trois courants parfaitement distincts.

C'est en Angleterre que l'évolution s'est tout d'abord dessinée et la raison en est que, dans ce pays,

(1) Voir sur cette question les thèses de :

M. SAUREL, *Sociétés de crédit contre banques locales.*

M. DEPÛTRE, *Le mouvement de concentration dans les banques allemandes.*

M. RAFFARD, *Le mouvement de concentration dans les banques de dépôt en Angleterre,*

M. FROBERT, *De l'orientation actuelle de l'activité des banques de dépôt en Angleterre, en Allemagne et en France.*

une réglementation très stricte de l'émission, en rendant nécessaire la substitution du règlement par chèques au règlement par billets, favorisa de bonne heure le développement des dépôts. « En ce sens, il faut relever l'influence de l'Act de 1833, qui interdit l'émission des billets au porteur aux Joint Stock Banks nouvellement fondées et, par là, les porta à offrir au public toute facilité d'avoir un compte courant en banque (1). »

Dès cette époque, le rôle de ces établissements se précise : ils reçoivent de l'argent en dépôt et paient à vue les chèques qui leur sont présentés. Pour être toujours en mesure de faire face à cette obligation, ils se tracent des règles prudentes de conduite et s'interdisent les opérations de commerce, laissées aux « merchants », pour se consacrer uniquement aux pures affaires de banque.

C'est dans cet esprit qu'ils se développent. Les plus puissants d'entre eux étendent sur tout le territoire anglais le réseau de leurs agences, absorbant les établissements de moindre importance, au point de faire disparaître presque complètement les banques privées. Et l'on peut juger du degré de concentration, aujourd'hui atteint, par ce fait qu'au

(1) RAFFARD, *op. cit.*, p. 18.

31 décembre 1912, quarante-trois Joint Stock Banks détenaient 21 milliards de dépôts.

Plus tardive a été l'évolution des banques en Allemagne. C'est seulement à partir de 1848 que les entreprises de chemins de fer provoquèrent la création de banques par actions. De cette date à 1856, sous le régime de l'autorisation préalable, il en fut fondé quatorze, dont deux, au moins, comptent encore aujourd'hui parmi les plus importantes de l'Empire : la Disconto Gesellschaft, fondée à Berlin en 1851, et la Bank für Handel und Industrie, créée à Darmstadt en 1853. Dès l'origine, cette dernière société, qui n'était qu'une imitation du Crédit Mobilier des Pereire, présenta le double caractère de banque de dépôt et de banque d'affaires. Au contraire, la Disconto Gesellschaft fut une société pure d'escompte, ne se livrant, à l'exemple des Joint Stock anglais, qu'aux opérations courantes de banque.

Mais cette politique prudente ne pouvait durer longtemps dans un pays où la demande de capitaux allait se faire si pressante.

Dès 1866, et surtout après 1870, l'Allemagne, avec la confiance que donne le succès, se lance hardiment dans la voie de l'industrialisation à outrance. Elle a besoin de capitaux pour fonder et soutenir les entreprises qui lui permettront d'exploiter ses merveilleuses richesses minières et de donner à une

population, qui ne cesse de s'accroître, du travail et du pain. Les banques déjà existantes, y compris la Disconto Gesellschaft, n'hésitent pas à mettre à la disposition du commerce et de l'industrie tous les capitaux qu'elles détiennent, et, comme elles ne suffisent pas à satisfaire les innombrables demandes, de nouvelles banques se fondent, notamment la Deutsche Bank en 1870 et la Dresdner Bank en 1872. Toutes ces sociétés étendent leur action sur les places les plus importantes de l'Empire par l'intermédiaire de filiales, par la commandite de banques secondaires ou par des participations prises chez elles. C'est donc, soit par la voie d'absorption, soit par la voie de consortiums, que s'opère la concentration des banques allemandes. Au 31 décembre 1912, neuf Berliner Banken et cent quarante-sept Provinz Banken détenaient plus de neuf milliards de dépôts.

En France, nous assistons également, vers la même époque, à un prodigieux essor du crédit. Ici, la concentration des banques est poussée plus loin que partout ailleurs, si bien que la presque totalité des dépôts, plus de 4 milliards, se trouve entre les mains de quatre sociétés.

La plus ancienne d'entre elles, le Comptoir National d'Escompte de Paris, fut créée en 1848, par décret du Gouvernement provisoire, dans le but de venir en aide au commerce parisien et de remplacer auprès

de lui un certain nombre de banques privées qui venaient de sombrer dans la crise financière. Son rôle était, avant tout, d'escompter aux commerçants leurs effets qui, ne portant généralement que deux signatures, ne pouvaient être directement négociés à la Banque de France.

Mais le Comptoir ne sut pas toujours se limiter à ces opérations de banque en vue desquelles il avait été fondé, et, en 1889, à la suite de spéculations malheureuses, il devait entrer en liquidation. Presque aussitôt, d'ailleurs, il était reconstitué.

Cette leçon devait porter ses fruits et l'on peut dire que c'est seulement à partir de la crise de 1889 que la politique de nos sociétés de crédit s'est précisée et qu'elle s'est orientée dans le sens de la prudence.

Jusqu'alors, elles avaient cherché leur voie. Le Crédit Lyonnais et la Société Générale, créés, l'un en 1863, l'autre en 1864, s'étaient, à leurs débuts, livrés aux opérations les plus diverses (1). En dehors des affaires d'escompte et d'avances, qui furent toujours leurs principales sources de bénéfices, ils avaient contribué pour une large part au placement des milliards nécessaires à l'établissement de nos

(1) Entre temps, en 1859, le banquier d'Audiffred avait fondé, sur le modèle des Joint Stock Banks, le Crédit Industriel et Commercial. Cette société, dont la politique a toujours été particulièrement prudente, diffère sensiblement des trois autres, par ce fait qu'elle n'a jamais eu de succursales en province.

réseaux ferrés, mais aussi ils s'étaient parfois engagés dans des participations industrielles ou financières.

A partir de 1889, ils renoncent entièrement à s'intéresser directement à de nouvelles affaires de ce genre, s'efforcent de liquider les anciennes et décident de limiter leur activité aux opérations de banque, ainsi qu'au placement et à l'émission des valeurs mobilières. M. Henri Germain, longtemps directeur du Crédit Lyonnais, est l'un des promoteurs les plus ardents de la nouvelle politique.

Par les services qu'ils rendent au public, par la confiance qu'ils inspirent, ils ne tardent pas à attirer en abondance les capitaux disponibles, grâce auxquels ils peuvent multiplier leurs opérations et abaisser le taux de l'escompte. Sur ce terrain, ils font aux banques locales, par l'intermédiaire de leurs succursales, une concurrence presque partout victorieuse.

Ainsi, les banques locales furent, en France, les principales victimes de la concentration. Pourtant, il ne faudrait pas se hâter de conclure à leur disparition ; beaucoup ont résisté et il semble bien qu'en raison des attraits qu'elles conservent pour les capitalistes, et des services particuliers que seules elles peuvent rendre au commerce et à l'industrie,

elles soient assurées de survivre à la crise qui les a éprouvées (1).

Sous quelque forme et par quelques procédés que se soit réalisée l'évolution des banques, elle a partout eu pour conséquence la concentration des capitaux ; les chiffres que nous avons cités le prouvent surabondamment. La pratique du bas de laine ou du coffre-fort à domicile disparut peu à peu devant les avantages qu'offrirent les banques. Les fonds, autrefois détenus par une multitude de caisses particulières, convergèrent vers elles ; les capitalistes en firent les gérants de leurs économies et les négociants, en se faisant ouvrir un compte dans une de leurs agences, se déchargèrent sur elles de leur encombrant service de trésorerie. En définitive, le dépôt en banque ne tarda pas à être considéré comme le meilleur moyen de mettre ses fonds sous bonne garde et même de les faire fructifier, sans en abandonner la disposition immédiate ou presque immédiate.

Il est intéressant, d'ailleurs, de remarquer que le dépôt ne s'effectue pas nécessairement sous la forme de remise d'espèces.

« Les dépôts métalliques, dit M. Ansiaux, caractérisent une phase d'évolution. Au cours d'une période

(1) Voir, à ce sujet, les observations de M. Mauchez à la Société d'Economie politique, dans la séance du 5 octobre 1909. — *Journal des Economistes* du 15 octobre 1909.

de transition, une partie notable du métal en circulation est drainé au profit des banques qui l'utilisent pour la constitution de leurs encaisses jusqu'à concurrence de leurs besoins et laissent s'écouler à l'étranger le surplus. Cette phase achevée, les dépôts ne s'effectuent plus en métal, si ce n'est dans une mesure restreinte (par exemple, pour la rentrée de sommes affectées au paiement des salaires et rapportées aux banques par les commerçants). Désormais, c'est surtout par remise de billets ou de chèques que les dépôts auront lieu... Les titulaires d'ouverture de crédit ne retirent plus en espèces ou en billets les sommes qui figurent à leur actif. Ils en disposent par chèques. Les personnes qui reçoivent ceux-ci en paiement commencent par les présenter au remboursement et se font délivrer du numéraire ou des billets. Puis, petit à petit, il procèdent autrement, remettent les chèques à leurs banquiers respectifs : de là le développement bien connu d'un régime de virements et de compensations qui gagnent de plus en plus en importance pratique, au point de devenir enfin, dans les pays les plus avancés, le mode normal de règlement, au moins dans les affaires. Et alors, les dépôts eux-mêmes ne s'effectuent plus en espèces que pour une assez faible

(1) De l'unité du crédit à court terme sous la variété de ses formes.
— *Revue d'Economie politique*, 1912, page 554.

fraction ; ils consistent surtout, comme on vient de le voir, dans la remise de chèques. »

Nous ne sommes pas encore parvenu à cette phase de l'évolution en France, où le chèque est d'un usage assez modéré, mais l'observation est pleinement justifiée pour des pays comme l'Angleterre et les Etats-Unis, où il constitue le mode le plus général de règlement.

Toutes les banques, ou presque toutes, acceptent en dépôt les fonds qui leur sont confiés. Quelques explications sont ici nécessaires.

On peut classer les banques en quatre catégories différentes : les banques d'émission, les banques de dépôt, les banques de crédit, les banques d'affaires ou sociétés financières.

Une banque de la première catégorie, chargée d'émettre des billets, occupe, au point de vue des ressources dont elle dispose, une situation toute privilégiée. Quel que soit le pays où elle opère, quelle que soit la réglementation qui lui est imposée, il n'en est pas moins vrai, dans la généralité des cas, que le billet qu'elle émet représente pour une large part un emprunt à la circulation et un emprunt sans intérêt. C'est avec ce billet, qui ne lui coûte rien ou presque rien, qu'elle exerce son commerce de banque; elle n'a donc généralement pas besoin de dépôts volontaires. Bien plus, il serait mauvais qu'elle les

sollicitât, car elle ne pourrait le faire que par la concession d'un intérêt, et cette obligation de rémunérer les déposants l'inciterait peut-être à consentir, pour ses capitaux, des emplois plus lucratifs que sûrs et quelquefois même des immobilisations. Enfin, il ne serait pas prudent, de la part d'une banque, d'assumer deux tâches aussi lourdes que le remboursement des billets et celui de dépôts, puisque ce serait au cours d'une même crise, dans un même moment de panique, qu'il lui faudrait faire face à ses deux catégories d'engagements.

C'est en raison de ces dangers (1) que la plupart des banques d'émission, renonçant à chercher dans les dépôts un moyen de fortifier leurs encaisses, refusent toute bonification à leurs déposants. Chez nous, la Banque de France ne s'est jamais départie de cette règle ; aussi, le solde de ses comptes courants et comptes de dépôts de fonds n'a-t-il atteint en moyenne, pour 1912, que 671.400.000 francs (2), contre plus de 4 milliards pour nos quatre sociétés de crédit.

« Une banque de dépôt est une banque dont l'activité se concentre d'une façon plus spéciale sur la

(1) « Les banques ont plus à craindre des déposants que des détenteurs de billets », dit M. Leroy-Beaulieu. — *Traité d'Economie politique*, t. III, p. 576.

(2) Ass. gén. des act. du 30 janvier 1913.

gestion de dépôts, une banque qui reçoit l'argent d'autrui sous la forme d'un contrat de dépôt irrégulier ou de prêt et qui cherche à demeurer sans cesse en position de répondre aux demandes d'espèces, tout en retirant les plus notables profits des sommes confiées (1). » Peu leur importe que ces sommes soient exigibles à vue ou à terme ; elles sollicitent tous les fonds momentanément disponibles et elles s'appliquent à faire fructifier ces capitaux ainsi amassés, qui seraient demeurés stériles et sans emploi dans la caisse de leurs propriétaires.

« Une banque de crédit concentre, d'une façon plus spéciale, son activité sur les opérations de crédit : elle prête les sommes disponibles entre ses mains et profite de la confiance qu'elle inspire, tout en restant en mesure de répondre aux demandes imprévues de remboursement et de tenir tête à la faillite possible de quelques-uns de ses clients. Elle se distingue donc des banques de dépôt et des sociétés financières par le rôle qu'y jouent les crédits d'une façon générale, et surtout par celui qu'ils jouent dans l'esprit de ses directeurs (2). »

Une société financière s'occupe d'une façon plus spéciale des participations directes au commerce et

(1) SAYOUS, *Les Banques de dépôt, les Banques de crédit et les Sociétés financières*, p. 16.

(2) *Ibid.*

à l'industrie, des transformations d'entreprises privées en sociétés par actions et des émissions de valeurs.

Opérant avec son propre capital et, dans une mesure plus ou moins large, avec des capitaux d'emprunt (obligations ordinaires et même dépôts, généralement à échéance) qui ne peuvent lui être réclamés du jour au lendemain, il lui est loisible de rechercher d'importants bénéfices par la voie d'opérations en participation. En raison du caractère de placements de longue durée que revêtent la plupart de leurs opérations, ces banques s'interdisent parfois de gérer des dépôts ordinaires.

Cette classification n'a rien d'absolu et l'on pourrait dire que, dans la réalité, presque toutes les banques sont d'une nature mixte ; elle répond cependant assez bien à l'organisation bancaire des différents pays, et notamment de la France. Il est facile, en effet, de grouper sous ces rubriques nos principales sociétés de banque : tout le monde sait que la Banque de France est notre établissement d'émission et que le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte de Paris, la Société Générale, le Crédit Industriel et Commercial sont des banques de dépôt, bien qu'elles présentent quelques-uns des caractères des banques de crédit, plus particulièrement personnifiées par les banques locales et régionales. Enfin,

de puissantes sociétés parisiennes, comme la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'Union Parisienne, la Banque Française pour le Commerce et l'Industrie, etc., etc., jouent le rôle de sociétés financières.

En raison de leur peu d'importance relative, nous négligerons de parler, dans cette étude, des dépôts reçus par la Banque de France, par les banques de crédit et par les banques d'affaires, pour ne nous occuper que de ceux qui sont confiés à nos sociétés de crédit.

Aussi bien, ce sont ceux-là seulement qui, par leur importance toujours croissante, ont fait naître des inquiétudes. On s'est demandé si nos sociétés de crédit seraient à tout instant en mesure de faire face au remboursement intégral de cette masse énorme de capitaux empruntés, et s'il ne serait pas utile d'établir une réglementation légale de ces établissements, qui constituerait pour eux-mêmes une invitation à la prudence et pour les déposants une sauvegarde de leurs droits (1).

(1) La question ne se pose pas pour la Banque de France, puisque celle-ci conserve dans son encaisse, sans les utiliser, les dépôts qu'elle reçoit, ni pour les sociétés financières, qui s'interdisent généralement de gérer les dépôts ordinaires.

Elle n'a que peu d'intérêt pour les banques de crédit. Les opérations d'assez longue haleine auxquelles se livrent ces établissements ne sont pas conciliables avec le caractère d'exigibilité immédiate des dépôts à vue, aussi en reçoivent-ils fort peu. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur le bilan de l'un quelconque d'entre eux. Prenons comme exemple

C'est ce problème que nous nous proposons d'exposer et de discuter dans ce travail ; nous allons,

une des banques régionales les plus importantes, la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts.

SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET DE DÉPÔTS

Assemblée générale des actionnaires du 18 mars 1913

Bilan au 31 décembre 1912

ACTIF	PASSIF
Capital non appelé . 75.000.000 »	Capital 100.000.000 »
Caisse 3.350.030,47	Comptes de dépôts à
Banque de France . 208.657,68	vue et à terme . . 20.161.867,94
Coupons à encaisser. 1.524.517,81	Comptes courants et
Portefeuille 14.990.112,64	autres comptes cré-
Titres en portefeuille. 4.812.035,55	diteurs 99.689.276,27
Comptes courants. . 83.729.636,77	Comptes divers . . 3.255.661,69
Comptes garantis et	Acceptations . . . 5.849.064 »
avances sur titres . 49.574.458,07	Opérations suspen-
Débiteurs par accep-	sives. 13.059.776,72
tations. 5.849.064 »	Dividendes restant à
Divers. 16.642.889,39	payer 19.598,50
Opérations suspen-	Réescompte. . . . 68.003,87
sives. 2.711.102,98	Réserve statutaire . 10.000.000 »
Immeubles 2.138.465,14	Réserve supplémen-
	taire. 4.000.000 »
	Fonds de prévoyance. 1.800.000 »
	Profits et pertes . . 2.627.721,51
260.530.970,50	260.530.970,50

Comme on peut le voir, le montant des comptes de dépôts (20 millions) n'atteint pas le chiffre du capital versé (25 millions) et le total des comptes de dépôts et des comptes courants ne dépasse pas sensiblement celui du capital émis et des réserves.

Le bilan de la Banque Privée, autre grande banque régionale, accuse, au 31 décembre 1912, 83 millions de dépôts et comptes courants, pour un capital entièrement versé de 50 millions. Notons dans ce bilan, à l'actif,

tout d'abord, dans un chapitre préliminaire, en préciser les termes.

un portefeuille effets de 41 millions $1/2$, qui assure à cette société une liquidité très appréciable.

A la même date, figurent au bilan de la Société Marseillaise : dépôts, 60 millions, dont 29 millions à préavis ; capital, 50 millions ; à l'actif, un portefeuille effets de 56 millions.

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME

Comment se présente, dans son ensemble, le problème de la réglementation des dépôts en banque ?

Il se décompose en deux questions, solidaires l'une de l'autre.

La première, celle de la *liquidité* des banques, consiste à rechercher si les banques sont capables de pourvoir, entièrement et à tout instant, au remboursement de tous les dépôts qui peuvent leur être réclamés. La seconde est celle de savoir s'il convient de réglementer les dépôts en banque législativement.

Tous les dépôts ne font pas courir à la banque le même risque. Il est une catégorie de dépôts qu'il faut même écarter complètement du terrain de nos explications : ce sont les dépôts de titres. Les dépôts de titres en banque sont de véritables dépôts au sens du Code civil ; le banquier doit veiller à la conservation des titres confiés et il est tenu de délivrer les titres mêmes qui lui ont été déposés et dont l'identité est prouvée par le bordereau numérique délivré au

client (1). Le banquier ne peut évidemment faire emploi des titres reçus en dépôt. La même observation s'applique aux dépôts fermés, c'est-à-dire à ceux qui s'effectuent par la combinaison couramment appelée location de coffres-forts ; le rôle du banquier se réduit ici à garder et à préserver les coffres-forts. La question qui nous intéresse ne se pose que pour les dépôts dont le banquier peut faire emploi ; c'est cette possibilité qui crée le risque de non-remboursement pour les déposants ; en d'autres termes, la question n'apparaît qu'avec les dépôts de fonds.

Ceux-ci se divisent en trois espèces :

- 1° Les dépôts remboursables à vue ;
- 2° Ceux qui sont remboursables après tant de jours de préavis ;
- 3° Ceux qui sont remboursables à date fixe.

Quand le dépôt est remboursable à vue, le client peut se présenter à n'importe quel moment aux guichets pour en opérer le retrait. De semblables dépôts sont donc particulièrement périlleux pour le banquier. Les dépôts remboursables après préavis, ce préavis ne dépassant généralement pas sept jours, offrent un danger presque égal.

L'intérêt servi aux déposants varie suivant les conditions de remboursement et suivant les besoins

(1) L'article 1932 C. civ. fait un devoir au dépositaire de « rendre identiquement la chose même qu'il a reçue ».

des banques. Il est généralement de 0 fr. 50 % pour les dépôts à vue et de 1 % pour les dépôts à préavis de sept jours, mais, dans certaines circonstances, les banques peuvent avoir avantage à consentir des taux plus élevés pour diminuer les risques de retrait. Aussi l'intérêt n'est-il pas toujours fixé une fois pour toutes et il varie souvent avec le taux officiel de l'escompte ; l'attrait d'une rémunération plus forte est susceptible de retenir ces dépôts dans les moments difficiles, bien qu'il faille toujours prévoir les craintes irréfléchies des déposants.

Les dépôts à 3 et à 6 mois, qui sont d'un usage beaucoup moins fréquent, font ordinairement l'objet de conditions personnelles et l'intérêt convenu est d'autant plus élevé que le client est plus désiré.

Enfin, les dépôts à un an et plus donnent lieu à la délivrance de ce qu'on appelle les « bons à échéance ». Ces bons sont de véritables obligations, représentant un capital d'au moins 500 francs et munies de coupons que le déposant détache chaque semestre. Ils peuvent se transmettre par endossement, ou même se négocier à la société qui les a émis. Actuellement, ils rapportent un intérêt de 4 % net d'impôt, mais c'est là un taux exceptionnellement favorable pour les capitalistes et sensiblement supérieur à la moyenne.

Au point de vue juridique, on s'accorde générale-

ment, en doctrine (1), à reconnaître dans le dépôt de fonds un dépôt irrégulier plutôt qu'un prêt de consommation, bien qu'il comporte fréquemment la fixation d'un terme et soit productif d'intérêts, conditions qui paraissent contraires aux articles 1944 et 1917 du Code civil. Mais, dit M. Feitu (2), « la stipulation que le banquier sera averti quelques jours à l'avance avant de rembourser, la stipulation qu'il paiera un intérêt modique, sont, en définitive, des clauses accessoires, et d'ailleurs tout-à-fait équitables, qui ne dénaturent pas le contrat ».

La jurisprudence a le plus souvent adopté cette manière de voir (3) et elle paraît aujourd'hui fixée en ce sens. Toutefois, il semble qu'une distinction s'impose qui serait sans doute admise par les tribunaux, le cas échéant, entre les dépôts exigibles à vue ou à court délai de préavis et ceux qui ne peuvent être réclamés qu'au bout d'un an et davantage. Dans ce dernier cas, on doit admettre que la clause, qui fixe un délai aussi éloigné, est destructive du contrat de dépôt et donne à la convention des parties le caractère d'un prêt d'argent. C'est, du reste, ce que reconnaissent implicitement les établissements intéressés en acquittant, pour leurs bons à échéance,

(1) PLANIOL, t. II, n° 2215. — LYON-CAEN et RENAULT, *Dr. com.*, II, n° 624.

(2) *Traité de compte courant*, par EMILE FEITU, Paris, 1873, p. 120.

(3) Cass. req., 2 déc. 1890, S. 91, 1, 273 ; Cass. civ., 29 oct. 1894, S. 96, 1, 196. — En sens contraire, voy. Cass., 13 août 1856, D. 57, 1, 22.

la taxe de 4 0/0 qui frappe les intérêts annuels des emprunts contractés par les sociétés (loi du 26 décembre 1890).

Les capitaux, qui donnent lieu à ces prêts de consommation, sont réellement des fonds d'épargne et leurs possesseurs, en les confiant aux banques pour un laps de temps durable, font un véritable placement. Quant à ceux qui forment la masse des dépôts irréguliers, ils sont de nature et de provenances très diverses.

Les uns représentent également des fonds d'épargne; ce sont les économies réalisées par les capitalistes et laissées temporairement à leur compte en attendant une occasion favorable; les autres proviennent d'intérêts ou dividendes, de traitements ou salaires; beaucoup, enfin, constituent l'encaisse ou le fonds de réserve de commerçants et d'industriels.

Il ne serait pas sans intérêt, pour les banquiers, de pouvoir suivre séparément dans leur comptabilité ces différentes catégories de dépôts. Ils trouveraient, dans cette pratique, des éléments précieux de prévision quant aux demandes possibles de retrait. Il est certain que les fonds d'épargne, par exemple, qui peuvent être considérés comme un capital destiné, dans un avenir plus ou moins lointain, à la production, séjourneront plus longtemps dans leurs caisses que les arrérages ou les traitements qui représen-

tent, pour les déposants, des moyens de subsistance et sont voués à la consommation. En fait, de telles distinctions ne paraissent pas praticables parce qu'elles obligerait les banques à pénétrer dans le domaine subjectif. C'est ce qu'a reconnu, nous le verrons à la fin de cette étude, la Commission d'enquête allemande sur les banques.

Ce qui est possible et ce que font nos sociétés de crédit, c'est de distinguer les comptes de commerçants des comptes de capitalistes; les premiers ont reçu la dénomination de « comptes courants », les seconds sont appelés « comptes de dépôts » ou « comptes de chèques ». Cette subdivision, parfaitement rationnelle et relativement aisée à observer, se légitime par les différences importantes qui séparent ces deux natures de comptes :

1° Les uns passent par des alternatives de crédit et de débit; les autres sont constamment créditeurs.

2° Les uns sont alimentés en grande partie par des remises de papier de commerce, les autres par des remises d'espèces. Or, « une remise de papier de commerce à l'escompte, bien que donnant une écriture de crédit à la comptabilité, constitue le cédant éventuellement débiteur du banquier » (1). Au con-

(1) TERRER et LEJEUNE, *Traité des opérations commerciales de banques*, page 52.

traire, une remise d'espèces constitue immédiatement le banquier débiteur de son client.

Mais il ne semble pas qu'au point de vue de leur nature juridique, il y ait lieu de distinguer ces deux catégories de comptes; les uns et les autres sont des comptes courants.

M. Denis Prunet, dans sa thèse sur « Les Comptes de Dépôts en Banque » (1), dénie aux comptes de dépôts le caractère de comptes courants, parce qu'ils ne sont jamais débiteurs. « En principe, dit-il, un compte de dépôts n'est pas un compte courant. Dans le compte courant, le solde seul peut être réclamé; *l'un ou l'autre des deux correspondants sera définitivement créancier. Au contraire, le titulaire d'un compte ordinaire ne peut tirer de chèques qu'à concurrence des sommes portées à son actif*, et la restitution de fonds déposés est exigible à première demande. »

Cette opinion n'est généralement pas adoptée. MM. Lyon-Caen et Renault définissent ainsi le compte courant : « Le compte courant est un contrat par lequel deux personnes, en prévision des opérations qu'elles feront ensemble et qui les amèneront à se remettre des valeurs, s'engagent à laisser perdre aux créances, qui pourront en naître, leur individualité, en les transformant en articles de crédit ou de débit,

(1) Toulouse, 1908.

de façon à ce que le solde final résultant de la compensation de ces articles soit seul exigible(1).» Et ils ajoutent : « Il (le compte courant) est *réci-proque* quand, d'après les conventions des correspondants, chacun peut être en avance à l'égard de l'autre selon le hasard des opérations. Il est *simple* quand un seul des correspondants doit être en avance avec l'autre (2) ». (Orléans, 17 fév. 1881, S. 1882, 2, 245 ; *J. Pal.*, 1882, I, 1221). C'est bien reconnaître qu'il n'est pas nécessaire qu'un compte puisse devenir débiteur pour être considéré comme compte courant. D'après ces définitions, le compte commerçant est un compte courant réciproque et le compte capitaliste un compte courant simple. Au surplus, il y a lieu de remarquer que, dans le compte de dépôts, la permanence d'un solde créditeur est une situation de fait ; l'apparition d'un solde débiteur est théoriquement possible et se produit d'ailleurs quelquefois dans la pratique. Si un tel compte ne doit pas, en principe, devenir débiteur, c'est qu'il n'est pas dans les usages des banques de consentir des découverts à des capitalistes, mais il n'est pas rare que de menus articles de dépenses (frais de poste, droits de garde, etc.) soient portés au débit d'un compte de dépôts, alors même qu'à ce moment aucune somme ne figurerait

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Dr. com.*, 4^e édit., t. IV, p. 674.

(2) *Ibid.*, p. 667.

à son crédit. Le compte reste donc temporairement débiteur.

Enfin, les versements, les retraits de fonds et les opérations diverses qui viennent affecter un compte de dépôts n'apparaissent pas comme la contre-partie les unes des autres. « Il n'y a pas, dans l'intention des parties, application rigoureuse de tel retrait à tel versement. On peut donc, sans exagérer le sens et la portée des mots, considérer comme des opérations indépendantes, se compensant pour former un solde, les écritures d'un compte de banque, même exclusivement alimenté par des versements et des retraits d'espèces (1). »

Les capitaux portés au crédit de ces comptes de dépôts sont exigibles à vue ou à court terme et ils atteignent, dans les divers établissements de crédit, une somme infiniment supérieure à celle des dépôts à échéance lointaine. Quelques chiffres suffiront pour nous en convaincre.

En 1905, le Comptoir National d'Escompte détenait 512 millions de dépôts à vue et 363 millions de dépôts à échéance ; la Société Générale, 291 millions de dépôts à vue et 126 millions de dépôts à échéance ; le Crédit Lyonnais 705 millions des premiers contre 34 millions des seconds.

(1) TERREL et LEJEUNE, *op. cit.*, p. 50.

L'écart n'a fait que s'augmenter en ces dernières années. Le dernier bilan publié par nos sociétés de crédit accuse les chiffres suivants, en millions de francs :

	A vue	A échéance
Comptoir National d'Escompte.	645.365.000	49.736.000
Crédit Lyonnais.	861.617.000	33.000.000
Crédit Industriel et Commercial . .	66.461.000	49.896.000
Société Générale	460.849.000	159.397.000
Au total pour nos quatre sociétés .	2.034.292.000	202.029.000

La raison de cette supériorité du chiffre des dépôts à vue sur celui des dépôts à échéance est double. D'abord, ce sont les dépôts à vue qui se prêtent le plus spontanément, par leur simplicité et leur exigibilité immédiate, au fonctionnement du chèque : en outre, ils mettent à la charge de la banque un intérêt plus faible que le dépôt à échéance. Par contre, nous l'avons vu, ils lui font courir plus de dangers.

Les sommes exigibles à vue ou à court terme ne restent, en effet, à la disposition du banquier qu'en raison de la confiance que lui maintiennent ses clients. Qu'une crise d'ordre politique ou économique survienne. Tout de suite, cette confiance se trouve diminuée et bon nombre de capitalistes, craignant les mauvais jours, viennent demander la restitution de leurs fonds. C'est, en outre, dans ces

circonstances difficiles, que le commerce et l'industrie, que menacent le protêt et la faillite, se trouvent avoir un besoin d'argent particulièrement pressant. La banque, détentrice de leurs capitaux, pourra-t-elle les satisfaire en exécutant les engagements qu'elle a pris ?

« Les banques, qui sont, dit M. Sayous (1), les principales détentrices d'éléments liquides après la banque d'émission et les principales sources d'espèces et de billets pour ceux qui ne sont pas en relations avec celle-ci, ne sauraient suspendre leur activité sans suspendre celle de leur clientèle, sans frapper de mort, directement ou par contre-coup, sans atteindre profondément, tout au moins, le groupe nombreux des personnes qui ont compté sur elles ; et c'est pour cela que, plus les banques sont de vraies banques, plus elles remplissent effectivement les rôles économiques de dépositaires et de prêteurs, et plus leur arrêt brusque du chef d'immobilisations trop nombreuses et trop notables est d'une importance considérable. »

On aperçoit, en effet, la gravité de la question, non seulement pour les maisons de banque et leurs clients, mais pour la vie économique de la nation tout entière.

(1) *Loc. cit.*, p. 220.

A cette première question, qui est celle de la *liquidité* des banques, se lie de très près une autre question, qui est celle de la *réglementation*. Il s'agit de savoir s'il serait nécessaire ou opportun d'établir des prescriptions légales destinées à assurer aux déposants, soit une sécurité qui leur ferait actuellement défaut, soit une sécurité plus grande que celles qu'ils ont aujourd'hui ?

Sans anticiper ici sur les explications que nous fournirons au cours de ce travail, il est une comparaison qui vient immédiatement à l'esprit. L'émission des billets de banque a été réglementée dans le but de garantir leur remboursement ; des garanties analogues ne doivent-elles pas être édictées en vue du remboursement des dépôts ?

Ceux qui admettent la similitude économique des billets et des dépôts, c'est-à-dire l'identité des deux formes sous lesquelles les banques distribuent le crédit (remise de billets à l'emprunteur, inscription, à l'actif de son compte, d'une somme dont il est autorisé à disposer à l'aide de chèques) sont logiquement amenés à étendre aux banques de dépôt la réglementation législative qui frappe les banques d'émission (1). Pourquoi donc la loi, du moins en Europe, ne prend-elle aucune mesure protectrice en faveur

(1) ANGBIAUX, *loc. cit.*

des déposants ? Aux États-Unis, au contraire, l'identité dont il s'agit semble avoir été reconnue et des mesures strictes tendent à assurer aux dépôts une couverture sérieuse.

Quoi que nous devons penser de cette réduction à une même idée économique des billets de banque et des dépôts, il reste toujours à se demander si la réglementation des banques de dépôt n'est pas réclamée par la simple nécessité de la protection des déposants.

La question de la réglementation se présente d'ailleurs sous un autre aspect. Certains économistes et polémistes, s'attachant moins aux intérêts particuliers des déposants, si nombreux et dignes d'intérêt qu'ils soient, qu'aux intérêts généraux de la nation, ont porté le débat sur cet autre terrain. On n'a pas oublié la retentissante querelle de Lysis et de Testis, en 1907. Sous le titre de : *Contre l'oligarchie financière en France*, Lysis attaqua violemment les établissements de crédit et les accusa de drainer systématiquement les capitaux français vers l'étranger, au grand détriment des affaires nationales (1). Testis soutint la politique de nos grandes banques (2). Et, à la suite de ces deux chefs de file, deux partis se

(1) *La Revue* (Ancienne *Revue des Revues*), 1907, avril, mai et juin.

(2) La vérité sur les propos de Lysis, dans *Revue politique et parlementaire*, de juin à novembre 1907.

formèrent, l'un représenté surtout par M. Domergue, qui réédita les propos de Lysis dans sa brochure sur : *La Question des Etablissements de crédit* (1), l'autre par M. Lefranc, qui prit la défense de ces derniers dans son livre intitulé : *La Liberté du Commerce et les Etablissements de Crédit* (2). Que convient-il de penser de toute cette controverse ? Est-il vrai que nos grandes banques se désintéressent de la vie nationale au point de diriger, de propos délibéré, les capitaux qui leur sont confiés vers les placements étrangers ? De ce nouveau chef, une réglementation s'impose-t-elle ?

Tel est le problème que nous nous proposons d'étudier.

L'exposé que nous venons de faire suffit à justifier le plan de ce travail.

Après avoir examiné la question de la liquidité des banques, nous ferons la critique des tendances interventionnistes et des projets de réglementation. Enfin, il ne sera pas sans intérêt de jeter notre regard sur les pays étrangers : nous y pourrions trouver d'utiles enseignements.

(1) Extrait de la *Réforme économique*.

(2) Paru en 1910.

CHAPITRE II

LA LIQUIDITÉ DES BANQUES

Les engagements pris par les banques envers la clientèle des déposants doivent être exécutés dans leur intégralité et à la première demande ou au terme fixé. Pour savoir si la banque est en mesure de satisfaire à ses engagements, il faut comparer deux éléments : d'une part, les sommes actuellement disponibles et les valeurs faciles à rendre telles ; d'autre part, les sommes exigibles. Quelle doit être la relation entre les disponibilités et les exigibilités ?

Le principe théorique peut se formuler en ces termes : la couverture des disponibilités doit être en relations aussi étroites que possible avec les exigibilités (1). « Idéalement, aux sommes exigibles à vue, devraient correspondre des éléments liquides et des disponibilités à vue ; aux sommes exigibles après préavis de quelques jours, des disponibilités après préavis de quelques jours, du même nombre de jours

(1) SAYOUS, *loc. cit.*, p. 221.

si possible ; aux sommes exigibles à terme, des disponibilités à terme, dans la mesure du possible pour la même échéance (1).

Mais cette règle théorique reçoit des atténuations dans la pratique.

D'une part, en effet, « le courant des opérations journalières laisse, en caisse, un certain reliquat » ; l'argent réclamé par les uns est compensé, en circonstances normales et dans les moments où les échéances ne sont pas particulièrement nombreuses, par l'argent déposé par les autres. Les rentrées compensent les sorties.

En outre, il est possible de prévoir, avec une certaine précision, les besoins de la clientèle. Le banquier sait, par exemple, que tels et tels négociants, qui ont la faculté de réclamer à vue le remboursement de sommes importantes, n'useront de ce droit que dans un laps de temps déterminé, lorsqu'ils en auront besoin pour effectuer des opérations commerciales données.

Les époques où les sorties excèdent sensiblement les rentrées sont connues après une courte expérience ; elles correspondent, dans chaque région, à des périodes d'activité agricole, industrielle ou commerciale plus intense.

(1) *Ibidem*.

Pour telle contrée, ce sera pendant la campagne des vins ; pour telle autre, pendant la campagne des sucres ou celle de la laine. Suivant les besoins, les agences du Nord déverseront, au moyen de virements, leurs disponibilités sur les agences du Midi, ou inversement le Midi viendra en aide au Nord. Le courant change de sens dès que le besoin s'en fait sentir.

Dès lors, on peut dire que, pratiquement, la correspondance des disponibilités aux exigibilités peut ne viser qu'une fraction des exigibilités à vue ou à court terme et que cette fraction varie avec les besoins particuliers de la clientèle, les époques de l'année, la situation actuelle du marché. Il n'y a pas lieu de s'étonner ni de s'alarmer outre mesure si quelques parcelles des importantes ressources des banques sont utilisées à des opérations de longue haleine, mais il n'en reste pas moins vrai que des opérations de ce genre ne doivent être qu'exceptionnelles et que le maintien d'un rapport étroit entre les disponibilités et exigibilités doit être la préoccupation dominante des dirigeants d'une banque de dépôt.

Nous reproduisons ci-après les bilans de nos sociétés de crédit, tels qu'ils ont été publiés à la dernière assemblée générale des actionnaires. L'étude du passif nous permettra de déterminer la mesure de

leurs engagements, celle de l'actif nous donnera une idée des conditions dans lesquelles elles peuvent y faire face, et, en exposant sous nos yeux la série des opérations engagées, nous fournira l'occasion d'apprécier si nos banques de dépôt savent trouver, à l'argent que le public leur confie, des emplois réunissant le double caractère de la sécurité et de la liquidité.

Malheureusement, notre tâche sera rendue délicate par l'extrême laconisme des bilans, qui, bien loin de se présenter comme des « photographies » nettes et précises de la situation des sociétés, sont environnés d'une obscurité qu'il est bien difficile de percer. Ce sont, cependant, les seuls documents que l'on puisse utilement consulter à ce sujet et il faudra bien nous en contenter.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1912

ACTIF

Espèces en Caisse et en Banque. Fr.	124.930.754 06
Portefeuille	947.012.859 78
Reports.	50.778.422 30
Correspondants « Effets à l'encaissement »	88.858.748 32
Comptes courants débiteurs. . . .	133.649.571 08
Rentes, Obligations et Valeurs diverses	7.949.067 30
Participations Financières	4.939.533 40
Parts de Fondateur C. N.	1.449.068 13
Avances garanties	186.983.736 06
Comptes débiteurs par Acceptations. .	187.297.673 07
Agences hors d'Europe	21.392.454 47
Comptes d'ordre et divers	6.202.330 82
Immeubles.	15.841.544 »
Total. . . Fr.	4.777.285.762 79

Capital.	Fr.	200.000.000 »
<i>Réserves :</i>		
Statutaire	Fr.	8.606.696 05
Diverses		49.675.000 »
Spéciale.		5.000.000 »
Supplémentaire		1.100.000 »
Immobilière		2.619.740 10
Réserve spéciale « Parts de Fondateur C. N. »	Fr.	1.449.068 13
Comptes de Chèques et Comptes d'Escompte		645.365.566 31
Comptes courants créditeurs. . . .		614.682.859 56
Bons à échéance fixe		49.735.936 55
Acceptations		186.172.364 03
Comptes d'ordre et divers.		25.628.961 36
Compte des Actionnaires		2.356.849 29
Profits et Pertes, Exercice 1912. . .		17.892.721 41
Total. . . Fr.		4.777.285.762 79

CRÉDIT LYONNAIS

RÉSUMÉ DU BILAN GÉNÉRAL DÉFINITIF AU 31 DÉCEMBRE 1912

ACTIF		PASSIF	
Espèces en Caisse et dans les		Dépôts et Bons à vue. . . .	Fr. 861.617.735 48
Banques	192.946.513 35	Comptes courants	1.234.987.543 47
Portefeuille.	1.441.234.937 05	Acceptations.	166.254.593 07
Avances sur garanties et Reports .	362.416.909 »	Bons à échéance.	33.094.116 38
Comptes courants.	742.862.842 68	Comptes d'ordre et divers	9.529.569 35
Portefeuille-titres (Actions, Bons,		Réserves diverses	152.000.000 »
Obligations et rentes).	40.803.368 61	Capital entièrement versé.	250.000.000 »
Comptes d'ordre et divers.	3.364.289 88	Profits et Pertes (Bénéfices de	
Immeubles.	35.000.000 »	l'Exercice 1912).	40 231.879 65
		Solde du compte « Profits et Pertes	
		des exercices antérieurs »	40.605.423 17
Total.	Fr. 2.758.317.860 57	Total.	Fr. 2.758.317.860 57

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1912

ACTIF		PASSIF	
Espèces en caisse à la Banque de France	Fr. 12.954.077 46	Capital émis	Fr. 100.000 000 »
Fonds disponibles dans les Banques.	6.887.975 51	<i>Fonds de réserve :</i>	
Coupons à encaisser	5.884.651 77	Statutaire	Fr. 10.000.000 »
Effets à recevoir.	124.125.567 42	Extraordinaire	11 500.000 »
Reports.	12.191.924 13	<i>Comptes de Dépôts :</i>	
Rentes, Actions et Obligations.	12 117.791 88	A vue	66.461.228 22
Avances garanties	57.073.396 04	A préavis et à échéance	49.896.758 03
Comptes courants	29.169.999 12	Comptes courants	97.562.655 95
Crédits d'acceptations garantis.	29.954 282 50	<i>Acceptations à payer :</i>	
Paiements faits sur Intérêts et Dividende, Exercice 1912.	942.075 »	Sur garanties.	29.753.450 »
Immeuble social.	4 000.000 »	Sur provisions	201.132 50
Versement non appelé.	75 000.000 »	Réescompte du Portefeuille	488.034 20
		Intérêts et Dividendes antérieurs restant à payer	35.000 »
		Report de l'Exercice 1914.	354.406 16
		Profits et Pertes. Solde disponible de l'Exercice	4 052.375 77
Total.	Fr. 370.302.040 83	Total.	Fr. 370.302.040 83

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SITUATION AU 28 FÉVRIER 1913

Publiée dans le Journal Officiel et dans Le Droit du 19 Mars 1913

ACTIF		PASSIF	
Caisse et Banque	Fr. 138.084.738 63	Capital.	Fr. 500.000.000 »
Portefeuille.. . . .	Fr. 900.899.424 20	Réserve	418.293.865 56
Effets à l'encaissement.	61.213.270 76	— Immobilière	3.613.773 82
Report	107.882.134 90	Comptes de chèques	460.849.736 48
Coupons à encaisser.	11.430.056 49	Dépôts à échéance fixe	159.397.300 »
Rentes et actions, Bons et Obligations	47.313.606 57	Effets à payer	195.522.901 29
Avances sur Garanties	262.036.727 97	Comptes de Banque à l'Étranger et Comptes courants divers	939.332.401 74
Participations financières	67.732.424 17	Intérêts et dividendes.	530.228 »
Immobilises et Immobilière Parisienne et Départementale	49.946.930 31	Solde du dernier Exercice	390.419 74
Comptes de Banque à l'Étranger et Comptes courants divers	502.460.395 69	Profits et Pertes (Frais généraux déduits). Exercice 1912.	22.175.818 96
Appels différés sur actions	250.000.000 »	Profits et Pertes (Frais généraux déduits). Exercice 1913.	3.893.284 10
Intérêts sur actions (coupon au 1 ^{er} octobre 1912).	5.000.000 »	TOTAL du Passif.	Fr. 2.403.999.729 69
TOTAL DE L'ACTIF	Fr. 2.403.999.729 69		
Effets en circulation avec l'endos de la Société :			
Administration centrale.	Fr. 46.239.000 »		
Agences de province.	32.896.482 93		
	Fr. 79.135.482 93		

La première observation que l'on fait en rapprochant ces bilans est qu'ils ne sont pas dressés sur un modèle indentique. Les uns sont plus détaillés que les autres ; certains postes figurant dans les premiers ne se retrouvent pas dans les seconds. Quelques-unes de ces différences s'expliquent d'elles-mêmes. Il est tout naturel, par exemple, que le compte « Versement non appelé » (ou Appels différés sur actions) ne figure qu'au bilan des sociétés dont le capital n'a pas été intégralement versé. Il ne saurait en être autrement.

D'autres, au contraire, sont regrettables. Elles proviennent de ce que certains éléments, qui offrent quelque similitude, tels que les Avances et les Reports, sont groupés dans certains bilans et distincts dans d'autres (1). Cette pratique, qui est peut-être intentionnelle, empêche de faire entre la politique des différentes sociétés de crédit des comparaisons qui pourraient être intéressantes.

Enfin, beaucoup de différences sont sans importance, étant purement terminologiques. Les dénomi-

(1) De même Portefeuille et Effets à l'encaissement.

On peut s'étonner aussi de ne pas trouver à l'actif dans le bilan du Crédit Lyonnais et de la Société Générale, la contre-partie du chapitre « Acceptations » du passif, alors que le Comptoir d'Escompte et le Crédit Industriel et Commercial la fait apparaître sous la dénomination de « Comptes débiteurs par acceptations » ou « Crédits d'acceptations garantis ». Pour les deux premiers établissements, ces sommes sont comprises dans le total des Comptes courants débiteurs.

nations suivantes sont souvent employées l'une pour l'autre.

Effets à recevoir ou Portefeuille ;

Effets à payer ou Acceptations ;

Comptes de dépôts, Comptes de chèques, ou simplement Dépôts à vue.

PASSIF

La première dette d'une société est celle qu'elle contracte envers ses membres le jour même de sa formation : c'est son capital. Cette dette-là ne nous intéresse pas, car elle ne fait courir aucun risque à la banque, son remboursement n'étant pas exigible pendant toute la durée de la société. Il en est de même des « Réserves ». Ces deux comptes constituent ce que l'on peut appeler « les ressources propres à la société ».

Ce sont les engagements de la banque vis-à-vis de ses clients que nous avons à considérer ; ils sont compris sous les quatre rubriques suivantes :

Comptes de chèques, Comptes de dépôts, ou Dépôts et Bons à vue ;

Dépôts ou Bons à échéance fixe ;

Comptes de banques à l'étranger et Comptes courants divers ;

Acceptations ou Effets à payer.

COMPTES DE CHÈQUES

Ce sont des comptes créditeurs dont les titulaires peuvent prélever le disponible par fractions ou en totalité, au moyen de chèques et généralement après un préavis de sept jours. Cette dernière condition n'est d'ailleurs pas observée dans la pratique et les chèques sont couramment émis par le déposant et payés par le banquier sans que la formalité de préavis ait été remplie. Il y a même là une preuve certaine de l'abondance de la trésorerie de nos sociétés de crédit.

DÉPOTS A ÉCHÉANCE FIXE

Ce sont les dépôts qui donnent lieu à la délivrance de ce que nous avons appelé les « bons à échéance ». Leur exigibilité n'est donc dans aucun cas immédiate ; elle ne peut être invoquée qu'un, deux ou trois ans après le dépôt.

COMPTES DE BANQUES A L'ÉTRANGER ET COMPTES COURANTS DIVERS

Il est regrettable que ces deux postes, en réalité bien différents, soient fusionnés pour ne former qu'un total aux bilans, et l'on aimerait à connaître la part qui revient à chacun d'eux. Le Crédit Lyonnais ne laisse même pas voir, dans son bilan, qu'il peut

avoir des comptes à l'étranger ; il les comprend sous la rubrique générale de « Comptes courants ».

A. — *Comptes courants divers*

Au point de vue de leur fonctionnement et de leur exigibilité, il n'y a point de différence entre les comptes courants divers et les comptes de chèques étudiés précédemment, mais alors que ceux-ci sont des comptes de capitalistes, ceux-là représentent des comptes commerciaux.

B. — *Comptes de banques à l'étranger*

Ce n'est pas seulement sur le marché français que s'exerce l'activité de nos sociétés, c'est, en réalité, dans toute l'Europe, et même au delà. Elles ont ouvert de nombreux comptoirs à l'étranger, et là où elles n'ont pas d'agences, en Allemagne, par exemple, où des raisons d'ordre spécial s'y opposent, nos banques ont des correspondants avec lesquels elles font d'importantes affaires. Par suite de ces relations, elles peuvent se trouver, vis-à-vis de leurs correspondants, dans une position tantôt créditrice, tantôt débitrice. Au passif de leur bilan figurent les sommes dues à ces correspondants.

En l'absence de tout renseignement précis émanant de nos sociétés, on peut estimer que le solde créditeur des « Comptes de banques à l'étranger » ne doit pas atteindre, tout au moins d'une façon

permanente, un chiffre élevé, pour cette raison bien connue que notre pays prête beaucoup plus qu'il n'emprunte.

En tout cas, ce solde, comme celui des Comptes courants divers, est exigible à vue ou à court terme.

ACCEPTATIONS OU EFFETS A PAYER

Les acceptations représentent des engagements pris par les banquiers, indépendamment de tout mouvement de fonds. Les banques prêtent, en effet, leur signature au même titre que leurs capitaux; elles acceptent, contre une rémunération déterminée, des traites tirées sur elles, que leurs clients négocient ensuite facilement, eu égard à la notoriété de la signature donnée. Le banquier, qui revêt ainsi une traite de son acceptation, s'en reconnaît par là débiteur; il est solidairement responsable du paiement avec son client. En fait, ce dernier fait provision à l'échéance, mais il n'en est pas moins vrai qu'un banquier doit considérer le montant des acceptations qu'il a consenties comme une dette éventuelle qui a sa place au bilan.

Il y a lieu de remarquer que les banques ont à supporter un risque analogue pour tous les effets qu'elles ont endossés pour les réescompter à la Banque de France ou sur le marché hors banque, puisqu'elles peuvent être appelées à les payer à

défaut des autres signataires. Toutefois, aucune de nos sociétés de crédit ne les fait figurer à son bilan ; la Société Générale en indique pourtant le montant à la suite de son bilan, sous la rubrique « Effets en circulation avec notre endos » (1).

Cette étude, quelque brève qu'elle soit, des principaux postes figurant au passif de nos sociétés de crédit, nous permet d'établir les distinctions suivantes : Le Capital et les Réserves ne sont pas exigibles ; ce sont des fonds aliénés par les actionnaires, liés au sort de la société, et pouvant être considérés par les déposants comme une sorte de cautionnement de leurs créances.

Les Dépôts à échéance fixe et, dans une large mesure, les Acceptations représentent des exigibilités à terme.

Enfin, les Comptes de chèques, les Comptes de banques à l'étranger et les Comptes courants divers constituent des exigibilités immédiates ou à court terme.

Utilisant les chiffres portés aux bilans que nous avons reproduits précédemment, nous pouvons dresser de la façon suivante le tableau des engagements de nos quatre grandes sociétés de crédit :

(1) Pour avoir une idée à peu près complète des engagements des banques, il faudrait encore tenir compte de certaines obligations dont la réalisation se trouve différée, telles que celles qui peuvent résulter d'ouvertures de crédit convenues, mais pas encore utilisées, ou d'opérations à terme engagées.

	Comptoir National d'Escompte	Crédit Lyonnais	Crédit Industriel et Commercial	Société Générale
Exigibilités à terme.	Dépôts à échéance.	33.091.416 38	49.896.758 03	459.397.300 »
	Acceptations . . .	466.254.593 07	29.954.582 50	495.522.901 29
	Total. . . .	499.345.709 45	79.851.340 53	354.920.201 29
Exigibilités à vue.	Comptes de chèques	861.617.735 48	66.461.228 22	460.849.736 48
	Comptes courants divers. . .	4.234.987.543 47	97.562.655 95	939.332.401 74
	Total. . . .	2.096.605.278 95	464.023.884 17	1.400.182.138 22
TOTALITÉ DES ENGAGEMENTS.		2.205.950.988 40	243.875.224 70	1.755.402.339 51

Tels sont les engagements, que l'on peut trouver très lourds, de nos banques de dépôt. L'étude de l'actif va nous montrer dans quelles conditions elles peuvent y faire face.

ACTIF

Au passif, nous avons énuméré les différentes ressources de nos sociétés de crédit ; à l'actif, nous allons passer en revue les principaux emplois qu'elles font de ces ressources. Nous rechercherons s'ils sont ou non d'une réalisation facile ; alors nous pourrons nous prononcer sur l'état de liquidité de nos banques.

Celles-ci utilisent la presque totalité de leurs dépôts aux opérations suivantes :

- Escompte des effets de commerce ;
- Ouvertures de crédit en compte courant ;
- Avances garanties et Reports ;
- Opérations en participation ;
- Opérations à commission ;
- Acquisitions d'immeubles ;
- Acquisitions de valeurs mobilières.

ESCOMPTE DES EFFETS DE COMMERCE

Le portefeuille commercial est en général considéré comme la couverture idéale des dépôts en raison de la possibilité qu'a toute banque d'en opérer le

réescompte à l'institut d'émission. Cette faculté d'un échange facile des traites contre des billets de banque fait de celles-ci de véritables disponibilités immédiates. Les banquiers qui apportent le matin à la Banque de France leurs bordereaux de présentation peuvent avoir le soir même, ou au plus tard le lendemain, les millions dont ils ont besoin pour remplir leurs engagements vis-à-vis de leurs propres clients. Ainsi donc, entre le moment où le banquier a prévu le besoin de fonds et celui où il peut y faire face, ne s'écoule qu'un laps de temps extrêmement réduit, les quelques heures nécessaires à l'établissement des bordereaux et à l'examen, par le conseil d'escompte de la banque d'émission, du papier qui lui est présenté.

Il est juste d'observer que cet examen pourrait conclure au rejet d'une partie au moins de la présentation, si celle-ci comprenait des effets non bancables, c'est-à-dire ne réunissant pas les conditions exigées par les statuts de la banque, ou du papier de circulation, car la Banque de France ne réescompte pas de confiance sur la signature de l'endosseur, mais étudie soigneusement l'origine du papier qu'on lui présente.

La disponibilité se trouvant ainsi liée avec le réescompte à la Banque, il en résulte que le portefeuille d'une société de crédit doit être composé en majeure partie de papier commercial bancable. A ce point de

vue, il y a peu d'inquiétude à avoir pour nos sociétés françaises.

Leur papier, qui n'excède généralement pas 90 jours, porte trois signatures, puisque, à celles du tireur et du tiré, s'est ajoutée la leur ; en outre, il est le plus souvent payable sur l'une des nombreuses places où la Banque de France a établi un service d'encaissement. Celle-ci, en effet, étend chaque année son réseau d'action par la création de nouveaux bureaux ou de nouvelles « villes rattachées », et il n'est plus guère aujourd'hui de localité un peu importante qui ne soit devenue bancable.

On sait, enfin, avec quel soin nos sociétés de crédit suivent constamment la situation des « risques d'es-compte », c'est-à-dire l'ensemble des engagements de chacun de leurs clients, s'efforçant de connaître, aussi exactement que possible, l'état de fortune de leur cédant, sa façon de traiter les affaires, sa compétence professionnelle, et proportionnant le crédit qu'elles lui consentent à son degré de solvabilité.

Il est bien difficile de donner plus de précisions sur ce chapitre, et l'on comprend fort bien cette réponse de M. Henri Germain à un actionnaire qui aurait voulu pénétrer la composition du portefeuille du Crédit Lyonnais (1) : « Vous désirez connaître la

(1) Ass. d'actionnaires du Crédit Lyonnais, avril 1903.

composition de notre portefeuille ! Mon Dieu, monsieur, il vous faudrait quelques années pour lire la composition de ce portefeuille, attendu qu'il y a une centaine de personnes qui, chaque jour, n'ont pas d'autre occupation que de voir de quoi il se compose. C'est là une utopie, et si jamais un actionnaire avait dit à la Banque de France : « Voudriez-vous me faire connaître de quoi se compose votre portefeuille », il aurait soulevé le rire de tous les gens.

« Mais, ici, c'est plus compliqué. Le portefeuille du Crédit Lyonnais est à Paris, à Lyon, dans toute la France, à l'étranger, et un monsieur qui voudrait passer sa vie à rechercher la composition de notre portefeuille n'arriverait pas à le connaître, car, en définitive, que vaut le portefeuille ? Il vaut ce que valent les gens qui ont signé les effets. On peut démontrer que quelqu'un connaît 5 ou 6 mille signatures, mais il ne peut en connaître un million. C'est là une pure illusion, et cela ne pourrait servir qu'aux personnes à côté, aux concurrents, et nous n'avons pas de raisons de faire les affaires de nos concurrents. Nous avons assez des nôtres. »

Tout ceci est fort juste, il n'est permis, en cette matière, que de s'en remettre à la prudence de nos sociétés de crédit, et on peut le faire, sur ce point, en toute confiance.

OUVERTURES DE CRÉDIT ET COMPTES COURANTS

Les banques ne consentent que rarement des prêts sous la forme d'avance pure et simple de fonds. Le plus souvent le « découvert est moins une opération propre nettement définie, qu'une situation résultant d'opérations antérieures plus ou moins nombreuses, plus ou moins variées » (1). Le commerçant s'est fait ouvrir chez son banquier un compte courant, sur lequel sont successivement inscrites toutes ses créances et toutes ses dettes envers celui-ci. Il se trouve ainsi, tantôt créateur, tantôt débiteur : on dit qu'il est à découvert lorsque l'ensemble de ses retraits de fonds excède l'ensemble de ses remises. Toutefois, le solde débiteur du compte ne peut dépasser un certain maximum établi par la convention d'ouverture de crédit.

En principe, chez nous, du moins, l'ouverture de crédit n'est consentie que sur dépôt d'une couverture ou d'une caution. Dans la pratique, cependant, nos banques accordent de véritables découverts à d'autres banques, leurs correspondants à l'étranger, et à certains clients de choix.

(1) TERREL et LEJEUNE, *Traité des Opérations commerciales de banque*, p. 43.

Nous avons déjà examiné, au cours de notre étude du passif, le fonctionnement des comptes de banques à l'étranger. A l'actif figurent ceux de ces comptes qui sont débiteurs. Pour bénéficier des taux élevés pratiqués sur les places étrangères, nos sociétés de crédit, disposant d'abondantes ressources, adressent à leurs correspondants moins bien pourvus une partie de leurs fonds disponibles. Les capitaux français ainsi utilisés en opérations de banque à l'étranger dépassent couramment plusieurs centaines de millions.

Au point de vue national, cette pratique est vivement discutée. On dit, par exemple, que l'argent français que reçoit l'Allemagne sert à cette dernière à accroître constamment sa puissance commerciale et sa puissance militaire, dont nous pouvons être les premières victimes. Mais il est permis de douter de la valeur de ces critiques et de se demander s'il est réellement plus répréhensible d'exporter des capitaux sous forme de monnaie que sous toute autre forme. Personne ne déplore l'exportation des 2 millions 600 mille tonnes de minerais de fer que nos voisins de l'Est prennent chez nous, et pourtant ce produit contribue largement à la prospérité industrielle et au développement des armements.

Ce qui n'est pas douteux, c'est que le rôle de prêteur, que nous assumons, nous procure bien des

avantages. Il y a d'abord les intérêts périodiquement versés ; puis il faut penser que la faculté que nous conservons toujours de suspendre notre concours financier peut, en certaines circonstances, nous éviter bien des difficultés. Tel pays qui est notre débiteur hésitera, sans doute, à prendre contre nous telle ou telle mesure désobligeante, s'il sait qu'en cas de désaccord, nos banques hâteraient le rapatriement des capitaux qu'elles utilisent dans la limite de ses frontières, jetant ainsi le trouble et la gêne sur son marché financier.

Au point de vue liquidité, il faut reconnaître que les emplois de fonds à l'étranger ne sont pas immédiatement réalisables, mais, pour être généralement à plus longue échéance, « ils n'en présentent pas moins de sécurité, garantis qu'ils sont par la responsabilité directe de la banque correspondante, toujours un établissement de premier ordre, et appuyés même le plus souvent par l'affectation d'un gage spécial (1) ».

Le découvert consenti à quelques clients de choix, notoirement solvables, est également très acceptable au point de vue sécurité, mais il soulève quelques objections au point de vue disponibilités. Alors même

(1) KERGALL, « Le Bilan de nos Sociétés de Banque », articles parus dans la *Revue économique et financière* du 21 avril au 19 mai 1900, publiés en brochure, p. 19.

que, théoriquement, le compte courant débiteur est exigible à la première demande ou à quelques jours de préavis, il n'en est pas moins vrai que, le jour où une banque s'adresserait à ces débiteurs pour faire face à un « run » de ses déposants, il en manquerait plus d'un à l'appel.

« En fait donc, dit M. Kergall (1), on ne doit pas compter sur les comptes courants débiteurs pour faire face à des exigibilités absolues, comme les comptes de chèques ou les comptes courants créanciers, qu'une banque est tenue de rembourser avec une ponctualité plus rigoureuse que celle qu'elle peut exiger de ses débiteurs. Sauf une portion qui varie avec les circonstances, ce ne sont que des disponibilités relatives, dont la vraie place est plutôt en regard des dépôts à échéance.

AVANCES GARANTIES ET REPORTS

Nous sommes ici en présence de deux formes du prêt sur gage. Le plus généralement, ce sont des valeurs mobilières ou des marchandises qui sont affectées à la garantie des avances accordées.

L'avance sur titres n'est normalement consentie qu'à court terme, le plus souvent pour 60 ou 90 jours, et seulement jusqu'à concurrence d'une quotité déter-

(1) KERGALL, *op. cit.*, p. 13.

minée de la valeur des titres évalués au jour du contrat. Cette quotité de prêt varie suivant le degré de sécurité des valeurs déposées, elle est de 95 % pour la rente française, alors qu'elle peut ne pas dépasser 50 ou 60 % pour des valeurs industrielles ou étrangères sujettes à d'importantes fluctuations.

C'est donc une opération excellente au point de vue sécurité, mais elle immobilise, au moins jusqu'au terme du contrat, les capitaux employés. D'autre part, en cas de crise et de non-remboursement à l'échéance des sommes empruntées, il n'est pas certain que la réalisation du gage soit aisée, ni qu'elle produise les sommes nécessaires à désintéresser le banquier. La baisse des cours peut dépasser la marge prévue — la chose se produirait sans nul doute pour la rente française qui perdrait certainement plus de 5 % — et l'afflux sur le marché, en vue de leur réalisation, d'une forte quantité de titres précédemment déposés en garantie d'avances, ne manquerait pas de précipiter l'effondrement des cours.

Il ne faudrait pas toutefois, croyons-nous, exagérer l'étendue de ce danger, qui nous paraît même, à la réflexion, plus chimérique que réel. D'une part, en effet, il ne serait à redouter qu'au cours d'une crise particulièrement violente et prolongée ; d'autre part, il faut remarquer que, même dans ces circons-

tances, la réalisation du gage pourrait, le plus souvent, être évitée. L'établissement de crédit qui se trouverait gêné aurait la ressource de porter à la Banque de France les titres mêmes sur lesquels il a prêté et de se faire consentir à son tour une avance sur le dépôt de ces valeurs, à supposer, bien entendu, qu'elles soient bancables. Enfin, et surtout, nos banques de dépôt n'accordent d'avances sur titres que dans une proportion relativement restreinte, car elles ne peuvent que difficilement consentir pour cette opération des conditions aussi avantageuses que celles de la Banque de France. Nous ne connaissons pas le chiffre de leurs avances sur titres, mais il est assurément fort peu de chose auprès des 714 millions qui figuraient, le 24 décembre 1912, au bilan de notre établissement d'émission.

De l'avance sur titres, il convient de rapprocher le « report », opération également gagée par des valeurs mobilières et qui se greffe sur un marché à terme. Le spéculateur qui, à l'arrivée du terme, veut conserver la position qu'il a prise, peut la faire reporter à la liquidation suivante. Etais-il vendeur ? Il achète sur mois courant et revend sur mois éloigné. Etais-il acheteur ? Il vend en disponible à un capitaliste auquel il rachète simultanément sur mois éloigné. Le capitaliste fait donc, en quelque sorte, l'office de prêteur et sa garantie est représentée par

les titres mêmes ayant fait l'objet du marché. Les banques utilisent volontiers une partie de leurs fonds disponibles en reports.

A première vue, cette opération peut sembler offrir moins de sécurité que l'avance, puisque celle-ci comporte une marge destinée à faire la part du risque de baisse du titre pour le cas où le prêteur serait obligé de réaliser son gage, tandis que, dans le report, la somme prêtée est égale à la totalité de la valeur vénale du titre le jour du prêt. Mais il faut remarquer, en faveur du report, que l'interposition d'un intermédiaire responsable (agent de change ou coullissier) entre prêteur et emprunteur constitue un supplément de garantie fort appréciable. Le report, d'ailleurs, offre cet autre avantage de représenter une immobilisation de moins longue durée que l'avance, puisqu'il ne peut être qu'à échéance de quinzaine ou à échéance mensuelle. Aussi est-il assez largement pratiqué par nos banques ; le Comptoir National d'Escompte emploie d'une façon courante une cinquantaine de millions en reports, et la Société Générale, le double.

Plus importante encore est la place qu'occupent, à l'actif des sociétés de crédit, les avances sur marchandises emmagasinées ou en cours de route ; ce sont là des opérations qui ont un caractère plus nettement

commercial et qui, à ce titre, conviennent à nos banques mieux encore que les précédentes.

Les avances sur marchandises en cours de route représentent ce que l'on nomme le « crédit documentaire ». Elles se trouvent gagées par les « documents » afférents aux marchandises transportées, le plus souvent un « connaissance ». L'opération ainsi faite est de durée relativement courte ; le crédit documentaire, prenant fin à l'arrivée des marchandises, dure au maximum le temps qui s'écoule entre l'embarquement et le débarquement.

A ce moment, le crédit documentaire cesse, mais si le commerçant surseoit à la vente des produits qu'il vient d'importer, il peut obtenir une avance sur ces mêmes produits, après les avoir déposés dans des magasins généraux ou particuliers.

En règle générale, ce sont des magasins généraux qui sont utilisés, et comme ces établissements délivrent des warrants à échéance de trois mois, le crédit consenti par le banquier devient aisément mobilisable par le moyen de réescompte. Toutefois, l'usage de magasins particuliers est fréquent ; certaines banques sont même propriétaires de magasins. La Société Générale, par exemple, qui pratique, sur une large échelle, le prêt sur marchandises, possède d'importants entrepôts sur la place du Havre, où sa situation est prépondérante, et sur celle de Lyon. La

mobilisation est, en ce cas, moins rapide, mais l'opération présente la même sécurité.

Il est vrai que, si elle était rendue nécessaire, l'exécution du gage pourrait faire ressortir une perte pour le banquier en cas de baisse des cours ou de détérioration des marchandises ; mais il est admis que le banquier ne prête qu'une quotité de la valeur et qu'il est en droit, à tout instant, de contrôler l'existence et l'état de conservation du gage.

En somme, les banques ont encore là un élément d'actif sur lequel elles peuvent pleinement compter pour répondre à leurs engagements à terme.

OPÉRATIONS EN PARTICIPATION

On désigne sous cette rubrique des commandites fournies par les banques à des entreprises de longue haleine. Ce sont des opérations qui, en principe, ne conviennent pas aux banques de dépôt, parce qu'elles manquent des deux conditions primordiales : sécurité et liquidité.

Elles sont généralement aléatoires, étant liées au sort d'une entreprise financière, commerciale ou industrielle, souvent à ses débuts, et constituent des immobilisations, car la banque commanditaire ne peut pas suspendre à son gré le concours qu'elle prête à telle ou telle affaire. Bien souvent, au contraire, elle se voit obligée de l'étendre par de nouvelles

avances, pour soutenir l'entreprise dans laquelle elle s'est engagée.

Pour ces raisons, qui sont excellentes, les banques anglaises de dépôt s'abstiennent rigoureusement de toute participation, et nos sociétés de crédit ne les pratiquent que dans une mesure très restreinte et avec la plus grande circonspection. Nous verrons, au contraire, que les banques allemandes « prêtent aux entreprises nationales un concours puissant, sacrifiant par là, à l'intérêt économique du pays et à l'appât de bénéfices importants, une partie de leur propre sécurité » (1).

Cette pratique présente d'incontestables dangers, mais il semble que l'on puisse admettre, tout en sauvegardant les droits des déposants, qu'une banque de dépôt soit en droit d'employer à sa convenance ses réserves et même une partie de son capital, pourvu que le placement choisi offre de réelles garanties de sécurité et de réalisation. Quant aux fonds qui lui sont confiés à titre de dépôts, elle doit soigneusement les tenir à l'abri des aventures.

Un simple coup d'œil jeté au bilan de nos sociétés de crédit permet de constater qu'elles se conforment scrupuleusement à cette règle de prudence. Le Crédit Lyonnais et le Crédit Industriel et Commercial n'ont

(1) KERGALL, *op. cit.*

aucune participation financière ; le Comptoir National d'Escompte en a pour moins de cinq millions ; seule la Société Générale accuse pour ce chapitre un solde de quelque importance. Ses 68 millions d'immobilisations proviennent en grande partie d'engagements dans certaines entreprises industrielles russes, de la participation Guano, et surtout de l'exploitation du port de Callao. Ce sont là des affaires que lui a léguées un très ancien passé, mais dont elle poursuit activement, depuis plusieurs années, l'amélioration et la liquidation. La lecture des rapports du Conseil d'administration aux dernières assemblées d'actionnaires est très édifiante à cet égard. Nous ne citerons que le plus récent :

« L'amélioration remarquable des conditions économiques dans l'Empire russe, succédant à la longue dépression heureusement passée, nous a permis de conduire à bien des négociations devant aboutir prochainement à la liquidation complète des engagements de notre établissement dans certaines affaires dont les difficultés ont été bien connues de vous.

« Cette liquidation restituera à notre actif des éléments disponibles nouveaux ; elle délivrera d'un labeur pénible la direction, qui a eu dans le passé la charge ingrate de soutenir, jusqu'à l'heure du relèvement, des entreprises industrielles considérables et de les maintenir techniquement et commercialement

dans une condition favorable à leur cession aujourd'hui consommée.

« Au Pérou, où M. G. Billinghamurst a remplacé, à la présidence de la République, M. A.-B. Leguia, parvenu, en septembre 1912, au terme légal de son mandat, les débuts du nouveau gouvernement ont été marqués par deux événements de bon augure, l'un pour notre entreprise du Muelle Darsena, l'autre pour la créance de la participation Guano.

« L'exercice 1912 compte, en effet, parmi les meilleurs du port de Callao et ce résultat est d'autant plus remarquable que le canal de Panama n'est pas encore ouvert et que nous avons inauguré, au mois de juin dernier, la période des vingt-cinq ans d'exploitation sans monopole. Ce sont donc là, exclusivement, les effets de la modernisation de l'outillage que nous avons poursuivie méthodiquement depuis dix ans et de la parfaite gestion de notre représentant au Pérou, M. Poinssotte.

« D'un autre côté, par une loi du 11 décembre 1912, le Congrès péruvien a autorisé le pouvoir exécutif à faire au gouvernement français la proposition de remettre à l'arbitrage de la Cour de La Haye le règlement des créances dont la nôtre fait partie. En prenant cette initiative, les Chambres péruviennes ont obéi à la tendance actuelle, qui est de recourir à des arbitres pour mettre fin aux différends dans les-

quels s'impose une juste conciliation des droits d'un créancier avec les facultés de son débiteur. A défaut d'un règlement transactionnel immédiat, qui a toujours eu nos préférences, nous reconnaissons que l'arbitrage est aussi un moyen honorable et pratique d'en finir avec les difficultés depuis si longtemps pendantes entre le Pérou et certains ressortissants français. L'essentiel est d'arriver à la conclusion préalable d'un compromis donnant aux deux parties les garanties nécessaires et les satisfactions suffisantes. Or, à cet égard, nous sommes pleinement rassurés, car cette négociation est du ressort de notre ministère des Affaires étrangères, à la protection et aux efforts duquel les intérêts français, engagés au Pérou, sont déjà redevables de résultats si appréciables... »

On voit par là tout le souci que montre le Conseil d'administration de faire disparaître du bilan de la Société Générale les immobilisations dont elle est grevée et la confiance qu'il a de réussir à bref délai.

OPÉRATIONS A COMMISSION

Nous voulons parler spécialement ici de l'émission et du placement de titres dans la clientèle.

« Les affaires (1) de cette nature ne rentrent dans la catégorie des opérations de banque qu'à la condition expresse que le banquier ne soit qu'un intermé-

(1) KERGALL, *op. cit.*, p. 20 et suiv.

diaire offrant à sa clientèle des titres qu'il a, non pas achetés ferme, mais simplement pris à option, Autrement, il y a affaire financière et immobilisation. Cela, une société, il est vrai, a le droit de le faire, sinon avec l'argent du public, du moins avec l'argent de ses réserves ou de son capital propre, mais alors, nous le répétons, ce n'est plus l'affaire de banque, c'est la participation financière, c'est le placement avec lesquels le risque commence.

« Il fut un temps où, suivant l'exemple des banques allemandes, dont le *Deutsche Ækonomist* disait dernièrement qu'elles prenaient le contrepied de la théorie anglaise, qui « fait de la hardiesse la loi des entreprises commerciales et industrielles, mais de la sécurité celle des affaires de banque », il fut un temps, disons-nous, où nos sociétés faisaient de la participation et du placement sur une large échelle. Mais, il y a quelque vingt ans, — et c'est dans cette période que leurs affaires de banque ont pris cette extension, — qu'elles ont eu la sagesse de rompre avec ces errements et que ce qui était la règle est devenu l'exception..... Sans être proscrite partout et d'une façon absolue, la prise ferme de valeurs perd de plus en plus du terrain et si l'on en fait encore, ce n'est plus que dans des proportions restreintes et dans des conditions qui en atténuent le risque dans une mesure que permettra, à elle seule, d'apprécier la constatation

que voici. Neuf fois sur dix, une affaire de cette nature n'est jamais assumée par un établissement seul, mais bien répartie entre les membres divers de notre communauté financière, sociétés et financiers sous-participants, agissant ainsi comme un grand consortium de fait. D'où division du risque, en même temps que garantie d'un multiple contrôle portant sur la valeur intrinsèque de l'affaire et sur des facilités de réalisation rapide. L'on comprend, en effet, que « l'immobilisation étant l'ennemi » dans le cas particulier, l'examen des conditions d'écoulement rapide dans le public n'a guère moins d'importance ici que celui de la valeur intrinsèque du placement ».

Chaque fois, donc, que le banquier, au lieu de jouer un simple rôle de commissionnaire dans l'émission de valeurs mobilières, achète ces titres à forfait pour les placer ensuite à ses risques et périls dans sa clientèle, il doit s'obliger, envers l'Etat ou la société pour le compte desquels il agit, à verser, en échange des titres qui lui sont remis, des sommes souvent importantes qui se trouveront immobilisées jusqu'à l'absorption par le public du stock qu'il a pris ferme.

Durant cette période d'attente, ces titres figurent pour la valeur, soit à un compte d'ordre, soit au compte « Rentes, Actions et Obligations », et composent, avec quelques autres valeurs de provenances différentes (notamment actions de sociétés

filiales et titres de négociation courante pour les besoins de la clientèle), le portefeuille-titres de la banque.

PORTEFEUILLE-TITRES

Toutes nos banques de dépôts ont un portefeuille-titres. Cette partie de l'actif n'est pas nécessairement immobilisée, étant donné que certaines valeurs de premier ordre sont d'une négociation facile. Toutefois, c'est un chapitre obscur, car nous ignorons quelle nature de titres il renferme, et il pourrait servir à dissimuler le reliquat irreouvrable de participations malheureuses. Il serait utile de connaître, à défaut du détail des titres détenus, tout au moins le mode d'appréciation de la valeur de ce portefeuille. Est-il évalué au prix de revient, c'est-à-dire au prix d'achat, ou au cours du jour de l'établissement du bilan ?

Nous ne le savons pas toujours.

La Société Générale, qui possède le portefeuille-titres le plus important, a adopté la seconde méthode; ses commissaires des comptes nous l'indiquent d'une façon formelle dans chacun de leurs rapports annuels. Mais nous ne trouvons aucun renseignement de ce genre pour le Crédit Industriel et Commercial. Le Comptoir National d'Escompte se contente de nous dire que les « rentes, obligations et valeurs diverses, ainsi que les participations finan-

cières, renferment de nombreux titres dont l'estimation dans l'inventaire a été faite *de façon à ne laisser place à aucun mécompte* » (1).

Pour le Crédit Lyonnais, nous avons la déclaration suivante, qui, bien que déjà un peu ancienne, n'en est pas moins intéressante, en raison de l'autorité de celui qui l'a faite. A l'assemblée des actionnaires, en 1903, M. Germain répondait à un actionnaire qui avait émis des doutes sur la bonne composition du portefeuille du Crédit Lyonnais : « Vous n'avez jamais lu certainement un bilan du Crédit Lyonnais. Ainsi, par exemple, pour les valeurs dépréciées, je vous dirai que, jamais, le Crédit Lyonnais ne possède une valeur dépréciée.

« Vous avez dit que nous avions en portefeuille des bons espagnols. Nous n'en avons pas. Ils représentent, dans notre portefeuille, zéro franc, zéro centime, et nous n'en aurons jamais.

« Pour le poste actions et obligations, c'est encore plus simple. Nous exerçons, en Russie, une industrie de banque. Dans ce pays, le gouvernement a exigé de nous un cautionnement de quatre millions en rente russe. C'est ce cautionnement qui figure dans le portefeuille. En dehors de cela, nous avons des besoins journaliers de titres que l'on vient acheter

(1) Ass. gén. 1912.

au comptant; ces titres sont de la rente française, des obligations de nos grandes lignes, des obligations de la ville de Paris. Voilà tout notre portefeuille, il n'y a jamais eu autre chose, et il n'y aura jamais autre chose, tant que nous serons là. »

IMMEUBLES

Les immeubles possédés par nos sociétés de crédit n'ont pas été acquis dans un but de placement, encore moins de spéculation. Ce sont uniquement des instruments indispensables à leur exploitation; ils constituent des immobilisations inévitables.

Toutefois, il est intéressant de signaler l'initiative prise, en ces dernières années, par la Société Générale. Dans le but de conserver le plus possible la disponibilité de ses capitaux, elle a créé, sous le nom de « Société immobilière parisienne et départementale », une filiale qui, dès maintenant, possède et gère la majeure partie de ses immeubles, tant à Paris qu'en province. La Société Générale détient la moitié plus une des actions de cette société, se réservant ainsi la faculté de diriger à son gré la marche de sa filiale; le reste des actions est réparti dans le public.

Ainsi, par cette ingénieuse combinaison, la Société Générale a pu, malgré une notable augmentation du nombre de ses agences, ne pas diminuer ses disponibilités du fait de nouvelles acquisitions d'immeubles.

L'examen des principales opérations effectuées par nos sociétés de crédit nous a fait passer en revue les postes les plus importants de leur actif. Nous en aurons terminé avec l'étude du bilan quand nous aurons parlé des « Espèces en Caisse et à la Banque », « Coupons à encaisser » et « Appels différés sur Actions ».

CAISSE ET BANQUE

De ce chapitre, il y a peu de choses à dire, car il est de toute évidence que les espèces contenues dans les caisses du siège central et des agences sont d'une disponibilité immédiate, et il en est de même de celles qui figurent au crédit de leur compte courant à la Banque de France.

Il est assez difficile d'apprécier l'importance que doit atteindre l'encaisse dans une banque bien conduite, car si elle doit être suffisante pour satisfaire aux demandes quotidiennes de retraits possibles, elle ne doit cependant pas dépasser une certaine limite au delà de laquelle elle représenterait des capitaux inutilement improductifs. M. Sayous considère comme agissant avec prudence une banque qui aurait effectivement en espèces ou billets 7 à 15 0/0 de ses disponibilités, mais c'est là un rapport sans doute un peu arbitrairement fixé et il doit varier suivant la nature des engagements pris. En cette matière, c'est l'expérience qui est le seul guide.

On peut, au point de vue disponibilité, assimiler aux espèces en caisse et à la Banque les « Coupons à encaisser ». Ce sont les coupons que nos banques paient chaque jour aux capitalistes et qu'elles ont la faculté de se faire rembourser, dès qu'elles le jugent nécessaire, par les sociétés débitrices.

APPELS DIFFÉRÉS SUR ACTIONS

Ce poste ne se rencontre qu'au bilan de deux de nos sociétés de crédit, la Société Générale et le Crédit Industriel et Commercial, dont le capital n'a pas été entièrement versé. Les porteurs d'actions, toutes nominatives, peuvent se voir obligés, sur une simple décision de l'assemblée générale, à parfaire le versement du capital. Les deux sociétés en question se trouvent avoir, de ce fait, une disponibilité éventuelle qui représente, pour la première 250 millions, et pour la seconde 75 millions. Ce ne peut être là, assurément, qu'une disponibilité à terme, car il faut un certain temps pour préparer une opération de ce genre, mais elle constitue cependant une garantie de plus pour les déposants.

L'étude des différents éléments de l'actif de nos sociétés de crédit étant terminée, il nous est possible de dresser de leurs disponibilités le tableau suivant, qu'il est intéressant de rapprocher de celui que nous avons établi pour leurs engagements.

Disponibilités immédiates.		Comptoir National d'Escompte	Crédit Lyonnais	Crédit Industriel et Commercial	Société Générale
	Caisse et Banque.	124.930.754 06	192.946.513 35	19.842.052 97	138.084.738 63
	Coupons à encaisser.	»	»	5.884.651 77	41.430.056 49
	Portefeuille.	947.012.859 78	1.411.224.937 05	124.125.567 42	962.112.694 96
	Effets à l'encaissement.	88.858.748 32	»	»	»
	Total	1.160.802.362 16	1.604.171.450 40	149.852.272 16	1.111.627.490 08
Disponibilités à terme et immobilisations.	Reports.	50.778.422 30	362.115.909 »	12.191.924 13	407.882.134 90
	Avances, garanties.	186.983.736 06	»	57.073.396 04	262.036.727 97
	Comptes courants.	133.649.571 08	742.862.842 68	29.169.999 12	502.460.395 69
	Comptes de banques à l'étranger.	21.392.454 47	»	»	»
	Rentes, actions, obli- gations.	7.949.067 30	10.803.368 61	12.117.791 88	47.313.606 57
	Participations finan- cières.	4.939.533 40	»	»	67.732.424 17
	Immeubles.	15.844.544 »	35.000.000 »	4.000.000 »	49.946.950 31
	Appels différés sur actions.	»	»	75.000.000 »	250.000.000 »
	Total	421.534.328 61	1.150.782.120 29	189.553.111 17	1.287.372.239 61
TOTAL DES RESSOURCES.		4.582.336.690 77	2.754.953.570 69	339.405.383 33	2.398.999.729 69

Et, tout de suite, une constatation, bien rassurante, certes, s'impose. C'est que, pour chacune de nos sociétés de crédit, le total des ressources dépasse notablement celui des engagements. Cet excédent, qui est dû à la supériorité du montant des disponibilités à terme sur celui des exigibilités à terme, n'atteint pas moins de :

89 millions pour le Comptoir National d'Escompte ;

459 millions pour le Crédit Lyonnais ;

95 millions pour le Crédit Industriel et Commercial ;

643 millions pour la Société Générale.

Mais, si nous rapprochons du total des exigibilités à vue celui des disponibilités immédiates, nous constatons un rapport inverse : le premier chiffre dépasse le second. A s'en tenir à la brutalité des chiffres, il s'en faudrait même de beaucoup que nos banques pussent faire face à leurs engagements à vue. Il manquerait :

96 millions au Comptoir National d'Escompte ;

92 millions au Crédit Lyonnais :

14 millions au Crédit Industriel et Commercial ;

288 millions à la Société Générale.

En fait, ce n'est là qu'une illusion. En effet, nous devons rappeler tout d'abord que, pour les raisons

précédemment exposées (1), il n'est pas du tout nécessaire qu'il y ait équivalence absolue entre disponibilités et exigibilités à vue.

En outre, « il n'y a là, est-il besoin de le dire, qu'une indication générale qui ne saurait avoir la rigueur de ce qu'on appelle la balance des exigibilités et des disponibilités, laquelle ne se dresse pas à coup de chapitres généraux, mais bien au moyen d'une ventilation : écartant d'un côté certains éléments plus ou moins disponibles que peuvent contenir en fait des chapitres disponibles par définition et, de l'autre, faisant état d'éléments réellement disponibles contenus dans d'autres chapitres qui, en principe, sont consacrés aux immobilisations » (2).

Nous croyons avoir suffisamment montré, en étudiant les différentes opérations des banques de dépôt, tout ce que contient d'arbitraire la classification, que nous avons dû cependant adopter, entre les disponibilités à terme et celles que nous avons qualifiées d'immédiates. Parmi les premières, nous comptons les reports, bien que la plupart soient à échéance de quinzaine ; les avances sur marchandises et sur titres, bien qu'elles soient en partie mobilisables, les unes par le warrant, les autres par la vente ou par la

(1) Voyez pages 17 et 18.

(2) KERGALL, *op. cit.*, p. 27.

transmission du gage à la Banque de France ; la totalité des comptes courants débiteurs, bien qu'ils soient presque tous remboursables au premier appel et que l'on puisse compter sur le remboursement immédiat d'un certain nombre d'entre eux ; le portefeuille-titres, enfin, bien qu'il contienne, pour partie, des valeurs de négociation courante, aisément réalisables.

Certes, on peut affirmer, sans crainte, que ces différents éléments, dont il est difficile, toutefois, d'apprécier l'importance exacte, combleraient largement le déficit apparent que nous avons signalé.

L'état de liquidité de nos banques est donc suffisant ; elles se sont tracées elles-mêmes des règles de prudence qu'elles suivent scrupuleusement, et ce ne peut pas être, pour notre pays tout au moins, sur les prétendus dangers dont seraient menacés les déposants, que l'on peut fonder l'utilité d'une réglementation législative des banques de dépôt.

Même dans des circonstances d'une gravité exceptionnelle, même en cas de guerre, nous pensons que nos banques de dépôt, grâce aux éléments d'actif facilement réalisables dont elles ont la sagesse de se munir, pourraient trouver auprès de la Banque de France de quoi répondre aux demandes de leurs déposants. Sans doute, ce rôle qui, en un moment aussi critique, incomberait à la Banque de faire face, en approvi-

sionnant le marché de monnaie légale, au *run*, dont se verraient menacées les sociétés de crédit, la mettrait dans la nécessité d'augmenter considérablement l'émission des billets, et, par conséquent, de solliciter l'élévation du maximum actuel, fixé à 6.800 millions, par la loi de décembre 1912; mais il n'y aurait pas lieu de s'en alarmer outre mesure, puisqu'en échange des billets qu'elle délivrerait aux banques, elle recevrait leurs titres, leur portefeuille d'effets de commerce et de warrants, c'est-à-dire des valeurs incontestables, dont la réalisation ou l'encaissement, peut-être quelque peu différés, n'en seraient pas moins certains.

Il faut ajouter, d'ailleurs, qu'en cas de guerre, il est généralement accordé un *moratorium* pour l'exécution des engagements pécuniaires contractés par des sociétés ou des particuliers (1), et que les banques pourraient, au besoin, s'en prévaloir pour retarder le remboursement de leurs dépôts. Mais il semble qu'elles n'useraient pas de cette faculté sans porter une atteinte profonde à leur crédit et que leur intérêt serait de n'y recourir qu'à la dernière extrémité. La puissance de notre établissement d'émission les en dispenserait, chez nous, fort heureusement, et on

(1) C'est ce qui fut fait en France pendant la guerre franco-allemande (lois des 13 août 1870 et 10 mars 1871).

peut penser que les demandes de retraits s'arrêteraient d'elles-mêmes, du fait qu'elles seraient immédiatement satisfaites.

Néanmoins, on doit reconnaître que le *moratorium* constitue, de la part du législateur, en matière de dépôts, une intervention des plus utiles, et, à ce titre, il intéresse directement notre étude. Il peut même être considéré comme indispensable dans les pays où la liquidité des banques n'est pas suffisante.

Au cours de la récente guerre des Balkans, la Bulgarie, la Serbie et le Montenegro ont, dès leur mobilisation, promulgué les lois suivantes accordant un *moratorium* aux débiteurs (1) :

BULGARIE

Disposition provisoire du 19 septembre 1912

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé un *moratorium* aux particuliers, sociétés et banques, pour l'exécution entre eux de leurs engagements pécuniaires provenant d'opérations commerciales et privées qui ont été faites avant le 17 septembre 1912, pendant trois mois à partir de cette dernière date.

ART. 2. — Le délai accordé n'arrête pas le cours des intérêts.

(1) *Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants Français*, novembre 1912.

Dans la séance du soir, tenue le 17-30 décembre par le Sobranié, la mesure fut prorogée jusqu'au 45^e jour suivant la publication de l'ordre faisant cesser la mobilisation. (*Gazette de Francfort*, « *Le Moratorium en Bulgarie* », 8 janvier 1913.)

SERBIE

Loi

ARTICLE PREMIER. — Les termes du paiement pour tous les engagements provenant des lois commerciales ou du droit de la lettre de change, pour tous les engagements contractuels provenant du Code civil, — excepté le contrat de louage, — ainsi que l'exécution des jugements et décisions de la juridiction civile, seront différés pendant une durée de trois mois à compter du jour de la promulgation de l'ukase de mobilisation, c'est-à-dire du 30 septembre 1912.

ART 2. — D'accord avec le Conseil des ministres, le ministre de la Justice peut, s'il est nécessaire, prolonger cette durée par ukase royal aussi longtemps que le pays demeurera dans une situation exceptionnelle.

Une prorogation de trois mois fut accordée le 15 octobre 1912.

MONTENEGRO

Loi du 22 septembre 1912

ARTICLE PREMIER. — Les dettes particulières, dont l'échéance est prochaine ou arrivera pendant le temps de guerre, ne peuvent pas servir de base à l'intervention des autorités en faveur des créanciers avant le délai de six mois après le jour de la conclusion de la paix.

ART. 2. — Il ne sera tenu compte ni de la base juridique de la dette, ni de ce que le terme du paiement a été fixé par un accord privé des intéressés, ni par une décision des autorités, non plus que de la qualité des intéressés.

Peu de temps après, le 20 octobre 1912, la Grèce prenait une disposition analogue, mais ni les banques ni les grandes maisons de commerce helléniques ne s'en sont prévaluées. Il n'y eut qu'une seule exception notable, celle de la Banque d'Athènes, qui eut à subir des pertes particulièrement sensibles, par suite des nombreux établissements qu'elle possède en Turquie (1).

Cette possibilité de suspendre le remboursement de leurs dépôts, qui résulte pour les banques de la concession d'un *moratorium*, peut faire naître, au

(1) *The Financial Times*, 29 octobre 1912.

sujet de la liquidité des « Comptes de Banques à l'Etranger », poste qui, nous l'avons vu, figure au bilan de nos établissements de crédit, les doutes les plus légitimes. Au cas d'une guerre franco-allemande, par exemple, les correspondants allemands de nos sociétés de crédit seraient sans doute libérés, par une loi d'Empire, de l'obligation de restituer, à première réquisition, les fonds dont ils seraient débiteurs. Peut-être n'useraient-ils pas de cette autorisation, de crainte de compromettre leur crédit et de se voir refuser, pour l'avenir, la faculté de puiser dans les réserves de capitaux français; mais on ne saurait l'affirmer. Le danger est, en tout cas, certain, et c'est avec raison que nous n'avons pas compris cette partie de l'actif dans les disponibilités immédiates (1).

Le *moratorium* est une mesure de salut d'un caractère tout à fait exceptionnel et purement tempo-

(1) Le *moratorium* donne lieu à de nombreuses difficultés, notamment en droit international privé. L'une des questions les plus intéressantes qu'il pose est celle de savoir si le porteur d'un effet tiré à l'étranger, qui aura dû attendre, pour faire dresser le protêt, l'abrogation du *moratorium*, conserve son recours contre le tireur et les endosseurs étrangers, malgré l'expiration des délais après lesquels ils avaient le droit de se croire libérés, conformément à la loi sous l'empire de laquelle ils s'étaient obligés. — Sur la solution française, voy. un article de M. SAYOUS, dans l'*Information* du 14 nov. 1912. — Sur la solution allemande, « L'Influence de la Guerre des Balkans sur le paiement des effets », par le Dr HANS WEHBERG (*Gazette de Francfort* du 13 nov. 1912).

raire ; il diffère essentiellement des diverses réglementations permanentes qui ont été proposées en matière de dépôts et dont nous allons entreprendre l'étude.

CHAPITRE III

LES PROJETS DE RÉGLEMENTATION

Une étude méthodique des projets de réglementation doit comporter une partie générale et une partie spéciale.

D'abord, il convient de se demander ce que vaut le principe même de la réglementation, ce que valent les idées qui inspirent les interventionnistes. Tel sera l'objet de la première section de ce chapitre.

Ensuite, il y a lieu d'analyser et de critiquer individuellement les divers projets de réglementation qui ont été présentés. C'est ce que nous ferons dans la deuxième section.

Nous pourrons alors savoir, en pleine connaissance de cause, si c'est la thèse de la réglementation ou celle de la liberté qui doit triompher.

SECTION I

Le principe de la réglementation

Le principe de la réglementation peut invoquer en sa faveur plusieurs sortes de considérations dont nous avons à rechercher la valeur.

D'abord, il peut faire état d'une comparaison, que nous avons déjà indiquée, entre les banques d'émission et les banques de dépôt. Les porteurs de billets de banque sont légalement protégés. Pourquoi les déposants ne le seraient-ils pas ? Cet argument se présente, nous le verrons, sous un aspect plus théorique que pratique.

Au point de vue pratique, la réglementation a été réclamée au nom de l'intérêt des déposants et au nom des intérêts généraux de la nation. Les recherches auxquelles nous nous sommes livrés dans le chapitre précédent nous ont permis d'affirmer que les déposants ne courent aucun danger sérieux. Sur ce point, nous avons donc réfuté par avance le principe de la réglementation. Mais il nous reste à savoir si ce principe peut être défendu par la considération des intérêts collectifs du pays.

La réglementation des banques d'émission a-t-elle

pour corollaire inévitable la réglementation des banques de dépôt ?

Y a-t-il un intérêt national à ce que les banques de dépôt soient réglementées ?

Telles sont, en somme, les deux questions qu'il nous faut ici résoudre.

PARAGRAPHE I

Argument tiré de la réglementation des banques d'émission

La doctrine libérale préconisait la liberté absolue de l'émission et s'efforçait de montrer qu'on n'avait rien à craindre de laisser faire. D'après elle, une émission excessive de billets était un péril chimérique, cette émission se trouvant restreinte dans de justes limites par le seul jeu des lois économiques, alors même que les banques voudraient lancer dans la circulation un nombre de billets supérieur aux besoins.

D'abord, disaient les libéraux, les billets ne sont émis qu'au cours d'opérations de banque, c'est-à-dire à l'occasion des escomptes ou des avances sur titres. La quantité de billets émis dépend donc du nombre des effets présentés à l'escompte, laquelle dépend elle-même du mouvement général des affaires ; en d'autres termes, l'émission, loin d'être réglée par la volonté de la banque, se proportionne nécessairement aux besoins du public.

En outre, les billets n'entrent que temporairement dans la circulation ; ils ne tardent pas à reprendre le chemin de la banque. Un billet de mille francs sort en contre-partie d'une lettre de change, mais bientôt le billet retournera à la banque, lorsque celle-ci fera encaisser la traite.

Enfin, les billets émis en quantité surabondante seraient fatalement dépréciés, et cette dépréciation les ramènerait à la banque, les porteurs s'empressant d'en réclamer le remboursement.

Le raisonnement libéral contient une grande part de vérité. En temps normal, les banques réussiraient difficilement à jeter dans la circulation plus de billets que n'en comportent les besoins. Mais il faut aussi se préoccuper des périodes de crise. Il est très vrai que le chiffre des billets émis dépend de celui des effets présentés à l'escompte, mais on peut néanmoins prévoir qu'une banque accroisse au delà de toute mesure, par un abaissement exagéré du taux de l'escompte, le nombre de ses clients, et par suite l'importance de ses émissions. Sans doute, les billets émis en trop grande quantité seront dépréciés et reviendront au remboursement, mais la dépréciation ne se fera pas sentir immédiatement, et, jusqu'à ce qu'elle se manifeste, la banque aura pu continuer ses émissions ; le jour où les billets lui reviendront,

elle se trouvera submergée et elle ne sera plus en mesure de les rembourser.

Ces considérations ont conduit les législateurs à réglementer l'émission des billets de banque (1).

En présence de ce fait, on est tout naturellement porté à se demander pourquoi la loi, du moins en Europe, ne prend aucune mesure protectrice en faveur des déposants. La situation de ceux qui ont effectué des dépôts dans une banque et la situation des porteurs de billets de banque ne sont-elles pas tout à fait comparables, en ce sens que les uns et les autres courent certains risques de non-remboursement? Si la loi protège les uns, pourquoi ne protège-t-elle pas les autres? Mais on ne s'est pas contenté de cette simple comparaison superficielle entre les déposants et les porteurs de billets. On s'est efforcé d'établir que ces deux catégories de personnes se trouvent, en réalité, dans une situation entièrement identique.

M. Ansiaux, dans l'article dont nous parlions au début de cette étude (2), a cherché à montrer l'identité substantielle de ces deux modes de distribution du crédit par les banques, d'une part la remise de billets de banque à l'emprunteur, d'autre

(1) Sur les différentes réglementations adoptées, voir R. G. LÉVY, *Les Banques d'émission et Trésors publics*, Paris, Hachette, 1911.

(2) *Revue d'Economie politique*, 12 septembre 1912.

part l'inscription à l'actif de son compte d'une somme dont il est autorisé à disposer à l'aide de chèques. L'auteur en tire accessoirement, mais clairement, cette conclusion, que les banques de dépôt devraient être réglementées aussi bien que les banques d'émission. L'analyse à laquelle il se livre intéresse donc vivement notre sujet.

M. Ansiaux raisonne de la manière suivante :

« Le crédit à court terme, fait par les banquiers, consiste dans l'échange d'une créance pécuniaire exigible contre une créance pécuniaire à court terme.

« Illustrons cette définition par deux exemples :

« Pierre emprunte 100.000 francs à la Banque de France. Il remet à la Banque une lettre de change revêtue des trois signatures réglementaires : créance à terme. Qu'obtient-il en échange ? Cent billets de mille francs. Ces billets constituent-ils de la richesse proprement dite, c'est-à-dire douée de valeur d'usage, d'utilité susceptible de consommation ? Non, ce sont des documents juridiques, ce sont des promesses de payer une certaine somme d'argent à première réquisition : créance exigible.

« Tom Brown emprunte 4.000 livres sterling à la Banque d'Angleterre. Il remet à celle-ci une *promissory note*, un billet à ordre, accompagné d'ailleurs de garanties : créance à terme. Qu'obtient-il en

échange ? Une ouverture de crédit de 4.000 livres sterling. Va-t-il retirer cette somme et se faire délivrer du numéraire ou des billets ? Non, mais chaque fois qu'il aura un paiement à faire, il émettra un chèque et l'enverra à son créancier. Celui-ci le déposera chez son banquier, qui en obtiendra la contre-valeur sous forme de compensation au *Clearing House*. Qu'est-ce donc que Tom Brown a reçu de la Banque d'Angleterre en échange de sa promesse à terme ? Une promesse de payer une certaine somme d'argent à première réquisition : créance exigible.

« Il est, par conséquent, certain que, dans un cas comme dans l'autre, le crédit consiste à la lettre dans l'échange d'une créance toujours exigible contre une créance à terme fixe. La forme seule varie. La créance exigible circule, dans le premier cas, grâce au passage du billet de main en main ; dans le second, grâce au passage de la somme créditée de compte en compte. La dissemblance est tout extérieure ; elle n'emporte aucune différence de fond. »

M. Ansiaux montre que ces deux régimes impliquent l'un et l'autre, de la part des créanciers de la Banque, un même acte de crédit envers cette dernière et un même acte d'épargne.

D'abord, un même acte de crédit. Il est évident

que le déposant d'espèces métalliques fait crédit à la Banque à laquelle il confie ses fonds, qu'il reçoive, en échange de son dépôt, soit une inscription, soit des billets. Or, il n'en va pas autrement des détenteurs de billets de banque : accepter en paiement ces promesses et ne point se précipiter aussitôt aux guichets de l'émetteur qui a promis de rembourser à première réquisition, c'est incontestablement faire crédit à celui-ci.

D'autre part, l'acte de crédit, quel qu'il soit, se double d'un acte d'épargne. On peut définir, avec M. Ansiaux, l'épargne ou la thésaurisation, l'existence d'un intervalle de temps entre la recette et l'emploi, c'est-à-dire, suivant le cas, entre la recette et la dépense ou la recette et le placement. Or, la conservation d'un dépôt comme d'un billet, c'est-à-dire d'une créance exigible contre un banquier, est, par essence, un acte de thésaurisation. Il consiste à conserver un moyen de règlement toujours disponible. Le déposant et ce porteur de billets sont dans la même situation que s'ils avaient de l'argent dans un coffre pour faire face à leurs besoins prévus et imprévus.

La similitude entre les deux régimes de crédit se remarque encore lorsqu'on envisage les créances exigibles des banques, non plus à l'état de repos, mais à l'état de mouvement. La transmission du billet d'un

porteur à un autre et la transmission d'une somme en compte d'un déposant à un autre constituent l'une comme l'autre des cessions de créances.

Sil'on compare les capitaux disponibles des banques d'émission et des banques de dépôt, c'est-à-dire les moyens dont les unes et les autres se servent pour faire le crédit, on peut encore ramener celles-ci à l'unité. On a cherché à établir une antithèse entre les deux types de banques. Les capitaux disponibles des banques d'émission sont représentés par leurs billets ; ceux-ci peuvent être émis en quantité variable, suivant la réglementation imposée par le législateur. En l'absence de toute réglementation, cette quantité dépend surtout de la volonté plus ou moins éclairée des banques elles-mêmes. Au contraire, dit-on, les capitaux disponibles des banques de dépôt dépendent surtout du bon vouloir des déposants, de l'empressement plus ou moins grand de ces derniers à apporter leurs ressources disponibles aux établissements de crédit. C'est pourquoi, n'ayant nul excès à redouter de leur part, le législateur s'est abstenu, à peu près partout, de les réglementer.

Or, ce contraste est purement apparent. Laissons, en effet, de côté, pour l'instant, la réglementation, qui n'est pas de l'essence des billets de banque. Cette abstraction ne fait que rendre plus tranchée l'opposition qui semble régner entre les deux espèces de

banques, les unes paraissant faire le crédit à volonté, les autres se trouver dans la dépendance exclusive des déposants.

« Certes, dit M. Ansiaux, il a été beaucoup plus facile, à certains moments de l'histoire, d'émettre des billets que de pratiquer la *deposit currency*. L'acceptation d'un billet ne requiert aucune spontanéité, tandis que la remise d'une somme en dépôt, comme l'acceptation d'un transfert, suppose une démarche personnelle dictée par un sentiment très net de confiance envers la banque. La différence des modes de crédit semble donc engendrer quelque chose de plus que des divergences purement formelles dans les résultats. Mais il n'en est ainsi que pendant la période où s'élabore le régime des transferts. L'antinomie cesse avec la généralisation des paiements par virements et compensations. A partir de ce moment, en effet, les banques créent elles-mêmes des dépôts destinés à se transmettre de titulaire en titulaire par de simples jeux d'écriture. A ce point de vue, il serait aussi faux d'attribuer aux banques d'émission, lorsque non réglementées, le pouvoir de multiplier les billets au gré de leur fantaisie, que de représenter les banques de dépôt comme exclusivement dépendantes du bon vouloir des déposants. Deux facteurs exercent une influence décisive sur la distribution du crédit par les établissements de l'une comme de l'autre

catégorie : ce sont les besoins des emprunteurs et l'importance de l'encaisse. »

Le parallélisme entre les deux régimes est donc complet.

Dès lors, comment s'expliquer que la réglementation légale ait généralement épargné les banques de dépôt, alors qu'elle a réservé ses sévérités pour les banques d'émission ?

Cette antinomie est principalement due à une cause historique. L'émission des billets s'est développée antérieurement à la création, par les banques, de dépôts transmissibles de compte en compte. Les premiers établissements d'émission étant libres, et des abus s'étant produits, le législateur fut amené à réglementer d'une manière exclusive la circulation des billets.

Mais l'importance des banques de dépôt est allée sans cesse en grandissant. Pourquoi la réglementation légale ne leur a-t-elle pas été étendue ? Cela tient à ce qu'on n'a pas reconnu la similitude des dépôts et des billets. Aux États-Unis, où l'identité substantielle des deux régimes de crédit a été mieux comprise, des mesures strictes ont été édictées pour assurer aux déposants une couverture sérieuse.

Telle est l'argumentation de M. Ansiaux. Il est bien vrai que la similitude des deux modes de crédit, des billets de banque et des dépôts, se soutient parfaite-

ment dans un pays où le mécanisme du crédit est arrivé à son dernier perfectionnement. Là, les titulaires d'ouvertures de crédit disposent par chèques des sommes figurant à leur actif. Le bénéficiaire du chèque endosse celui-ci à son propre banquier, et c'est ce dernier qui liquide avec le banquier tiré en lui donnant l'ordre de le créditer sur ses livres.

Mais cette similitude est loin d'apparaître aussi nettement dans un pays comme la France, où l'usage du chèque, base du régime des compensations, est encore relativement peu répandu. Ce peu de faveur du chèque chez nous provient en partie de la loi qui, jusqu'ici, ne l'a pas entouré de garanties suffisantes. Qu'on suppose qu'un chèque, sincère à l'origine, ait été dérobé au cours de sa circulation et que le voleur soit arrivé, par une manœuvre quelconque, à le toucher chez le tiré. Le paiement, fait de bonne foi par le banquier tiré au faussaire, est opposable au véritable titulaire du chèque. Le système du chèque barré, très pratiqué en Angleterre, et qui a été introduit en France par la loi du 30 décembre 1911, remédie (1) à ce danger. Il supprime les risques de vol ou

(1) Loi du 30 décembre 1911 sur le chèque barré (*Journal officiel* du 7 janvier 1912) :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes :

Article 3. — Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier, il ne peut être tiré que sur un banquier.

de perte, le porteur ne pouvant toucher le chèque directement, mais devant passer par l'intermédiaire d'un banquier, qui ne paiera ou n'encaissera qu'à bon escient, ce qui écarte les porteurs frauduleux. D'autre part, l'emploi du chèque barré permet une diminution importante dans la circulation monétaire. Avant d'arriver aux mains du banquier tiré, il doit, en effet, passer nécessairement aux mains d'un banquier endosseur, qui peut d'ailleurs être le tiré lui-même. Dès lors, le règlement postérieur entre les banquiers peut se faire par simple compensation.

Mais, encore actuellement, le chèque n'étant pas

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur.

Article 9. — Le barrement peut être général ou spécial.

Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention « et C^{ie} » ; il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

Il est interdit au porteur d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné.

Article 10. — Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

ARTICLE 2 — Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 1^{er} février 1874 est complété par la disposition suivante : « Toutefois, en ce qui concerne les chèques remis par un banquier à une chambre de compensation, il suffira d'apposer sur le chèque un simple cachet à date avec la mention « compensé ».

Cette loi a été votée sur l'initiative de M. Ratier. Ajoutons qu'une circulaire de M. le Gouverneur de la Banque de France, en date du 16 mai 1911, avait déjà réglementé l'emploi du chèque barré.

profondément entré dans les habitudes françaises, les virements jouant un rôle beaucoup moindre chez nous qu'aux Etats-Unis ou en Angleterre, les dépôts sont effectués, pour une grande portion, en espèces ou en billets de banque. Par suite, il est vrai de dire en France que la remise de ces dépôts, supposant une démarche personnelle dictée par la confiance envers la banque, les banques de dépôt sont dans une large mesure dépendantes du bon vouloir des déposants. A ces banques on peut opposer l'établissement d'émission qui, au moins dans une certaine mesure, a la faculté d'émettre des billets à sa volonté. En outre, les billets sont une monnaie légale que l'on est obligé de recevoir. Le législateur, contraignant les particuliers à les accepter en paiement, est naturellement porté à en surveiller l'émission.

Qu'on le remarque bien, cependant, la réglementation de l'émission n'est pas de l'essence des billets. On conçoit fort bien qu'elle n'existe pas et l'on a souvent demandé, avec d'excellentes raisons, en France notamment, sa suppression pure et simple. En réalité, ce sont des motifs accessoires qui ont fait triompher l'idée d'une intervention législative.

Une première raison d'ordre historique est celle que signale M. Ansiaux. L'émission des billets s'est développée avant la création, par les banques, de dépôts transmissibles de compte à compte. Les pre-

miers établissements d'émission commirent, à l'abri du régime de la liberté, d'incontestables abus, qui déterminèrent des crises retentissantes. La réglementation parut alors être un frein indispensable à ces débordements du crédit.

Elle était d'autant plus nécessaire à ce moment, qu'il importait de dissiper l'atmosphère de méfiance qui entourait les banques d'émission : on recevait sans enthousiasme leur billet qui n'offrait même pas l'avantage de produire intérêts. La garantie d'une surveillance administrative, l'institution de règles sévères ne furent pas inutiles pour faire accepter les billets dans la circulation, on y vit une sorte d'assurance contre le retour possible aux premiers errements.

Or, ces raisons, qui ont fait réglementer l'émission des billets, sont tout-à-fait particulières à ces derniers et ne peuvent, en aucune manière, servir d'arguments en faveur de la réglementation des banques de dépôt.

Demandons-nous maintenant si les intérêts de la nation semblent appeler une réglementation.

PARAGRAPHE II

Argument tiré d'un prétendu péril des intérêts nationaux

Le parti de Lysis et de M. Domergue affirme que les sociétés de crédit dirigent l'épargne française vers les placements étrangers et négligent systématique-

ment les entreprises nationales. « Un dépouillement attentif de la cote officielle de la Bourse de Paris, écrit M. Domergue (1), ainsi que les renseignements divers donnés dans le Bulletin de statistique du ministère des Finances, permet de constater que le montant des valeurs purement étrangères, ayant fait l'objet d'émissions ou d'opérations de conversion en France de 1889 à 1908, s'élève à un capital nominal de plus de 35 milliards de francs. Ce total se décompose ainsi : émissions, 19.850.000.000 de francs ; conversions, 15.380.000.000 de francs. Tous les statisticiens de la finance qui savent compter — surtout ceux qui comptent — sont d'accord pour évaluer à vingt-quatre milliards environ le montant des valeurs étrangères réellement placées en France par l'intermédiaire des établissements de crédit. » Pendant la même période, ajoute-t-il, ces sociétés n'ont placé en France que six milliards 200 millions de valeurs françaises, dont un milliard 56 millions seulement consacrés à la production nationale, le surplus étant représenté par des titres n'ayant aucunement le caractère de valeurs commerciales, industrielles ou agricoles, tels que : les obligations du Crédit foncier, des villes et des départements, les emprunts

(1) *La question des sociétés de crédit*, p. 60.

coloniaux, les actions des banques, ainsi que celles des entreprises de transports, d'eaux et de gaz.

M. Lefranc (1), dans sa réponse à M. Domergue, a relevé certains détails qui suffisent à démontrer l'arbitraire des calculs de ce dernier. D'abord, pourquoi faire intervenir les 15 milliards 380 millions de francs de conversions, quand il s'agit d'établir le montant des valeurs réellement placées en France par l'intermédiaire des établissements de crédit ? Ces 15 milliards 380 millions ne constituent pas des émissions, c'est-à-dire des échanges de numéraire ou de créances français contre des titres étrangers nouveaux, mais simplement un échange de titres étrangers anciens contre des titres étrangers nouveaux. De telles opérations n'exigent aucun déboursé de la part des détenteurs des titres anciens. Dès lors, il est manifeste qu'il n'y a pas lieu de faire entrer en ligne de compte le chiffre relatif aux conversions de titres étrangers, quand il s'agit d'apprécier l'importance du mouvement d'émigration des capitaux français. Et puis, comment parler de 24 milliards, puisque, dans la période considérée, le montant des émissions en valeurs étrangères s'est élevé seulement, d'après M. Domergue lui-même, à 19 milliards 850 millions ! Du reste, ce chiffre ne

(1) LEFRANC, *La liberté du commerce et les établissements de crédit*.

peut être lui-même accepté comme ayant été entièrement consacré aux valeurs étrangères, car l'inscription à la cote n'implique pas, *ipso facto*, que la totalité des titres soit placée dans les portefeuilles français ; il faut déduire les titres restés dans leur pays d'origine ou absorbés par d'autres marchés. Si l'on opère la réduction convenable, qui, selon M. Lefranc, est de 30 %, aux 19 milliards 850 millions de valeurs étrangères réellement émises sur le marché parisien durant la période dont il s'agit, on arrive au chiffre de 13 milliards 895 millions.

C'est pourtant du chiffre, certainement exagéré, de 24 milliards que M. Domergue part dans ses évaluations, pour établir que les sociétés de crédit n'auraient placé, dans la phase envisagée, que 6 milliards 200 millions de valeurs françaises.

Ce n'est pas tout, M. Domergue rejette, nous l'avons vu, certaines catégories de valeurs comme n'ayant pas concouru au développement de la production nationale.

Que valent ces éliminations ? M. Lefranc répond : « Les six milliards de valeurs françaises sont bien des valeurs françaises. Directement ou indirectement, elles ont servi au développement de la production nationale sous toutes ses formes. Les 1 milliard 230 millions de francs d'obligations du Crédit foncier se sont transformés en prêts hypothécaires ou communaux.

Ne sont-ils pas allés, pour une partie, aux communes, pour leurs travaux d'hygiène, d'éclairage, de voirie, d'adduction d'eaux, etc.? Ne sont-ils pas revenus en totalité dans la poche de nos ouvriers, de nos commerçants, de nos entrepreneurs et de nos industriels? Le reste n'a-t-il pas été versé partiellement à l'agriculture pour ceux de ses travaux qui exigent des prêts à longs termes? Et l'autre part, n'a-t-elle pas été consacrée à l'édification d'immeubles, à laquelle concourent tous les corps de métiers, les industriels et les commerçants qui composent l'industrie de la construction? Si la Ville de Paris a demandé 848 millions de francs au crédit public, les villes et les départements 148 millions, les colonies et les protectorats 706 millions, toutes ces sommes n'ont-elles pas été employées, dans leur presque totalité à des travaux de toute nature, et n'ont-elles pas été réparties, en définitive, entre les diverses branches de la production nationale? Les 708 millions, qui ont servi à la création de banques nouvelles ou à l'augmentation du capital des sociétés de crédit déjà existantes, n'ont-ils pas eu pour but d'accroître les moyens de crédit mis à la disposition du commerce français, tant en France que dans les colonies et les pays de protectorat? Est-ce que les 215 millions pour les entreprises d'eaux et de gaz et les 663 millions pour les chemins de fer, les tramways

et le métropolitain ne sont pas revenus en presque totalité à l'industrie, au commerce et au travail français ? Et, enfin, les 611 millions d'affaires françaises à l'étranger ne contribuent-elles pas au développement de notre influence au dehors ? Donc, ce n'est pas seulement 1 milliard 56 millions, sur 20 milliards d'émission, mais bien 6 milliards qui ont été la part des valeurs françaises. Donc les valeurs françaises représentent 30 0/0 et non 3 1/2 0/0 des émissions faites en France de 1889 à 1908 (1). »

Au point de vue de la direction imprimée à l'épargne, la comparaison entre les banques françaises et les banques allemandes est pour ainsi dire classique. Bien qu'il y ait eu des exagérations sur ce point (2), il est certain que la proportion des placements en valeurs nationales est beaucoup plus élevée

(1) LEFRANC, *La liberté du commerce et les établissements de crédit*, pp. 38 et 39.

(2) D'après LYSIS, la proportion des valeurs nationales émises en Allemagne, en 1908, aurait été de 96 et demi pour cent. La proportion des valeurs nationales émises en France, la même année, aurait été de 5 0/0. Or, M. LEFRANC (*op. cit.*, p. 40) a montré que ces chiffres sont inexacts. Le total des émissions, en Allemagne, s'est élevé, en 1908, à 3 milliards 105 millions de marks en valeur nominale, dont 2 milliards 865 millions de valeurs allemandes et 240 millions de valeurs étrangères. La proportion des valeurs allemandes est donc de 91 0/0 et non de 96 et demi 0/0. Au surplus, c'est intentionnellement que LYSIS a choisi comme exemple l'année 1908. Il n'y a eu, en France, aucun emprunt de l'Etat, tandis qu'en Allemagne, les fonds d'Etats nationaux ont, au contraire, absorbé 1 milliard 269 millions de marks.

en Allemagne que chez nous (1). Les mêmes placements sont aussi plus importants en Angleterre qu'en France.

Prenons à cet égard les chiffres fournis par Testis. En faisant abstraction des emprunts émis pour la guerre sud-africaine et en assimilant les fonds publics des colonies anglaises qui jouissent du *self-government* à des fonds publics étrangers, on constate que, de 1892 à 1905, les émissions effectuées sur les différents marchés se répartissent ainsi par nature de titres :

	Marché français	Marché anglais	Marché allemand
	—	—	—
Fonds publics nationaux.....	8,3 0/0	13,8 0/0	29,1 0/0
Fonds publics étrangers..... ..	32,3 0/0	26,6 0/0	8,7 0/0
Actions et obligations de sociétés privées, nationales et étran- gères	59,4 0/0	59,6 0/0	62,2 0/0

Comme on le voit, la proportion des placements effectués en actions et obligations de sociétés privées est sensiblement la même sur les trois marchés français, anglais et allemand et s'élève à environ 60 0/0 du total des placements, les 40 0/0 restant étant consti-

(1) Si, au lieu de prendre une seule année, on fait porter l'examen sur une période de huit années (de 1901 à 1908), on voit que les valeurs nationales allemandes se sont élevées à 17 milliards 489 millions de marks et les valeurs étrangères à 2 milliards 982 millions. La proportion respective est donc d'environ 80 et 20 0/0. (D'après l'*Economiste allemand*, voir LEFRANC, *op. cit.*, pp. 40 et 41.)

tués par des émissions de fonds publics nationaux et étrangers.

En ce qui concerne les fonds publics étrangers, Testis explique que la proportion est plus élevée en France que sur les deux autres marchés, parce que l'Etat français n'a emprunté que 265 millions depuis 1892, tandis que, de 1892 à 1906, l'Empire d'Allemagne a emprunté, à lui seul, 2 milliards 122 millions de francs. « Si, ajoute-t-il, le marché français est, plus que tous les autres, exportateur de ses capitaux, pour les placements en fonds publics, ce n'est pas parce qu'il a peu de sympathie pour ses fonds nationaux, qu'il possède, au contraire, en totalité, c'est qu'ayant déjà absorbé 13 milliards 274 millions de rentes françaises entre 1870 et 1892 et n'ayant été appelé à en souscrire, depuis cette époque, que 265 millions et 800 millions de fonds des colonies et des pays de protectorat, il a cherché naturellement un autre emploi de ses disponibilités. »

D'une manière générale, à quoi tient que les capitaux français aient pris le chemin de l'étranger? Faut-il attribuer ce fait à la conduite des établissements de crédit?

Si les affaires françaises avaient la capacité d'absorption de l'épargne française en quête d'emploi, il conviendrait de s'affliger des placements en valeurs étrangères. Mais il n'en est certainement pas ainsi.

« Les choses productives existant en France, dit M. Théry, sont déjà possédées par le capital ancien, et si de nouvelles choses productives ne sont pas offertes en quantité équivalente à l'épargne nouvelle, celle-ci, pour acquérir la quotité de capital productif, cherchera à éliminer le capital ancien d'une partie de ses emplois. D'où une concurrence de capital à capital que l'accroissement incessant de l'épargne nouvelle rendra chaque jour plus énergique, c'est-à-dire plus désastreuse pour la puissance d'action du capital ancien et nouveau. L'histoire économique de la France montre que l'épargne nouvelle, placée en valeurs mobilières françaises, a successivement produit un revenu net de 6,05 0/0 en 1850, de 5,30 0/0 en 1869, de 4,50 0/0 en 1880, de 3,60 0/0 en 1890 et de 3,28 0/0 en 1907. A quel taux le loyer des capitaux serait-il tombé dans notre pays si l'épargne nouvelle n'avait pas eu à sa disposition les valeurs internationales? Peut-être au-dessous de 1 0/0. C'eût été la ruine des petits rentiers, des employés et des salariés de tout ordre, car cette baisse, ou plus exactement cette dépréciation de la puissance d'action du capital, aurait provoqué à la fois une hausse des choses nécessaires à l'existence et une réaction économique générale. »

Ainsi, l'épargne a progressé, en France, beaucoup plus vite que les affaires nouvelles. Il a bien fallu que,

pour trouver un emploi rémunérateur, cette épargne allât à l'étranger.

L'industrie française ne peut se développer, par la nature même des choses, autant que celle de certains autres pays. Moins bien dotée que les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre, au point de vue houillier, la France reste nécessairement en arrière de ces pays quant à la production des fers, fontes et aciers. En quoi les établissements de crédit pourraient-ils être déclarés responsables de cette situation? D'ailleurs, si l'on considère certaines régions françaises particulièrement favorisées au point de vue minier, le Nord-Est, par exemple, on peut s'assurer que, là, l'argent français ne manque pas pour les affaires sérieuses, et que la présence des sociétés de crédit n'empêche pas les banques régionales de soutenir et de développer les entreprises industrielles et commerciales.

Le défaut d'absorption de l'épargne française par les affaires nationales est donc un fait qui s'impose et dont nos sociétés de crédit n'ont eu qu'à tirer parti. L'exode des capitaux n'a pas été systématiquement voulu, par elles, il devenait nécessaire. Qu'on veuille bien, du reste, y réfléchir, l'exportation des capitaux français n'a pas été sans avantages de divers ordres. L'or placé à l'étranger nous rapporte

annuellement un intérêt raisonnable et nous revient peu à peu sous forme d'amortissement..

C'est au fait que la France est largement créancière de l'étranger que nous devons la forte situation de notre change et cette sorte de primauté monétaire qu'on nous envie, dit M. Lefranc (1), dans les moments de crise, quitte à nous en railler aux périodes de calme. Le rôle joué, au point de vue politique, par nos placements à l'étranger, ne saurait, d'ailleurs, être négligé. Ce que nous avons prêté à la Russie, par exemple, a consolidé une alliance, grâce à laquelle nous avons repris dans le monde le rang auquel nous avons droit. L'exportation de nos capitaux n'était-elle pas alors un devoir politique supérieur, dans l'accomplissement duquel nos sociétés de crédit ont été les auxiliaires précieux du gouvernement ? D'autre part, notre situation de prêteurs a parfois secondé efficacement les efforts de notre diplomatie. Nos débiteurs hésiteraient certainement avant d'adopter une attitude hostile qui leur fermerait les avenues de ce grand marché de capitaux qu'est Paris. « Je me félicite, pour ma part, hautement, disait M. Caillaux, alors ministre des Finances, à la tribune de la Chambre (2), de ce que la masse

(1) *Op. cit.*, p. 43.

(2) Séance du 8 janvier 1907.

des capitaux que nous envoyons à l'étranger confère à mon pays des moyens d'action d'une force singulière, et je ne serai pas, à coup sûr, démenti par M. le ministre des Affaires étrangères, si j'affirme que la puissance financière de la France pèse un poids très lourd dans la balance de la diplomatie. » L'orateur, se plaçant à un point de vue plus élevé, se félicitait de voir l'argent français concourir au développement de la civilisation générale dans le monde, relier entre eux les marchés financiers, solidariser les grandes industries. « Cette trame qui s'établit entre les intérêts est, à mon sens, disait-il, un des plus précieux facteurs du progrès, en même temps que de la paix. J'en ai assez dit pour établir que je n'approuverai jamais les théories de certain nationalisme financier, que je considère comme étrangement étroit. »

Il serait également injuste de reprocher à nos grandes banques de n'avoir pas suffisamment aidé au perfectionnement de nos moyens de transport par terre et par eau, à l'outillage de nos ports, à l'extension de notre marine marchande (1). Ce sont là des travaux d'intérêt national, qui ne sont pas suffisamment productifs pour rémunérer normalement les capitaux engagés, et dont l'initiative et la

(1) Ces griefs ont été formulés par M. Domergue.

charge incombent, de ce fait, à l'Etat. La solution des problèmes de cet ordre ne dépend en aucune manière des banques qui n'ont pas à substituer leur action à celle du gouvernement. Leur intervention n'est rationnelle que lorsqu'il s'agit de soutenir, par des capitaux, une entreprise décidée et créée. Or, les a-t-on vues refuser ce service ? Dans l'exécution du plan Freycinet, par exemple, les Compagnies de chemins de fer, tenues d'exécuter toutes les lignes du réseau secondaire, n'ont pas manqué de ressources ? Le placement de leurs obligations aux guichets des gares a été presque toujours suffisant, et, le cas échéant, le concours à peu près gratuit des sociétés de crédit ne leur a jamais fait défaut. Bien d'autres reproches, qui ne sont pas mieux fondés, ont été adressés aux établissements de crédit. C'est ainsi qu'on les a accusés de n'avoir rien fait pour le commerce d'exportation, bien qu'ils aient multiplié leurs succursales et leurs agences à l'étranger (1). C'est encore ainsi qu'on leur a reproché de ne pas consentir de découverts au commerce et à l'industrie, parce que, en réalité, ils n'accordent de tels crédits qu'à de bonnes maisons et pour des besoins tempo-

(1) L'escompte du papier commercial, pour le commerce d'exportation en Orient, comporte des échéances de six à neuf mois. Les banques ne peuvent compromettre leur propre crédit en encombrant leur portefeuille d'effets impossibles à réescompter.

raires. Il y aurait lieu de les en féliciter, car, comme on l'a très bien dit, le crédit n'est pas dû sans gages et ne constitue pas une sorte de créance de l'industrie et du commerce sur les banques. Celles-ci sont des entreprises qui, au même titre que toutes les autres affaires commerciales, ont pour première règle d'être gérées avec prudence. Leurs capitaux ou ceux que leurs clients mettent à leur disposition ne doivent pas courir les aventures. Elles ne sont pas des institutions philanthropiques destinées à panser les blessures des industriels ou des commerçants, qui n'offrent, en retour de l'argent demandé, aucune garantie matérielle (1).

Il est intéressant de signaler la contradiction que contient, sur ce point, la thèse de ceux qui réclament une réglementation. Ils la demandent, au nom des intérêts des déposants qui ne seraient pas suffisamment garantis, et, en même temps, ils reprochent aux établissements de crédit de ne pas se livrer à certaines opérations dont l'accomplissement compromettrait directement et gravement les intérêts de ces déposants.

Les partisans de la réglementation se sont, enfin, placés à un autre point de vue, se rapportant, comme le précédent, à la défense des intérêts généraux de

(1) LEFRANC, *op. cit.*, p. 77.

la nation. Reprenant les doléances de M. Domergue, M. Henri Michel déclarait, à la Chambre des députés, le 29 novembre 1909, que la Banque de France « n'avait plus en ces grandes sociétés de crédit des clients, mais des concurrents redoutables, lui enlevant son meilleur papier, pour ne lui laisser en portefeuille que du papier de second ordre » (1). « On ne saurait oublier, disait-il, que ce portefeuille sert, pour une large part, de contre-partie garantie au billet de banque. La diminution de la valeur de cette contre-partie, en diminuant la valeur du gage, peut donc influer sur le crédit dont jouit le billet de banque, sinon faire courir des risques à notre grande administration financière. »

M. Cochery, ministre des Finances, a protesté contre ces paroles et répliqué que la Banque de France n'était vraiment point menacée ; elle demeure, disait-il, « la base même et le régulateur du crédit dans le pays, l'organisme financier le plus complet et le plus parfait que toutes les nations admirent et considèrent comme le modèle à imiter ».

Il faut considérer que le contrôle des portefeuilles de la Banque de France, renseigné lui-même par le conseil d'escompte, composé des notabilités du commerce, de l'industrie et de la finance, n'admet

(1) *Journal officiel* du 30 novembre 1909.

pas sans examen le papier présenté à l'escompte. D'ailleurs, la Banque de France est, en fait, bien plus le réescompteur des banques que l'escompteur direct du commerçant, de l'industriel ou de l'agriculteur. Cela résulte de l'obligation de la troisième signature, laquelle est généralement celle d'un banquier ou d'une société de crédit. C'est précisément cette troisième signature qui donne surtout au papier commercial le caractère de contre-partie du billet de banque ; en même temps, elle marque, dans une certaine mesure, la délimitation du terrain d'action sur lequel se meuvent, d'une part, les sociétés de crédit, et, d'autre part, la Banque de France. Les banques escomptent le papier des commerçants, des industriels et des agriculteurs. La Banque de France peut également, sous certaines conditions, escompter directement ce même papier, mais elle réescompte, en outre et surtout, le papier transmis par les banques, et c'est ce qui la distingue de ces dernières. Il y a, dans ce dernier cas, deux parties d'une même œuvre, il n'y a pas concurrence entre l'acteur du premier acte et celui du second. Comme l'a très bien dit M. Lefranc (1), il y a seulement coopération successive de l'un et de l'autre pour un même objectif : le crédit public.

(1) *Loc. cit.*, p. 96.

A ce point de vue, les établissements de crédit ne méritent donc pas plus d'anathèmes qu'au point de vue de l'exportation des capitaux.

Si l'on envisage les intérêts généraux de la nation, le progrès croissant de nos établissements de crédit n'est pas de nature à susciter une inquiétude sérieuse. Le procès poursuivi par Lysis et par M. Domergue doit se terminer par un acquittement pur et simple. L'Etat n'a pas à intervenir, parce que rien ne commande son intervention.

SECTION II

Etude critique des divers projets de réglementation

Un défenseur tenace de la réglementation pourrait tenir le langage suivant : admettons que les établissements de crédit ne fassent courir aucun péril aux intérêts généraux de la nation, admettons qu'ils ne mettent pas non plus en danger les intérêts particuliers des innombrables déposants, la réglementation ne serait-elle pas néanmoins opportune ? Les banques ont des disponibilités suffisantes pour faire face aux demandes de remboursement. Mais deux sûretés ne valent-elles pas mieux qu'une seule ?

L'intervention de l'Etat, si elle n'est pas nécessaire et indispensable, peut du moins être utile.

Suivons les interventionnistes sur ce terrain, et recherchons s'il existe des voies et moyens par lesquels les banques de dépôt pourraient être réglementées pratiquement et efficacement.

Les projets de réglementation se divisent en deux catégories : les uns cherchent à limiter les dépôts, les autres à réglementer l'emploi de ces dépôts.

Examinons-les successivement :

Projets tendant à la limitation des dépôts

On a cherché à limiter les dépôts en banque, soit d'une manière indirecte, soit d'une manière directe.

Pour limiter, par une voie indirecte, les dépôts, on a proposé d'interdire aux établissements, ayant une somme de dépôts supérieure à un certain chiffre, l'émission des valeurs mobilières ; on a songé aussi au procédé fiscal de la taxation.

Après s'être livré aux attaques dont nous avons montré l'exagération, M. Domergue demanda la mise en vigueur d'une loi interdisant, sous certaine réserve, aux établissements de crédit, de procéder à des émissions de valeurs mobilières, soit par voie de souscription, soit par voie de placement direct dans le public. Cette interdiction viserait uniquement les établissements ayant un chiffre de dépôts excédant

certaines limites fixées, cent millions par exemple. « Qu'on ne vienne pas dire, dit M. Domergue (1), que nous allons détruire ainsi des institutions qui ont leur utilité. L'effet de notre loi ne sera pas de tarir chez elles la source de leurs bénéfices. Escompte, avances sur titres, comptes courants, garde des titres, paiement des coupons, change, exécution d'ordres de Bourse, tout ce qui constitue l'opération de banque proprement dite n'est nullement atteint par les dispositions que nous proposons. Ce que celles-ci enlèvent aux grands établissements de crédit, c'est le monopole de fait dont ils ont abusé... Pour ce qui est des émissions nécessaires, fut-ce au profit d'entreprises ou de nations étrangères, notre proposition en laisse intacte la faculté. La seule différence avec l'état de choses actuel, c'est que ces émissions n'étant plus le domaine exclusif des quatre grandes sociétés de crédit auront chance de s'étendre, cette fois, aux affaires françaises. »

Ainsi, M. Domergue voudrait interdire aux établissements de crédit de s'occuper directement d'émissions ou de placements de titres, lorsque ces établissements auraient atteint un chiffre de dépôts supérieur à 100 millions. En équité, une belle proposition est vite jugée. La société de crédit qui, par la

(1) *La question des sociétés de crédit*, p. 101 et 102.

sage conduite de ses affaires, aurait inspiré confiance au public, serait, par là même, frappée de déchéance et privée d'une branche importante de son commerce. « Supposons, dit M. Lefranc (1), que, par impossible, il se trouve une majorité dans le Parlement républicain pour consommer un tel attentat à la liberté commerciale et pour faire violence, dans leurs habitudes et dans leurs intérêts, aux 200.000 actionnaires des établissements de crédit et à leurs 1.500.000 clients, c'est-à-dire à toute la démocratie financière, vous aurez en fait établi l'exercice chez tous les banquiers et dans les banques, » L'établissement de l'exercice paraît, en effet, nécessaire pour déterminer quels banquiers auraient dépassé la limite de 100 millions, rigoureusement fixée. Il faudrait instituer un service de contrôle dont les agents auraient pour mission de fouiller la comptabilité des banques et cette nouvelle intrusion du fisc dans les affaires des particuliers ne serait pas sans inconvénient.

Admettons que la loi fonctionne et que les établissements de crédit aiment mieux réduire leurs dépôts à la portion légale qu'abandonner leur droit d'émission.

Le but désiré sera-t-il pour cela atteint; aura-t-on détourné les capitaux des placements étrangers et

(1) *Loc. cit.*, p. 105.

fait affluer, dans les banques locales, les dépôts qui n'y vont pas librement ? Le croire serait une grande illusion. « Nous sommes, dit M. Lefranc, un peuple ennemi de la contrainte. Il aura suffi que vous indiquiez vos préférences et le but de votre loi de restriction pour que personne n'aille où vous voudriez conduire tout le monde. La confiance ne se décréte pas. »

Mais ce qui serait plus grave, c'est qu'ayant ainsi réduit les dépôts dans les établissements de crédit et retiré quelques milliards de la circulation générale, l'abaissement du taux de l'escompte, si avantageux au commerce français, se trouverait compromis. C'est ainsi qu'on voit les adversaires des sociétés de crédit pousser l'opinion dans une voie vraiment périlleuse (1). Il ne faut pas oublier que c'est grâce aux dépôts en banque que la circulation du papier commercial est devenue aisée et que la Banque de France a pu régulièrement maintenir, pour le grand avantage du commerce et de l'industrie, un taux d'escompte plus faible qu'en aucun autre pays. La moyenne des vingt dernières années fait ressortir le

(1) M. LEFRANC (*loc. cit.*, p. 107) observe même qu'à réfléchir aux dispositions légales qu'on propose, on est en droit de se demander si les promoteurs de la campagne menée contre les établissements de crédit n'ont pas pour but réel d'amener un relèvement du taux de l'escompte. Nous nous refusons à y croire, mais qu'importe que ce but soit avoué ou non, ou même que personne n'y ait songé, si les conséquences de la loi proposée devaient fatalement y conduire.

taux officiel de l'escompte en France à 2,79 0/0, tandis qu'il a été de 3,32 0/0 en Angleterre, de 4,14 0/0 en Allemagne, de 4,17 0/0 en Autriche-Hongrie et de 5,18 0/0 en Italie. L'économie a été de 0,53 0/0 pour le commerce français, comparativement à ce qu'a dû payer le commerce anglais, et de 1,35 0/0, 1,38 0/0, 2,39 0/0 respectivement, par rapport au taux qu'a dû subir le commerce en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Italie (1). Dans ce domaine, les sociétés de crédit et la Banque de France ont concouru, chacun dans sa sphère et suivant ses propres moyens, à la prospérité publique.

Ce sont des résultats aussi bienfaisants que risquerait de supprimer une loi limitant, d'une manière quelconque, les dépôts en banque. Les considérations que nous venons d'indiquer s'appliquent également aux projets de réglementation qu'il nous reste à examiner. Aussi nous contenterons-nous de les avoir formulées une fois pour toutes.

Suivant une proposition émise en 1896, par M. Dusaussoy, il conviendrait de limiter indirectement les dépôts, grâce au système de la taxation. La Chambre des députés a fait à cette idée l'accueil qu'elle méritait. La combinaison aurait été la suivante :

Le solde le plus élevé de l'année des fonds dispo-

(1) LEFRANC, *loc. cit.*, p. 12.

nibles déposés (comptes de chèques, comptes de dépôts, soldes créditeurs des comptes courants) et, d'une manière générale, tous les fonds détenus à un titre quelconque par les banques, seraient frappés d'une taxe de 0,50 o/o. Toutefois, les sommes inférieures à 25 millions seraient exonérées de cette taxe.

Deux raisons militeraient, suivant M. Dussaussoy, en faveur de l'établissement de ce régime. Il y aurait d'abord un motif tiré d'une sorte de symétrie logique. « Les banques, dit-il, sont frappées de certains impôts d'après les signes intérieurs qui sont indiqués par le capital social, les intérêts et les dividendes, mais elles ont d'autres sources de revenus qui échappent au fisc, ce sont les dépôts, il est temps de réparer un oubli et de frapper les fonds disponibles (1). »

Enfin, la taxation des dépôts se justifierait par le besoin d'enlever aux sociétés de crédit les sommes considérables qu'elles soustraient au travail national.

Nous avons déjà longuement répondu à cette affirmation et nous croyons avoir démontré qu'elle est dénuée de fondement sérieux. Quant à la symétrie invoquée entre les impôts actuellement payés par les banques et celui qui viendrait encore les frapper, elle n'a aucune valeur déterminante. Enfin, si l'on taxait les dépôts, il est loin d'être démontré que les

(1) *Revue économique et financière*, année 1897, p. 152. — Voir aussi SAURET, *op. cit.*, p. 232.

établissements de crédit en détiendraient beaucoup moins ; en revanche, il est absolument certain que ceux qui les empruntent les paieraient plus cher.

Les projets visant directement les dépôts offrent du moins l'avantage de se présenter sous un jour en quelque sorte plus loyal. Ils disent sans détour ce qu'ils veulent dire. Mais c'est, ainsi qu'on va le voir, un très mince mérite.

On a voulu limiter directement les dépôts, en les restreignant au montant exact du capital social, ou, tout au moins, en obligeant les sociétés de crédit à maintenir une certaine proportion minima entre le chiffre de leurs ressources exigibles et le chiffre de leur capital social. M. Dussausoy a encore attaché son nom à ce système (1).

Les inconvénients de la limitation directe des dépôts seraient plus graves encore que ceux de la limitation poursuivie par voie indirecte. En effet, la limitation directe serait certainement efficace en ce sens que les dépôts, en vertu d'une disposition impérative de la loi, ne pourraient dépasser un certain chiffre. Il ne s'agirait plus, comme dans le projet Domergue ou dans celui de la taxation, de tracasser pour ainsi dire, les banques, pour les amener à restreindre

(1) Voir SAURET, *loc. cit.*, p. 233 et suivantes.

dre leurs dépôts, mais bien de fixer une limite légale et précise au chiffre des dépôts.

Dès lors, la loi étant respectée, la limitation se produirait infailliblement et entraînerait nécessairement ses conséquences néfastes. En attirant les capitaux épars, en les éveillant en quelque sorte à la vie économique, en les groupant pour les lancer dans la circulation, les grandes banques ont accompli une œuvre immense et salubre. « Tracer un lit à tous ces ruisseaux de l'épargne, disait M. Alfred Neumark, au Congrès des valeurs mobilières, à l'Exposition de 1900, rassembler toutes ces gouttes de richesses, donner un cours normal et constant à ces économies éparses qui se reconstituent sans cesse, en former en quelque sorte de grands fleuves féconds, ayant pour océan la prospérité de tous, le bien-être commun, le crédit général, telle a été l'œuvre difficile, utile, honnête, des grandes sociétés de crédit. »

Or, cette œuvre, elles l'ont accomplie avec les dépôts. Lorsque ceux-ci n'existaient pas, des milliards étaient dispersés sans utilité et même sans emploi. Les banques les ont, non pas soustraits, mais donnés à l'activité nationale.

Ces résultats éminemment bienfaisants seraient en partie supprimés par la limitation des dépôts en banque. Le jour où les sociétés de crédit devraient remplacer, totalement ou partiellement, l'argent des

déposants, qui leur coûte peu, par l'argent d'actionnaires auquel elles doivent assurer une suffisante rémunération, certaines opérations leur deviendraient impossibles et elles ne pourraient plus effectuer les autres dans les conditions de bon marché qu'elles appliquent actuellement.

Il est clair, par exemple, que les sociétés de crédit ne pourraient, sans les dépôts, se livrer en aussi grande quantité, ni à aussi bas prix, aux affaires d'escompte qui constituent l'élément principal de leur activité.

Limiter le montant des dépôts au montant exact du capital social serait l'anéantissement de l'organisation actuelle des banques. Fixer une proportion minima entre le chiffre des dépôts et le chiffre du capital, c'est retirer aux banques une grande partie de leur utilité, en laissant sans emploi et sans direction une fraction plus ou moins importante de l'épargne. D'ailleurs, pour déterminer quel capital sera nécessaire à la garantie des dépôts, il faudrait connaître non seulement le chiffre même de ces dépôts, mais encore l'emploi auquel ils sont affectés. Si ces emplois sont très sûrs, le rapport entre le capital et les dépôts pourra être très élevé (10 ou 12, par exemple); au contraire, si les emplois sont aventureux, un rapport de 1 à 1 ne sera pas excessif. Mais qu'est-ce à dire, sinon qu'il y a là une question

d'espèces et que la proportion à fixer devrait être logiquement différente, non seulement pour chacun des établissements de crédit, mais pour chaque heure de leur marche. Si l'on fixait une proportion uniforme et invariable, quelle qu'elle soit, on ferait une œuvre essentiellement arbitraire.

En définitive, on voit que la limitation des dépôts, injustifiée dans son principe même, infiniment regrettable par ses conséquences, ne serait même pas susceptible d'une application raisonnable.

Projets tendant à la réglementation de l'emploi des dépôts

La réglementation de l'emploi des dépôts a été proposée sur des bases différentes.

D'après un premier système, les sociétés de crédit seraient tenues d'affecter la totalité de leurs dépôts à la constitution d'éléments d'actif immédiatement réalisables à la Banque de France.

En 1891, après la chute de la Société de Dépôts et de Comptes courants, suivant de près celle du Comptoir d'Escompte, le gouvernement avait, paraît-il, élaboré un projet de loi réglementant l'emploi des dépôts. Voici, d'après la *Semaine Financière* du 21 mars 1891 (1), en quoi consistait la combinaison.

« Les Sociétés de Dépôts seraient rigoureusement

(1) « La question des dépôts », p. 238 et suiv.

tenues d'employer, soit en papier commercial réescomptable à la Banque de France, soit en avances sur titres, parmi ceux que la Banque admet en garantie de ses prêts, les capitaux qui leur sont confiés par les déposants.

« Pour les sommes provenant d'une autre source que les dépôts à vue ou à court terme, la liberté des établissements demeurerait entière. Le capital social, les réserves et les fonds provenant des dépôts à longue échéance continueraient à recevoir tel emploi que la Société jugerait bon ; mais, en aucune façon, l'argent des dépôts ne pourrait plus être immobilisé.

« Afin d'assurer la sanction de cette précaution, il serait prescrit aux sociétés de dépôts d'établir des bilans contenant, en ce qui concerne la nature des dépôts et des emplois de fonds, des renseignements détaillés. En outre, un inventaire complet des titres possédés par les sociétés dans la limite de l'emploi des dépôts serait joint aux rapports annuels. Des pénalités spéciales seraient édictées en cas de contravention aux dispositions de la nouvelle loi. »

Ce projet, dont il n'est plus question depuis longtemps, soulève de nombreuses critiques. « Une société financière pourra toujours, ajoute l'auteur de l'article cité, dire que son portefeuille effets, du moment où les effets sont revêtus de deux signatures et n'excèdent pas l'échéance réglementaire, est un portefeuille

réescomptable à la Banque de France, qui trouvera, dans sa signature, la troisième signature de rigueur. Si la Banque refuse ce papier, les crises que l'on aura cherché à conjurer pourront se reproduire et la société défailante ne sera pas en défaut pour cela ; elle pourra prétendre qu'elle s'était rigoureusement conformé aux prescriptions nouvelles et que la Banque seule est responsable, pour lui avoir refusé arbitrairement le réescompte. »

Qui pourra trancher le différend ?

« Il n'y aurait qu'un moyen possible, dit M. Sauret (1), ce serait de charger des agents officiels de contrôler toutes les opérations des établissements soumis à la réglementation et d'apprécier souverainement la nature et la qualité du papier composant leur portefeuille. Ce serait là imposer à l'Etat un pouvoir et une responsabilité qui ne lui reviennent à aucun titre et qui ne pourraient entraîner pour lui et pour le public que de déplorables conséquences. »

Enfin, la même surveillance officielle serait nécessaire pour s'assurer de la sincérité des bilans prescrits.

Mais c'est sur une autre base qu'on a plus volontiers soutenu le système de la réglementation de l'emploi des dépôts. Beaucoup voudraient les voir consacrés à l'achat de rentes sur l'Etat.

(1) SAURET, *loc. cit.*, p. 230.

L'auteur de l'article, que nous venons de citer, sur la question des dépôts, après avoir critiqué le projet du gouvernement, expose ainsi ses vues personnelles :

« A notre avis, le seul moyen de permettre aux déposants de se prémunir, d'une façon certaine, contre tout risque, serait de créer une société spéciale de dépôts et de lui imposer des statuts rigoureux, lui interdisant d'une façon absolue *d'employer son capital autrement qu'en rentes sur l'Etat ou valeurs garanties par l'Etat*, lui imposant un capital en harmonie avec l'importance de ses dépôts *et limitant strictement l'emploi des dépôts en reports, avances à court terme sur titres de premier ordre ou achats de valeurs de premier ordre, dont la nomenclature serait arrêtée d'avance.*

« Il pourrait être stipulé, par exemple, que les dépôts ne devraient jamais être de trois fois supérieurs au capital social entièrement versé et entièrement employé en rentes inaliénables. Un capital de 100 millions permettrait de recevoir pour 300 millions de dépôts. »

Cette combinaison ne nous paraît pas meilleure que la précédente.

D'abord, elle aurait besoin d'être, sur certains points, précisée. Nous ne savons pas, en effet, de quelle façon cette institution spéciale de dépôts

étendrait son action sur l'ensemble du pays. Si c'est par la création de succursales, et nous ne voyons pas par quel autre procédé ce pourrait être, on peut affirmer que les frais généraux considérables qui en résulteraient absorberaient le plus clair des bénéfices, forcément très réduits, auxquels elle paraît vouée par la nature même de ses opérations.

Les ressources, d'après les calculs de l'auteur du projet, seraient modestes, elles comprendraient :

1° Le revenu du capital de 100 millions placé en rentes, soit 3.000.000 (1) ;

2° Le produit des opérations effectuées avec 200 millions (car un tiers des dépôts devrait rester à l'état disponible pour assurer les mouvements de caisse), soit, à 3 % en moyenne, 6.000.000.

D'où un total de 9.000.000.

Les dépenses se composeraient de :

1° La bonification de 1 % consentie aux déposants et portant sur 300 millions, soit 3.000.000 ;

2° Les frais généraux et impôts ;

3° Le dividende à verser aux actionnaires sur 100 millions.

Il resterait donc 6 millions pour faire face à ces deux derniers chapitres. Or, si l'on considère le chiffre des frais généraux et impôts supportés

(1) A l'heure actuelle, les cours de la rente étant sensiblement au-dessous du pair, il faudrait compter environ 1/10 en plus.

par nos banques de dépôt, on peut éprouver des craintes justifiées sur les résultats financiers de l'institution nouvelle.

La Société Générale, par exemple, dépense annuellement, de ce chef, près de 14 millions 1/2 (1).

Nous devons reconnaître, sans doute, que les frais généraux n'atteindraient pas un chiffre aussi énorme dans la société de dépôt projetée, qui pourrait fonctionner avec un personnel plus réduit, par suite de la moindre importance de ses ressources et de la moindre variété de ses opérations ; mais ils resteraient cependant considérables et hors de proportion avec les ressources, à cause de l'obligation dans laquelle elle se trouverait d'étendre sa protection sur toute la France.

Mais si, contre toute logique, la nouvelle institution réussissait et attirait en masse les capitaux disponibles, si les 4 milliards de dépôts actuellement détenus par les sociétés de crédit venaient affluer dans ses caisses, il en résulterait :

1° Que des sommes considérables seraient obligatoirement affectées à des opérations d'avances et de reports. Or, ces opérations, au point de vue économique et au point de vue national, sont peu intéressantes, les avances représentant, le plus sou-

(1) Voir le tableau de Profits et Pertes présenté à l'assemblée générale des actionnaires du 20 mars 1913.

vent, des prêts à la consommation et les reports favorisant la spéculation de Bourse (1).

Au contraire, les prêts à la production, qui se font couramment sous forme d'escompte, deviendraient difficiles et coûteux, puisque la majeure partie des fonds disponibles devrait légalement recevoir un autre emploi. La production nationale serait, encore une fois, sacrifiée.

2° Que la société devrait porter son capital à 1 milliard 250 millions placés en rentes. Or, l'emploi de sommes considérables en rentes sur l'Etat n'est pas sans présenter de graves inconvénients. Nous allons nous en rendre compte en étudiant un projet plus récent.

Cette idée du placement en rentes vint, en effet, à la fin de 1909, devant la Chambre des députés. M. Henri Michel, après avoir prétendu, comme nous l'avons vu précédemment, que les sociétés de crédit faisaient courir des dangers à la Banque de France en lui enlevant le meilleur papier (2), proposait de prescrire à leur égard une réglementation analogue à celle des caisses d'épargne. Il ne pourrait s'agir, bien

(1) On peut ajouter que l'abondance des capitaux ferait baisser très rapidement le taux de ces opérations, ce qui viendrait encore diminuer les bénéfices de la société.

(2) Séance du 29 novembre 1909, *Journal officiel*, 30 novembre 1909. — Voir : « Nos établissements de crédit à la Chambre, par Eugène LEVOUX, dans le *Monde économique* du 4 décembre 1909.

entendu, de limiter à 1.500 francs le montant des dépôts dans les sociétés de crédit comme dans les caisses d'épargne. Ces dernières ne sont pas des institutions de placement, tandis que les banques ont essentiellement ce caractère. Mais on sait que les caisses d'épargne, même privées, n'ont pas le droit d'employer comme bon leur semble les dépôts qu'elles reçoivent. La loi les oblige à les placer en rentes sur l'Etat (1), bien que ce soit aux caisses d'épargne et non à l'Etat qu'incombe la responsabilité des remboursements. Il résulte de cette obligation qu'elles sont dans la nécessité, quand le compte courant ne suffit plus aux demandes de retrait, de faire vendre leurs titres de rentes pour se procurer l'argent nécessaire aux remboursements. C'est une pareille obligation de l'emploi des dépôts en rentes sur l'Etat que M. Henri Michel aurait voulu imposer aux établissements de crédit.

Il n'est pas difficile de voir qu'un tel système, déjà critiquable pour les caisses d'épargne, l'est encore bien davantage pour les sociétés de crédit. Les fonds engloutis dans le gouffre du Trésor ne sont guère productifs, tandis qu'on pourrait aisément en tirer

(1) La loi du 20 juillet 1895 permet, non aux caisses d'épargne elles-mêmes, mais à la Caisse des Dépôts et Consignations qui garde leurs dépôts, de les placer, non seulement en rentes sur l'Etat, mais aussi en valeurs garanties par l'Etat et en valeurs foncières et commerciales.

meilleur parti. Cette considération, qui présente un intérêt sérieux, même lorsqu'elle est appliquée aux caisses d'épargne, qui ne sont pas des organismes de placement, acquiert une valeur décisive lorsqu'on l'applique aux banques dont le principal rôle économique est d'employer fructueusement les capitaux confiés. D'autre part, on a fait observer avec raison que cette obligation des caisses d'épargne peut compromettre gravement le crédit de l'Etat en cas de panique, car, pour rembourser les capitaux réclamés, les caisses d'épargne devraient vendre leurs titres de rente, ce qui précipiterait la chute des cours des fonds publics. Le même résultat se produirait évidemment pour les établissements de crédit. Il est vrai que, pour préserver les caisses d'épargne, et, par conséquent, l'Etat lui-même, la loi a établi la clause dite de sauvegarde, qui permet aux caisses de ne rembourser que par paiements de 50 francs, échelonnés par quinzaines. Mais si l'on appliquait ce système aux sociétés de crédit, que deviendrait la sécurité des déposants, notamment de ceux qui ont effectué des dépôts à vue ? La conséquence d'une telle réglementation serait diamétralement contraire au but poursuivi (1).

(1) On pourrait aussi objecter que l'expérience des Joint Stock Banks, qui emploient couramment une partie de leurs dépôts en achat de Conso-
lidés, n'est pas en faveur de cette proposition, car elle a causé, comme

Aussi ne faut-il pas s'étonner que la discussion de 1909 n'ait abouti à la Chambre à aucune conclusion. Il ne pouvait pas y en avoir. Une loi ne pourrait qu'accroître le trouble et elle n'a rien d'utile à faire en pareille matière. Tout le résultat de la controverse, en 1909, fut de permettre à M. Cochery, ministre des Finances, de faire un éloge mérité des établissements de crédit. « Nous ne pouvons méconnaître, dit-il, ni la grande part que ces établissements ont eue dans le développement économique du pays, ni la façon élevée dont ils conçoivent le rôle qui leur incombe, ni les grands services qu'ils ont rendus à l'Etat et à l'action française ; je rends hommage surtout à l'empressement dont ils ont fait preuve chaque fois que le gouvernement leur a indiqué qu'il y avait un intérêt national à servir (1). »

La conclusion de tout ce qui précède ressort d'elle-même. Après avoir établi que ni les intérêts des déposants, ni les intérêts généraux du pays n'appellent une réglementation des banques de dépôt, nous avons suivi les interventionnistes sur leur propre terrain et nous nous sommes demandés si la réglementation ne pourrait pas, du moins, être admise à titre de supplément de garantie. L'examen critique

nous le verrons plus loin, de nombreux déboires, par suite de la baisse des valeurs.

(1) Séance du 29 novembre 1909, *loc. cit.*

des projets tendant, soit à la limitation des dépôts, soit à la réglementation de leur emploi, nous a fait apparaître leur inefficacité, en même temps que leur danger (1). Sous quelque aspect qu'on envisage le problème, c'est donc la thèse de la liberté des banques de dépôt qui doit l'emporter.

(1) Deux autres propositions sont également assez souvent formulées; elles tendent, l'une à maintenir une certaine proportion entre l'encaisse et les engagements, l'autre à prescrire la publication de bilans périodiques établis suivant un modèle déterminé. Elles ont été discutées par la Commission de l'enquête allemande sur les banques, et c'est en étudiant les travaux de cette Commission que nous les examinerons.

CHAPITRE IV

LA QUESTION DE LA RÉGLEMENTATION A L'ETRANGER

Un seul pays a, jusqu'ici, réglementé dans une certaine mesure les banques de dépôt ; ce sont les Etats-Unis. Nous examinerons cette réglementation, mais seulement dans ses grandes lignes, estimant que le système bancaire américain, d'ailleurs en voie de transformation, est trop différent du nôtre pour que les partisans de l'intervention de l'Etat en matière de dépôts puissent tirer argument, chez nous, des mesures qui lui sont applicables. Nous consacrerons ensuite quelque développement à la question des dépôts en Angleterre, et surtout en Allemagne, où elle a, à une époque encore récente, donné lieu à d'intéressantes discussions.

ETATS-UNIS

La décentralisation est le trait caractéristique du système bancaire des Etats-Unis. Il n'y a point de banque centrale d'émission. Toutes les banques natio-

nales peuvent émettre des billets sous certaines conditions (1). Il n'y a pas, comme en Europe et en France notamment, d'établissements de crédit prépondérants. On voit, aux Etats-Unis, 25.000 banques environ fonctionner les unes à côté des autres.

En premier lieu, on remarque les National Banks, qui émettent des billets, non seulement chacune individuellement, mais aussi groupées en association.

La loi du 30 mai 1908, à la suite de la crise de 1907, a, en effet, autorisé les Banques nationales à former, quand elles réunissent certaines conditions, des associations volontaires (National Currency Association) pouvant émettre des billets sous certaines garanties (2).

(1) La banque doit être formée par cinq personnes au moins, avec un capital d'au moins 100.000 dollars. Cependant, ce capital peut, avec l'autorisation du Secrétaire du Trésor, être réduit à 50.000 dollars sur les places dont la population n'excède pas 6.000 habitants et à 25 000 dollars si la population n'excède pas 3.000 habitants. Le capital est divisé en actions de 100 dollars, dont la moitié, au moins, doit être versée avant que la banque soit autorisée à ouvrir ses guichets. Avant le commencement des opérations, la banque nationale doit remettre au Trésor des Etats-Unis, à titre de garantie pour les billets à émettre, des bons des Etats-Unis pour un montant égal au quart du capital si celui-ci est de 150.000 dollars ou au-dessous et de 50 000 dollars si le capital est supérieur à 150.000 dollars. — FRANÇOIS, « Les Banques aux Etats-Unis », *Revue d'Economie politique*, 1912, pages 603 et suivantes.

(2) Pour pouvoir se grouper ainsi, les National Banks doivent être au moins 10, avoir chacune un surplus minimum de 20 % et une circulation ordinaire d'au moins 40 % de son capital, réunir, en outre, ensemble, un minimum de 5 millions de dollars. Sous le contrôle du Secrétaire du Trésor, ces associations peuvent émettre des billets.

Les billets émis ont pour garantie des bons des villes, Etats, comtés,

En dehors des National Banks, qui ont le privilège de l'émission, on trouve :

Les State Banks (Banques des Etats) qui sont régies par les lois spéciales de chaque Etat ;

Les Savings Banks, ou Banques d'Epargne ;

Les Loan and Trust Banks, ou Banques de Prêt et de Placement ;

Les Private Banks, ou banques privées, dont l'importance est assez réduite et qui ne détiennent, en dépôt, qu'environ 140 millions de dollars.

Cette dissémination des banques rend longs et coûteux les encaissements sur les diverses places, empêche le prompt mouvement des capitaux vers les points où ils sont nécessaires, et il en résulte que les capitaux, surabondants sur certains points, font défaut sur d'autres. Ces inconvénients, tolérables en temps normal, deviennent extrêmement graves au moment des crises. Les National Banks ne pouvant augmenter leur circulation, le réescompte du portefeuille étant impossible, les disponibilités immé-

ou le dépôt de papier commercial. Ce papier doit porter deux signatures et n'être pas à plus de quatre mois d'échéance. Les billets émis ne peuvent dépasser 75 % de la valeur des garanties déposées, pour les bons d'Etats, villes, comtés, etc. ; le montant autorisé pourra être égal à 90 % de la valeur au cours, mais les billets émis contre dépôt de papier commercial ne pourront excéder 30 % du capital et du surplus.

L'ensemble des billets émis par une National Currency Association ne peut excéder le montant du capital et surplus. Le maximum des billets à émettre, sous le régime de la loi de 1908, est fixé à 5 millions de dollars.

Il existait, en 1912, 17 National Currency Association.

diates deviennent de plus en plus rares à mesure qu'elles sont plus nécessaires. En 1907, le Trésor a dû faire des dépôts aux banques en vue de leur créer des ressources nouvelles, et il a fallu émettre des certificats de Clearing house pour remédier à la pénurie de la circulation.

Il n'est pas douteux que, si les banques américaines manquent de liquidité, la raison s'en trouve en grande partie dans l'absence d'une circulation de lettres de change (1). Chez nous, la quantité considérable de lettres de change présentées à l'escompte des banques constitue pour celles-ci un placement facilement réalisable. Or, aux Etats-Unis, les traites ne représentent qu'un chiffre relativement peu important dans la liquidation des paiements de l'ensemble du pays. Dans le commerce intérieur, c'est le chèque qui est employé comme moyen de paiement (2). Le crédit, aux Etats-Unis, recourt donc à d'autres opérations de banque que l'escompte. Ce qui domine, c'est l'avance sur marchandises reposant sur un système perfectionné d'entrepôt et de warrant. Or, les opérations d'avances sur gages, et spécialement sur marchandises, diminuent la liquidité, parce que les valeurs en gage, les marchandises, ne peuvent

(1) *Le marché financier américain et sa récente crise monétaire*, par SCHUMACHER, traduit de l'allemand par LESCURE, 1909, p. 15 et suiv.

(2) 80 % environ des règlements s'effectuent au moyen de chèques.

pas être vendues en tout temps, notamment pendant une crise, sans des pertes appréciables.

D'autre part, le crédit personnel est principalement réalisé au moyen de *promissory notes* ; ce sont des billets à ordre par lesquels le tireur s'engage au paiement de la somme créditée en se soumettant aux dispositions du droit de la lettre de change ; mais ces billets, ne portant qu'une signature et ne permettant pas de reconnaître aussi facilement que nos traites quelles opérations ont donné lieu à leur émission, sont, par suite, peu propres à la circulation et demeurent jusqu'à l'encaissement dans le portefeuille de la banque créditrice. Ce manque de capacité de circulation donne au crédit personnel, aux Etats-Unis, un caractère local et individuel très accentué. Dès lors, un système de compensation entre les différentes banques est difficilement possible et l'état actuel de l'encaisse de chaque banque prend une très grande importance pour déterminer les conditions auxquelles le crédit sera accordé. Chez nous, les distances sont comblées par la capacité de circulation des escomptes ; aux Etats-Unis, on trouve une multitude, difficile à dominer, de petits marchés de crédit, d'où résulte pour les banques un manque de liquidité.

D'ailleurs, une circulation lettre de change, condition de la liquidité, est inconcevable aux Etats-Unis,

tant au point de vue juridique qu'au point de vue économique. Il n'y a pas de législation unitaire du change, chacun des quarante-six Etats de l'Union a le droit d'avoir une réglementation propre. Economiquement, un système de banque très décentralisé et localisé rend impossible le développement des opérations d'escompte entre banques, alors que la centralisation dans le système bancaire a pour conséquence une centralisation des opérations d'escompte.

Enfin, le fait qui doit surtout être noté, en ce qui concerne la liquidité, c'est l'absence d'un établissement central pouvant jouer un rôle analogue à celui des Banques d'Angleterre, de France ou d'Allemagne.

Il est évident que, faute de cet établissement, les banques américaines ne peuvent se créer de ressources immédiates avec leur portefeuille commercial, puisqu'elles ne sont pas en mesure de les faire réescompter. Le besoin de cet organe central est très bien senti aux Etats-Unis ; en 1907, on a proposé de le créer. « Quand il y aura possibilité de réescompte, dit M. Arnauné (1), New-York pourra devenir une grande place de change ; des communications, aujourd'hui impossibles, s'établiront avec la Banque de

(1) ARNAUNÉ, « Le projet de centralisation de l'émission des billets de banque aux États-Unis », *Revue financière universelle*, 15 avril 1912.

France, la Banque d'Angleterre, la Reichsbank, et faciliteront les emprunts d'or qui pourraient devenir nécessaires. Le pays ne sera plus exposé à l'humiliation qui lui a été infligée en 1907, lorsque la Banque de France déclara qu'elle prêterait volontiers aux banquiers américains, s'il existait aux Etats-Unis une institution capable de garantir les emprunts. » L'institution centrale à créer est désignée sous le titre de National Reserve Association ; il est entendu que la charte à concéder sera d'une durée de 50 ans, que le siège central sera établi à Washington, que le capital autorisé sera approximativement de 300 millions de dollars et sera fourni par les souscriptions des National Banks ayant un capital de 25.000 dollars minimum, la souscription de chaque banque étant fixée à 20 % du capital (1).

Quel que soit l'avenir de ce projet, il est certain qu'à l'heure actuelle, les banques américaines, par suite de leur isolement et de l'absence d'un établissement de réescompte, doivent conserver une somme de disponibilités en espèces proportionnellement plus considérables que celles des banques ayant la faculté de réescompter les effets de commerce auprès d'une institution centrale.

Cette nécessité, pour les banques américaines,

(1) FRANÇOIS, *op. cit.*, p. 633.

d'avoir des disponibilités plus fortes que celles des autres pays, explique que les Etats-Unis sont entrés dans la voie de la réglementation.

Les National Banks qui, en 1911, étaient au nombre de 7.301 et détenaient 5.113 millions de dépôts, sont astreintes à des réserves obligatoires (1). Celles qui sont situées dans les villes de réserve doivent avoir toujours, en monnaie légale, une somme au moins égale à 25 % du montant de leurs dépôts ; celles situées dans les autres villes à 15 %. Les trois cinquièmes de cette réserve de 15 % peuvent être représentés par des soldes créditeurs dans une banque située dans une ville de réserve. De leur côté, les banques sises dans une ville de réserve peuvent représenter la moitié de leur réserve par un solde créditeur dans une banque située dans une Central Reserve City (2). En outre, il est interdit aux National Banks de faire des avances sur immeubles ou d'en posséder, pour plus de cinq années, d'autres que celui dans lequel se trouve la banque. Elles ne peuvent pas non plus accorder à une même maison un crédit supérieur au dixième de leur capital-actions, mais cette dernière prescription est particulièrement facile à tourner (3). Enfin elles sont soumises à la

(1) FRANÇOIS, *op. cit.*, p. 611.

(2) New-York, Chicago, Saint-Louis.

(3) Enquête allemande, Mémoire du Dr Riesser, p. 207.

surveillance d'un Office fédéral de contrôle, qui opère chez elles toutes les vérifications qu'il juge nécessaires (1).

Pour les State Banks, dont les dépôts s'élèvent à 2.777 millions de dollars, il n'existe, dans dix Etats, aucune stipulation quant au montant minimum du capital, mais, en règle générale, le montant minimum varie de 5.000 à 100.000 dollars. Le capital peut être versé sous diverses formes et dans des proportions différentes, suivant les Etats ; mais la tendance est d'augmenter la proportion immédiatement exigible. Les State Banks sont, en général, soumises au contrôle d'examineurs des Etats (2).

Les Savings Banks sont soumises à des lois différentes suivant les Etats, les unes limitent les dépôts, tandis que les autres laissent sur ce point une liberté absolue. Mais, pour ces banques aussi, on constate une tendance à un contrôle obligatoire (3). Le chiffre global de leurs dépôts dépassait, en 1911, 4.212 millions.

Pour ne nous occuper que des dispositions relatives aux réserves obligatoires imposées aux National Banks, on a fait observer qu'elles étaient plutôt pour elles une cause de faiblesse.

(1) Enquête allemande, Mémoire du Dr Riesser, p. 209.

(2) FRANÇOIS, *op. cit.*, p. 614.

(3) *Ibidem*, p. 616.

« Comme le fait justement remarquer le Contrôleur de la circulation, dans son rapport de 1907, la somme finalement disponible ne représente qu'une très faible partie de la réserve primitive. Il prend en effet un dépôt de 10 millions de dollars dans une National Bank non située dans une ville de réserve, et d'après les dispositions légales, les diverses réserves s'établissent de la façon suivante :

	Montant des dépôts	Espèces en caisse	Dépôts chez les agents de réserve	Disponible pour prêts
Banque non siluée dans une ville de réserve	10.000.000	600.000	900.000	8.500.000
Banque de réserve (montant dé- posé par la banque ci-dessus).	900.000	112.500	112.500	675.000
Banque de réserve centrale (montant déposé par la ban- que de réserve).	112.500	28.125	»	84.375
TOTAUX	11.012.500	740.625	1.012.500	9.259.375
Proportion % au montant des dépôts		6,75	9,20	84,05
Proportion % au dépôt primitif.		7,40	10,125	92,59
Espèces en dehors de la banque d'origine : 140.625 dollars, soit 1,4 %.				

Dans de semblables conditions, il est naturel qu'une demande de capitaux supérieure aux prévisions ou une diminution du montant des dépôts produite par des causes quelconques, en amenant une demande de monnaie disponible, arrive rapidement à une crise et oblige à l'emploi de moyens spéciaux

pour satisfaire aux besoins croissants de circulation (1). »

En somme, il semble que l'on puisse conclure que la solution du problème de la liquidité, aux Etats-Unis, ne réside pas dans la réglementation, mais dans l'institution d'un établissement central d'émission. Il en résulterait une plus grande uniformité de circulation, une plus grande facilité de transmission des capitaux sur les divers points du territoire, et surtout la possibilité du réescompte, qui permettrait aux banques de se créer rapidement des disponibilités par la réalisation de leur portefeuille commercial.

ANGLETERRE

L'organisation du marché financier anglais repose sur le principe de la division du travail; à la différence des grandes banques allemandes, qui sont les « bonnes à tout faire de la finance », et même de nos établissements de crédit, qui ne dédaignent pas un rôle complexe (dépôts, escompte, affaires financières, etc.), les banques anglaises ne pratiquent pas ce que l'on a appelé la « confusion des genres ». Chacune des catégories de banques, qui composent l'organisation financière de l'Angleterre, a son champ d'acti-

(1) *Ibidem*, p. 631.

vité qui lui est propre, ses fonctions nettement déterminées, et elle n'en sort pas.

A la base du système se trouve la Banque d'Angleterre, qui, selon les propres expressions de sir Hartley Withers (1), exerce son action comme :

- 1° Banquier du gouvernement britannique ;
- 2° Banquier des banques par actions et des banques privées ;
- 3° Seul détenteur, parmi les banques ayant un office à Londres, du droit d'émettre les billets ;
- 4° Producteur de circulation de circonstance ;
- 5° et 6° Gardien de la réserve d'or pour faciliter le commerce de banque anglais et pour assurer son rôle de banque internationale.

Puis, autour de l'institut central d'émission, gravitent plusieurs établissements d'attributions différentes.

A. — *Banquiers commerçants et les maisons d'acceptation.* — Leur fonction, de beaucoup la plus importante, consiste à revêtir de leur acceptation les traites de leurs clients. Certaines de ces maisons s'occupent en outre d'opérations de change et servent d'agents réguliers à des gouvernements étrangers, effectuant leurs émissions et payant leurs coupons.

(1) Commission monétaire américaine, 1910, *The English Banking System*, p. 1 et suivantes.

C'est à ce document que nous empruntons la majeure partie des éléments de ce chapitre.

B. — *Caisses d'épargne postales et caisses d'épargne.* — Ce ne sont pas des banques au vrai sens du mot, car elles ne font ni prêts, ni avances, ni escompte. Mais elles reçoivent des dépôts jusqu'à concurrence de 5.000 francs par titulaire de compte, le total des versements effectués au cours d'une année ne pouvant excéder 1.250 francs. Elles utilisent ces fonds en achats de Consolidés et leur bonifient un intérêt de 2 1/2 %.

C. — *Maisons d'escompte* (THE DISCOUNT HOUSES OU BILL BROCKERS). — Ce sont des intermédiaires entre les tireurs de billets ou leurs représentants et les banques de dépôt. Elles vendent à celles-ci ce qu'elles ont acheté à ceux-là.

D. — *Banques privées et Banques par actions* (PRIVATE BANKS ET JOINT STOCK BANKS). — Ce sont les véritables banques de dépôt, celles qui nous intéressent particulièrement et dont nous allons étudier le fonctionnement. Au point de vue des attributions, il n'existe aucune différence entre les banques par actions et les banques privées. Celles-ci, qui sont d'ailleurs en voie de disparition, sont de très anciennes maisons, fondées avant la création des banques par actions. Les deux seules qui subsistent à Londres, la banque Child et la banque Hoare, remontent, l'une à 1660, l'autre à 1680. En réalité, la

presque totalité des dépôts est reçue en Angleterre par une quarantaine de Joint Stock Banks.

La fonction essentielle des Joint Stock Banks consiste à prendre soin des fonds déposés par la clientèle et à faire face aux chèques tirés par les déposants. Ceux-ci peuvent remettre leurs fonds, soit en compte courant, soit en compte de dépôts. Dans le premier cas, ils conservent la faculté d'en opérer le retrait à tout moment, mais ne reçoivent aucun intérêt sur leur solde créditeur. Il leur est même demandé un droit semestriel d'une livre et 5 shillings, sauf dans le cas où le client s'engage à maintenir constamment à son compte un solde minimum de 100 livres. Tels sont du moins les règlements, mais, dans la pratique, la concurrence aidant, bon nombre de déposants se font exempter de ce droit.

Les sommes réunies en compte de dépôts doivent, normalement, rester pour un certain temps à la disposition du banquier ; si elles demeurent au moins 8 jours entre ses mains, elles portent intérêt à un taux qui est généralement de 1 1/2 inférieur au taux de la Banque d'Angleterre.

Le 17 avril 1913, le taux officiel de l'escompte, en Angleterre, passait de 5 à 4 1/2. Dès le lendemain, les banques de dépôt abaissaient dans les mêmes

proportions le taux de l'intérêt servi aux déposants (1).

Il était porté :

Pour les Banks, de 3 1/2 à 3 % ;

Pour les Discount houses, at call, de 3 1/2 à 3 % ;

Pour les Discount houses, at notice, de 3 3/4 à 3 1/4.

Les Joint Stock Banks ne cherchent l'utilisation de leurs ressources que dans les opérations courantes de banque (2). Tout ce qui est affaires commerciales ou participations financières reste en dehors de leur domaine et sont de la compétence des « merchants » et cependant, même ainsi limité, ce domaine, qui leur est propre, suffit amplement à leur activité, par ce fait qu'en Angleterre, l'usage du chèque, et par conséquent des dépôts, est plus développé que nulle part ailleurs. Voici les chiffres fournis par l'*Economist* :

Montant des dépôts reçus par les 43 Joint Stock Banks

Année	1890	368.663 000	£
»	1900	586.726.000	»
»	1905	627.529.000	»
»	1910	720.687.000	»
»	1912	839.977.000	»

(1) *The Economist* du 19 avril 1913, p. 956.

(2) Depuis quelques années, cependant, on constate, chez certaines banques de Londres, une certaine tendance à sortir des attributions dans lesquelles s'étaient jusque-là cantonnées les banques de dépôt. Elles commencent à prendre une part plus active au commerce international ; c'est ainsi que la London and County et la London City and Midland Bank ont établi un office spécial de changes étrangers.

Pour faire connaître les opérations auxquelles sont utilisées ces masses énormes de capitaux, et pour donner une idée de l'importance relative attribuée par les Joint Stock Banks aux différents éléments de leur actif et de leur passif, nous citons, d'après l'*Economist* de mai 1913, les bilans de la Lloyds Bank et de la London City and Midland Bank.

Bilan, au 31 décembre 1912, de la Lloyds Bank

ACTIF

Argent en caisse et à la Banque. . . .	15.582.549,	soit	14.8 0/0
Argent à vue et à court terme.	8.446.919,	»	8.1 0/0
Portefeuille-titres.	10.979.213,	»	10.5 0/0
Lettres de change	9.481.148,	»	9.1 0/0
Avances.	50.347.649,	»	48.0 0/0
Immeubles et divers (comprenant la couverture des acceptations). . .	9.992.715,	»	9.5 0/0
	104.830.193		

PASSIF

Capital et réserves	7.108.672,	soit	6.8 0/0
Profits non répartis.	435.588,	»	0.4 0/0
Effets acceptés ou endossés	7.889.140,	»	7.5 0/0
Comptes courants et de dépôts. . . .	89.396.993,	»	85.3 0/0
	104.830.393		

**Bilan, au 31 décembre 1912,
de la London City and Midland Bank**

ACTIF

Argent en caisse et à la Banque. . .	13.877.240,	soit	14.1 0/0
Argent à vue et à court terme. . . .	10.412.539,	»	10 6 0/0
Portefeuille titres.	8.289.211,	»	8.4 0/0
Lettres de change.	10.460.534,	»	10.6 0/0
Avances	46.441.982,	»	47.4 0/0
Immeubles et divers (comprenant la couverture des acceptations). . . .	8.795.428,	»	8.9 0/0
	98.276.934		

PASSIF

Capital et réserves	7.379.552,	soit	7.5 0/0
Profits non répartis.	492.023,	»	0.5 0/0
Effets acceptés ou endossés	6.741.032,	»	6.9 0/0
Comptes courants et de dépôts. . . .	83.664.327,	»	85.1 0/0
	98.276.934		

PASSIF

Certains postes de passif appellent quelques observations :

Capital. — C'est une coutume très répandue en Angleterre que le capital des banques par actions ne soit versé que pour une petite portion. L'engagement pris par les actionnaires, lors de la souscription du capital, est une ressource éventuelle d'une grosse

importance. Aussi est-il admis que les directeurs de sociétés de banque ont un droit de contrôle sur la transmission des actions et peuvent refuser le transfert au nom de personnes dont la capacité financière ne leur semblerait pas suffisante. Ce droit est d'ailleurs fréquemment exercé.

Réserves. — Il n'existe aucune clause légale au sujet des réserves, dont le montant est entièrement laissé à la prudence de ceux qui ont la responsabilité de la gestion. Elle sont généralement très importantes, non pas relativement aux engagements, mais par rapport au capital versé ($\frac{1}{2}$, $\frac{2}{3}$ ou même 100 0/0 du capital-actions). C'est pour cette raison que, même en réalisant des bénéfices minimales, on sert des dividendes élevés, dividendes qui, bien entendu, ne sont à payer que sur le capital versé.

Comptes courants et Comptes de Dépôts. — L'habitude qu'ont les banques par actions de grouper dans leur bilan les fonds en comptes courants et en comptes de dépôts ne permet pas d'évaluer sur quelle portion des capitaux d'emprunt elles ont à payer intérêt. Ce serait là pourtant un renseignement intéressant. Une seule des grandes banques par actions fait cette distinction dans son bilan ; c'est l'Union of London and Smith's Bank, qui accuse, en moyenne,

un solde de comptes courants deux fois et demi supérieur à celui des comptes de dépôts.

Cela tendrait à prouver, s'il est permis de tirer une conclusion générale d'un seul cas particulier, que les banques anglaises profitent gratuitement d'une très forte proportion de leurs ressources. C'est là que se trouve l'explication d'un phénomène qui, à première vue, étonne, à savoir que souvent les banquiers accordent aux maisons d'escompte des avances à des taux inférieurs aux intérêts servis aux déposants.

ACTIF

Argent en caisse et à la Banque. — Le montant de ce poste atteint, pour la généralité des grandes banques par actions, 14 % du total du bilan. Il n'y a, au maintien de cette proportion entre l'encaisse et les engagements, aucune obligation légale. Cependant, après la crise de 1890, lord Goschen, dans le but de les obliger à maintenir une encaisse suffisante, obtint des banques par actions de Londres l'engagement de publier un état mensuel de leur situation. Cette pratique, qui n'a pas cessé d'être observée, soulève toutefois des objections. Les banques, qui y sont soumises, voient dans cette publicité mensuelle « un handicap injuste pour elles dans la direction de leurs affaires », étant donné qu'elles se trouvent en concurrence avec d'autres établissements qui n'ont pas à

produire un état semblable. Aucune des banques privées ne publie ces situations, non plus que les sociétés par actions fondées depuis 1890. D'autre part, les banques provinciales, qui, dans leur ressort, luttent contre les succursales des grands établissements londoniens, ne fournissent pas ces publications ; elles en profitent d'ailleurs, affirme-t-on, pour n'avoir aucune réserve de numéraire. Enfin, le public soupçonne plusieurs banques de se livrer à certaines manœuvres (réduction des escomptes, rappel des avances consenties, etc.) destinées à enfler leur encaisse au jour fixé pour la publication de leur situation. Pour ne pas encourir ce reproche de « pavoiser la fenêtre », comme l'on dit dans Lombard Street, la London and County, l'une des principales banques de Londres, publie la moyenne quotidienne de son encaisse, mais cet exemple n'a pas été suivi.

Argent à vue et à court terme. — L'argent à vue est, en grande partie, prêté, moyennant un faible intérêt, aux bill brokers qui, avec ces ressources, achètent du papier accepté ou endossé, soit par des banques, soit par des commerçants. En garantie de ces avances consenties aux bill brokers, les banques reçoivent les lettres de change qui leur sont endossées. Sans doute, elles pourraient acheter elles-mêmes directement ce papier, mais, à recourir à

l'intermédiaire du bill broker, elles trouvent un double avantage : d'abord, elles obtiennent une garantie de plus, qui est la signature du broker ; ensuite, elles n'achètent à ce dernier que le papier qui leur convient, suivant les besoins de leur caisse.

Sous la dénomination « argent à court terme », les banques comprennent les avances qu'elles font au Stock Exchange ; ce sont, en somme, des placements en reports. Mais l'on a émis de violentes critiques contre l'emploi de cet argent à vue et à court terme. « Les banques anglaises, a-t-on dit (1), ont développé d'une manière inquiétante la spéculation de Bourse et les affaires d'émissions, en mettant quotidiennement le superflu des fonds liquides dont elles disposent à la disposition des grands trafiquants sur titres (Jobbers et dealers), des courtiers en avals et titres, contre nantissement de valeurs de toute nature (2).

« Cette pratique a été portée à un tel point que l'on a pu dire dans le *Bulletin périodique de l'Institute of Bankers* d'octobre 1899, page 409 : « La presque totalité de la spéculation professionnelle à la Bourse de Londres se fait avec les fonds des banques. »

(1) Enq. all., Mémoire du D^r Riesser, p. 195.

(2) Edgar JAFFÉ, *Discussions du III^e Congrès général des banquiers allemands*, p. 99, cité par Riesser.

« Mais, parmi les titres engagés, se trouvaient, au cours de ces dix dernières années, des quantités d'actions de mines d'or et de chemins de fer américains qui, aux époques critiques, ne peuvent pas être réalisées ou le seraient seulement avec de grandes pertes, si bien qu'aux périodes de tension, il faut recourir à la réserve de la Banque d'Angleterre.

« Ces fonds considérables, mis indirectement à la disposition de la Bourse et de la spéculation, constituent la plus grande partie de ce qui est mentionné dans les bilans des Joint Stock Banks sous la dénomination : Argent à vue et à court terme, fonds qui, chez nous, figureraient sous la rubrique « Reports et Nantissements ». Ces sommes, ainsi prêtées par les banques de dépôt, et qui se présentent d'une façon si innocente dans les bilans sommaires publiés, sont, en majorité, celles sur lesquelles Edgar Jaffé⁽¹⁾ porte ce sévère jugement : « Nulle part ailleurs que sur la Bourse de Londres, il n'est lancé autant d'affaires véreuses, nulle part le public n'a supporté des pertes aussi considérables qu'ici. »

Portefeuille titres. — Le portefeuille titres, dans les banques par actions anglaises, a une grosse importance; il représente en moyenne 10 % de l'actif. Il

(1) Edgar JAFFÉ, *op. cit.*, p. 99.

figure généralement aux bilans sous la décomposition suivante :

- 1° Consolidés et fonds du gouvernement anglais ;
- 2° Valeurs garanties par le gouvernement britannique (Indian Stocks, Indian Railway Guaranteed Stocks and Debentures);
- 3° Chemins de fer anglais ;
- 4° Actions et bons des gouvernements coloniaux et étrangers.

Comme on le voit, il n'entre, dans la composition du portefeuille des banques, que des valeurs de tout premier ordre ; dans chaque établissement, les Consolidés, à eux seuls, représentent environ la moitié du portefeuille, les réserves, partie du capital et en moyenne 18 % des dépôts étant affectés à l'achat de rente anglaise. Néanmoins, cette pratique, qui résulte de l'usage et non pas d'une prescription légale, a causé aux Joint Stock Banks de gros déboires, par suite de la dépréciation sensible qu'ont subie la plupart des titres qu'elles détenaient, et, de ce fait, il a fallu, en ces dernières années, affecter des sommes considérables à l'amortissement du portefeuille.

Lettres de change. — Ce poste a, en Angleterre, une importance particulièrement réduite ; il représente 9 à 10 % de l'actif contre plus de 50 % dans les

banques de dépôt françaises. L'usage très répandu du chèque nuit à la circulation des lettres de change. Le portefeuille effets présente, au point de vue sécurité, les plus sérieuses garanties, les Joint Stock Banks ayant adopté, par l'usage, des règles d'escompte assez restrictives, que l'on a comparées à celles de la Banque de France.

Avances. — Elles atteignent presque la moitié de l'actif (48 % en moyenne), mais, dans tous les cas, elles sont garanties, soit par un dépôt de titres, soit par des marchandises, soit même par des hypothèques.

Immeubles et divers. — Le compte d'ordre qui sert de contre-partie au compte « acceptations » du passif figure dans les « divers » et représente la majeure partie de ce poste.

Indépendamment de l'usage, accepté par les Joint Stock Banks de Londres, de publier un état mensuel, et de certaines réglementations qui, concernant l'émission des billets, ne sont plus que d'une application très restreinte, les banques de dépôt, en Angleterre, ne sont soumises qu'à une obligation spéciale. L'Act des Sociétés de 1862 stipule que « chaque société de commerce de banque à responsabilité limitée et chaque société d'assurances et de dépôts, de prévoyance ou de secours mutuels, affi-

chera, dans son établissement, le premier lundi de février et le premier lundi d'août de chaque année, un état donnant :

1° Le montant du capital autorisé, émis et versé ;

2° La situation des recettes et engagements de la société au premier jour du précédent mois.

Cette situation devra être dressée de la façon suivante :

a) Dettes contractées envers diverses personnes par la société :

Sur dépôt judiciaire ;

Sur spécialité ;

Sur billets ou effets ;

Sur simple contrat ;

Sur engagements estimés.

b) Ressources :

Valeurs gouvernementales ;

Lettres de change et promesses de payer ;

Encaisse dans les banques ;

Autres valeurs.

C'est là la seule obligation légale imposée aux banques de dépôt, mais cette publicité n'est, en fait, d'aucune utilité, et l'on peut affirmer que, de toutes les situations publiées par les banques, ce sont assurément celles-ci qui retiennent le moins l'attention. La coutume, en Angleterre comme en France, a déterminé les banques à produire au grand jour les

comptes et les bilans que la loi les contraint seulement à soumettre à leurs actionnaires, et ce sont ces documents, plus complets et établis sur un modèle plus pratique et plus moderne, qui, seuls, sont aujourd'hui consultés.

ALLEMAGNE

A plusieurs reprises déjà, nous avons signalé la politique quelque peu audacieuse des banques allemandes, toutes plus ou moins banques d'affaires. Elles consentent au commerce et à l'industrie des avances importantes, non seulement contre des garanties personnelles ou réelles, mais même à découvert ; elles commanditent ou créent des entreprises, émettent leurs actions ou obligations, soutiennent les cours de leurs valeurs, s'intéressent à leur développement et défendent en toute occasion leurs intérêts. Cette intervention cointéressée de la banque dans les affaires est considérée par beaucoup comme absolument naturelle. MM. Fuller et Rowan, dans un rapport présenté en janvier 1900 à l'Institute of Bankers de Londres, sur « la concurrence étrangère dans les affaires de banque », s'expriment en ces termes au sujet du système bancaire allemand (1) :

« Le trait distinctif de la méthode allemande est la

(1) Voir KERGALL, *op. cit.*, p. 32.

connexité entre les entreprises commerciales et les banques. Non seulement celles-ci ont un portefeuille d'actions de sociétés similaires en vue d'y exercer de l'influence, mais elles ont également des intérêts dans des affaires diverses : syndicats, mines, compagnies de chemin de fer et tramways. Le développement du commerce et de l'industrie allemands, au dedans et au dehors, procède dans une large mesure de l'initiative des banques, lesquelles font ouvertement figurer ces affaires dans leurs bilans et dans leurs rapports, en discutent sans broncher les chances de succès... En Allemagne, les banques ne sont pas seulement les auxiliaires, elles sont les pionniers de leur commerce et de leur industrie, au dedans et au dehors. »

Or, une pareille méthode conduit, dans une large mesure, à l'immobilisation, et explique qu'en Allemagne, les banques n'ont pas le même degré de liquidité qu'en France ou qu'en Angleterre.

M. Sayous estimait, en 1907, qu'une crise grave les obligerait à suspendre leurs paiements (1). On comprend, dès lors, l'inquiétude qui régnait, en septembre 1911, lorsque la Reichsbank fut mise dans la triste situation que l'on connaît par le retrait des capitaux étrangers. « Malgré toutes les mesures

(1) SAYOUS, *op. cit.*, p. 293.

prises, au cours de l'année, pour éviter les paiements en numéraire et limiter la circulation, il suffit d'un retrait d'un demi-milliard pour, en une semaine, abaisser la couverture métallique à 45,2, minimum qui n'avait pas été atteint même en 1907, et mettre à ce point en danger la Reichsbank qu'un financier put dire : « La Reichsbank n'a plus que huit jours à vivre (1) ». Cette prophétie était évidemment inspirée par un pessimisme exagéré, mais il est cependant certain qu'en raison du manque de liquidité de ses banques, l'Allemagne aurait à souffrir plus qu'aucun autre pays d'une crise un peu durable.

Aussi pourrait-on croire que la thèse de la réglementation des dépôts en banque était destinée à trouver bon accueil dans l'Empire. Il n'en fut rien.

Cette thèse avait été émise bien avant l'année 1908, au cours de laquelle fut nommée la Commission d'enquête dont nous analyserons plus loin les travaux.

En 1874, lors de la discussion des statuts de la Banque d'Allemagne, M. Sonnemann avait proposé de faire une loi sur les banques de dépôt. En 1891, plusieurs banques privées firent faillite à Berlin ; des détournements importants avaient été commis au préjudice de la clientèle. Des lois de circonstance

(1) LYSIPPE, *L'actualité financière*, « Les armements de l'Allemagne », n° du journal du 9 mars 1913.

furent alors votées. Les Børsengesetz (loi sur la Bourse) du 22 juin 1896 restreignit le champ des opérations à terme ; le Dépøtgesetz (loi des dépôts) du 5 juillet 1896 réglementa les dépôts de titres, non ceux d'espèces. En 1901, la faillite de la Banque de Leipzig fit perdre leur mise aux actionnaires, mais les déposants reçurent le plein de leurs créances. Plus récemment, la création d'une section de banque dans les magasins de nouveautés Wertheim, la crise de 1907, la concentration des banques et la création par elles d'un réseau d'agences appelèrent de nouveau l'attention sur la question des dépôts. Au Parlement et dans la presse, on réclama des mesures restrictives, une surveillance active de l'Etat.

Le D^r Riesser expose ainsi les raisons de ce mouvement d'opinion (1) :

« Dès le début, les banques allemandes, étroitement liées au patrimoine encore très minime de la population et aux besoins de l'industrie et du commerce germaniques, se sont développées d'une manière diamétralement opposée au système anglais, qui repose sur une séparation tranchée entre les banques de dépôt et les autres banques. C'est là un motif suffisant pour que beaucoup, en Allemagne, aient représenté le système anglais comme seul logique. »

(1) Enquête allemande, mémoire du D^r Riesser, p. 193.

En outre, en poussant au développement du commerce et de l'industrie, « nous avons provoqué indirectement ce résultat, que l'Allemagne, dont l'agriculture ne suffisait plus à fournir la nourriture et le travail à une population s'accroissant très rapidement, est devenue peu à peu, d'Etat agraire qu'elle était, un Etat où domine le commerce et l'industrie. C'en est assez pour que ceux qui détestent cette « industrialisation » déclarent la guerre au monde de la Banque qui, à ce qu'ils croient, doit au système des dépôts une part considérable des capitaux qu'elle enlève à l'agriculture pour les employer à soutenir l'industrie. Ces milieux politiques, extrêmement influents, sont naturellement soutenus, dans leur campagne, par les partis avancés, par la social-démocratie, qui voient dans les banques les plus puissants et les plus dangereux représentants du capital mobile ».

Enfin, il ne fait pas de doute que, dans l'industrie bancaire, comme dans beaucoup d'autres branches, la grande exploitation étouffe malheureusement de plus en plus la petite ; les petits banquiers ont essayé de lutter et, pour se défendre, ont prétendu que la banque allemande était entrée dans une voie fausse.

C'est dans ces conditions que la Commission d'enquête, nommée en 1908 pour examiner les questions connexes au renouvellement du privilège de la

Reichsbank, a vu s'inscrire dans son programme (1) la réglementation des dépôts en vue de la protection de l'épargne.

« C'est vers la fin de 1907, écrit la *Gazette de Francfort* dans son numéro du 5 décembre 1909, qu'on commence à préparer, en consultant des spécialistes, la réunion de la Commission d'enquête sur les banques. A ce moment, la procédure tout entière se trouve influencée par les événements, troublants et bien propres à contrarier un jugement impartial, qui avaient provoqué et accompagné la débâcle des affaires jusque-là en pleine prospérité. Le brusque effondrement de toutes les espérances, la panique américaine dont la répercussion sur l'Empire ne fut évitée qu'à grand'peine, la lutte frénétique pour l'or et la hausse rapide des taux de l'intérêt en Allemagne et en Angleterre, tout cela avait donné naissance, dans beaucoup de milieux, à une sorte de vague et périlleux malaise... Entre cette époque et l'heure présente, où l'enquête poursuit ses travaux, deux années se sont écoulées. La caline a succédé à la crise, la voie est de nouveau ouverte aux recherches fécondes. »

Le questionnaire du point VI, établi pour la consultation des experts professionnels et pour la

(1) Point VI.

conduite des discussions de la Commission plénière, est ainsi rédigé :

L'intérêt public semble-t-il exiger (et pour quelles raisons) qu'on se préoccupe d'assurer, par la voie législative, la sécurité et la liquidité des placements de dépôts et fonds d'épargne ?

Quelles sont les mesures de nature à atteindre ce but et quel résultat faudrait-il en attendre ?

Serait-il opportun, en particulier, d'édicter des prescriptions légales faisant aux institutions s'occupant de recevoir des dépôts et fonds d'épargne (banques, coopératives de crédit et caisses d'épargne) une obligation :

1° De se soumettre à des réglementations qui, relativement à la couverture de ces fonds, en assurent non seulement la sécurité, mais encore la liquidité ?

Dans l'affirmative, quelles dispositions faudrait-il prendre ?

2° D'établir et de publier, à intervalles déterminés, un bilan détaillé de leur situation, dressé dans une forme réglementaire ?

Dans l'affirmative, comment devrait être fixé cet intervalle (annuel, semestriel, trimestriel, mensuel) ?

Quels seraient les modèles les plus convenables à prescrire pour l'établissement de ces bilans ?

En outre, au cours de la première séance, consacrée par la Commission à l'examen de la question des

dépôts, le président, M. Havenstein, traça quelques points de repère pour diriger la marche des délibérations ; ce sont ces points de repère qui serviront de plan à notre étude.

I. — Discussion générale de la question

A. — *L'intérêt public que présente la question*

Les membres de la Commission sont unanimes à reconnaître que la question offre un intérêt de premier ordre. « La hauteur gigantesque du capital à considérer ici, dit le D^r Ströell (1), justifie à elle seule cet intérêt ; si l'on envisage toutes les catégories de dépôts, on atteint peut-être le chiffre de 25 milliards de marks (2). » Les dépositaires peuvent-ils assurer le remboursement de sommes aussi considérables. Et le D^r Lexis (3) insiste sur l'utilité qu'il y a à ce que, l'usage du chèque se développant, il soit offert les plus grandes garanties possibles au public qui commence à se servir de ce moyen de règlement. Par bien d'autres côtés, la question des dépôts intéresse la nation. C'est l'attrait de l'intérêt élevé promis aux déposants qui pousse les petits épargnants à confier leurs économies aux banques

(1) Enquête allemande, discours du D^r Ströell, p. 22.

(2) Pour les banques, les coopératives de crédit et les caisses d'épargne.

(3) Enq. allemande, p. 13.

au lieu de les utiliser en achat de valeurs sûres, et qui doit être considéré comme la principale cause de la baisse constante des cours des emprunts d'Etats ou d'Empire (1).

En outre, la concentration des capitaux a conféré à quelques grandes banques une prodigieuse puissance. Elles peuvent prendre, dit-on, des décisions dont les conséquences dépassent de beaucoup celles d'une loi; elles peuvent, en accordant ou en refusant le crédit, en distribuant ou en retenant leurs capitaux, diriger dans le sens qui leur plaît la politique économique et la marche du progrès. Et cette grande fonction de la distribution du crédit, qui est d'intérêt général, est remplie par un petit nombre de directeurs guidés par des intérêts privés. Enfin, en temps de crise, les banques ont recours aux réserves de la Reichsbank. C'est donc protéger celle-ci que de surveiller celles-là.

Adolphe Wagner, l'un des partisans les plus convaincus et les plus éloquents de la réglementation, qui exposa, devant la Commission, le point de vue des socialistes de la Chaire, appuie son opinion sur les considérations suivantes (2) :

Actuellement, les banques allemandes poussent trop fiévreusement à l'évolution économique. Notre

(1) Enq. allemande, discours du comte von Kanitz, p. 35.

(2) Enquête allemande, p. 46.

vie moderne tend à n'observer aucune mesure dans la production, et c'est de la hâte effrénée d'acquérir, montrée par la classe des producteurs, que proviennent les crises. On profite de toutes les circonstances favorables pour agrandir les entreprises actuelles et en créer de nouvelles, sans penser que ces circonstances peuvent n'être qu'éphémères ; c'est le dérèglement de la production. A cette période d'exploitation et de spéculation exagérées, succède la crise, dont souffrira la classe capitaliste sans doute, mais aussi et surtout la classe ouvrière, en raison du chômage. De cette situation, les banques allemandes ont une grosse part de responsabilité. Il faut créer des facteurs pondérateurs, afin que l'évolution ne se poursuive pas d'une manière aussi rapide. En rendant la situation des banques un peu plus difficile, par l'établissement de mesures réglementaires, on atteindra ce résultat que les affaires de dépôts se développeront plus modérément, que les banques pousseront moins activement à la production et que, par suite, les crises diminueront.

B. — *Sécurité et liquidité des dépôts de fonds d'épargne*

Le questionnaire indique trois catégories d'établissements recevant des dépôts de fonds : les banques, les coopératives de crédit et les caisses

d'épargne, c'est-à-dire, dit le docteur Ströhl (1), « une trilogie de caractères et de conditions très peu semblables. Ce sont des institutions différentes dans leur but économique, dans leur développement historique et dans leur organisation intérieure; elles sont différentes, notamment au point de vue, si important dans la question des dépôts, des fonds de couverture, qui viennent faire face aux fonds d'emprunt. A ce point de vue, les banques ont la situation la plus forte, les caisses d'épargne la plus faible et les coopératives une situation intermédiaire ». Mais, avant d'aborder l'étude de cette question de la sécurité et de la liquidité, pour chacune de ces catégories de dépositaires, il était intéressant de chercher à préciser la notion de dépôts, et la Commission n'y a pas manqué.

NOTION DE DÉPÔTS

Selon le docteur Peter (2), il est possible, théoriquement, de faire, entre les capitaux d'emprunt des banques, une classification; il y a lieu de distinguer : les placements d'épargne, qui représentent les économies réalisées, le plus souvent, par les petites classes de la société; les dépôts à plus ou moins longue échéance, sommes temporairement disponi-

(1) Enquête allemande, discours du Dr Ströhl, p. 24.

(2) Enquête allemande, discours du Dr Peter, p. 54.

bles, dont les particuliers confient la garde à leur banquier ; les avoirs en compte courant, ou soldes créditeurs des commerçants ou industriels, destinés à un emploi ultérieur dans la production.

Pratiquement, la distinction n'est pas possible. Si, autrefois, c'étaient seulement les économies que l'on portait aux caisses d'épargne, les particuliers y font aujourd'hui des dépôts, et les commerçants et les industriels y remettent leurs fonds, car elles acceptent, sans aucune limite, tous les versements qu'on veut bien faire, et le taux d'intérêt qu'elles servent dépasse parfois celui des banques.

De même, dans les banques, dépôts et avoirs en compte courant se débordent réciproquement.

« Dans le mémoire qui nous est soumis, dit le Dr Heiligenstadt (1), on lit qu'à la Dresdner Bank, comme aussi, je crois, à la Deutsche Bank, on désigne, sous la dénomination de fonds de dépôts, les capitaux versés à ce qu'on appelle la « caisse des dépôts ». C'est là une division qui est complètement arbitraire. Le hasard, qui conduit un client à la caisse des dépôts ou à la caisse centrale, décide de la classification des fonds versés. » Et il montre que c'est selon le quartier qu'ils habitent que les déposants

(1) Enq. all., discours du Dr Heiligenstadt, p. 40.

se rendent, pour plus de commodité, à l'une ou à l'autre de ces deux caisses.

Cependant, le Dr Heiligenstadt croit qu'il serait assez facile de reconnaître le caractère des fonds déposés dans une banque, en distinguant les « capitaux de consommation » des « capitaux de production ».

Les capitaux de consommation, qui s'élèvent à des sommes considérables, représentent, pour les déposants, des moyens de subsistance ; ils proviennent d'arrérages, de traitements, d'honoraires, etc. Ils se renouvellent à intervalles réguliers, pour des sommes sensiblement égales, et se présentent sous la forme d'argent comptant, d'où il résulte que, si les particuliers les conservaient, une grosse partie des capitaux liquides se trouverait temporairement enlevée à la production économique.

« Plus ces sommes sont élevées, plus il est important que ces capitaux d'exploitation soient remis aussi vite que possible à la disposition des milieux producteurs. C'est pourquoi il faut féliciter de leurs efforts le gouvernement impérial et le gouvernement royal prussien, qui invitent leurs fonctionnaires à se faire ouvrir des comptes de dépôts uniquement dans l'intérêt de l'ensemble de la situation économique (1). »

(1) Enq. all., discours du Dr Heiligenstadt, p. 40.

Techniquement, ce compte n'a pas de côté débit, mais seulement un côté crédit.

En face de ces dépôts, se placent les fonds de tous ceux qui, comme entrepreneurs, participent à la production économique matérielle ; ce sont les capitaux de production. Au contraire des capitaux de consommation, ils ne se présentent pas sous la forme d'espèces liquides, mais le plus souvent d'escomptes ; en outre, ils ne donnent pas lieu seulement à un contrat de dépôt irrégulier, mais à un contrat de compte courant. C'est pourquoi le compte d'un entrepreneur doit avoir un côté débit (1).

Une telle distinction pourrait être facilement adoptée dans la pratique, car lorsqu'un client vient demander l'ouverture d'un compte à une banque, celle-ci connaît aussitôt, et le genre d'occupations auquel il se livre, et le but qu'il poursuit.

Sans doute, il se mêle aux capitaux compris dans ces deux catégories de comptes ce qu'on appelle des fonds d'épargne. « Si l'activité productive d'une période se règle par un excédent que l'intéressé n'emploie pas dans son entreprise, ou si un consommateur se rend compte, au bout d'un certain temps,

(1) On peut remarquer que la classification proposée par le Dr Heiligenstadt équivaut à celle que pratiquent nos sociétés de crédit, qui distinguent les comptes de capitalistes (comptes de dépôts) des comptes de commerçants (comptes courants).

qu'il n'a pas besoin, pour sa consommation, de la totalité de ses revenus, ces fonds perdent le caractère de capitaux d'épargne (1). Mais les banques n'ont aucune donnée leur permettant d'en faire une évaluation.

Plusieurs orateurs proposèrent d'autres classifications, notamment le Dr Lexis (2), qui classe les dépôts en trois groupes.

1^{er} Groupe : Dépôts proprement dits. — Ce sont les dépôts ou fonds de tiers qui ne sont pas destinés à servir de base au trafic du chèque, notamment tous les dépôts à préavis ou à échéance.

2^e Groupe : Dépôts en compte courant. — Ce sont les dépôts effectués par des particuliers qui, bien que non commerçants, sont en compte courant avec une banque.

3^e Groupe : Dépôts en comptes de chèques. — Ce sont les dépôts de commerçants ou de particuliers ayant pour seul but de servir de base à leurs relations par chèques.

Mais, à toutes ces propositions, on objectera la difficulté qu'il y aurait, pour les banques, à connaître les intentions de chacun de leurs déposants, les complications et les erreurs inévitables qui s'ensui-

(1) Enq. allemande, discours Dr Heiligenstadt, p. 40.

(2) Enquête allemande, discours du Dr Lexis, p. 30.

vraient, et la discussion sur ce point, comme d'ailleurs sur tous ceux qui furent examinés par la Commission, n'aboutit à aucun résultat pratique.

SÉCURITÉ ET LIQUIDITÉ DES DÉPÔTS

Les banques, les coopératives de crédit et les caisses d'épargne allemandes sont-elles en mesure de faire face au remboursement des capitaux de tiers qui leur sont confiés ? Quel degré de sécurité et de liquidité présentent-elles ? C'est ce qu'il y a lieu d'examiner séparément pour chacune de ces trois catégories de dépositaires.

Banques

Il suffit, remarque le Dr Ströell, d'examiner le point de vue de la liquidité, car la liquidité est une forme supérieure de la sécurité ; si les dépôts sont sous la forme liquide, ils sont, par le fait même, entièrement sûrs. En outre, il ne faut pas viser à une liquidité complète, mais seulement à la plus grande liquidité possible, car personne ne peut avoir une situation absolument liquide, sinon toutes les économies de la nation, tout le capital à vue devraient être enfermés sous forme de numéraire et ne pourraient plus être placés à intérêts. « L'emploi des fonds d'épargne dans un but économique et civilisateur serait rendu impossible, et alors se trouverait éliminé de l'économie

politique moderne un élément qui est le plus important de tous : le crédit et la confiance que, dans les affaires, chacun doit avoir en tous (1). »

A ce point de vue de la liquidité, dit le docteur Ströhl, la situation des banques est satisfaisante (2) : « A tout prendre, je n'ai pas l'impression qu'en Allemagne, les conditions de liquidité des banques et des fonds de tiers qu'elles administrent soient réellement défavorables. L'observation généralement pratiquée des principes logiques de la technique bancaire, l'appropriation de l'actif au passif, l'accès que se ménage, grâce au portefeuille, le monde de la banque auprès de la Banque d'Empire, l'aide et la protection mutuelle pratiquées par les banques et basées sur l'intérêt personnel bien entendu, le fait que chaque institution appartient à une union ou à un syndicat, et la force de résistance qui en découle pour chaque adhérent particulier, la publicité et le contrôle considérable qui s'exercent dans le domaine des affaires de banque, tout cela me fait apparaître le tableau d'ensemble de la banque allemande comme tout-à-fait satisfaisant. »

Le Dr Riesser partage cette opinion, et, dans le mémoire qu'il présente à la Commission, il affirme que la situation des banques est saine. Leur degré

(1) Enquête allemande, discours du docteur Ströhl, p. 23.

(2) Enquête allemande, discours du docteur Ströhl.

de liquidité, c'est-à-dire le rapport de leurs valeurs actives immédiatement réalisables à l'ensemble des obligations à vue et à terme, se présente comme suit depuis 1893 :

Années	Pour l'ensemble des banques allemandes	Pour les banques de Berlin	Années	Pour l'ensemble des banques allemandes	Pour les banques de Berlin
1893	85	88	1901	70	70
1894	81	83	1902	72	76
1895	72	73	1903	67	71
1896	73	75	1904	66	70
1897	75	79	1905	62	65
1898	72	76	1906	61	63
1899	73	78	1907	60	63
1900	70	73	1908	62	64

Sans doute, ce rapport a subi, au cours de cette période, une baisse constante ; mais si l'on considère que cette baisse est la conséquence du mouvement de concentration qui s'est opéré dans la banque et dans l'industrie, des demandes considérables de celle-ci à celle-là et de l'augmentation de la spéculation, on doit penser qu'elle ne se poursuivra pas indéfiniment et qu'elle sera contrariée par le ralentissement de ce mouvement de concentration et par la force croissante des filiales des banques, qui, bientôt, ne seront plus dans la nécessité de faire appel aux ressources des institutions-mères pour se tirer d'affaires.

D'ailleurs, on peut constater que, même en 1907, l'ensemble des engagements des banques allemandes se trouvait couvert, pour presque les 2/3, par des capitaux liquides, et ce coefficient de liquidité serait beaucoup plus favorable si, aux disponibilités immédiates, nous ne comparions que les dettes immédiatement exigibles, sans tenir compte des dettes à échéance.

En se plaçant au point de vue de la sécurité des déposants, le docteur Riesser se déclare également satisfait de la nature des valeurs disponibles. Au 31 décembre 1908, pour les 169 banques allemandes qui ont un capital supérieur à un million de marks, on relève les chiffres suivants :

Encaisse : 537 millions 1/2 de marks (soit 8 % des engagements);

Portefeuille : 2.742 millions 1/2 de marks.

D'où un total de 3.280 millions de marks disponibles, en regard de 2.746 millions de dépôts (1).

Enfin, il est intéressant de remarquer que, d'après les bilans publiés, le total des postes : Titres, Hypothèques, Participations à des Consortiums, qui atteint le chiffre de 1.198.052.000 marks, ne représente qu'un peu plus du tiers du patrimoine propre de ces banques, c'est-à-dire du capital et des réserves,

(1) Cf. Robert FRANZ, *Les banques allemandes en 1908*, p. 549. Edition spéciale tirée de l'*Economiste allemand*, Berlin, 1908, p. 25.

qui s'élèvent à 3.253.000.000 marks, et cette constatation prouve que les banques ne placent pas toutes sortes de dépôts en immobilisations.

Ces arguments furent jugés suffisants par la Commission d'enquête, mais il n'est pas inutile, pour notre étude, de citer le bilan d'une des principales banques allemandes et d'en examiner les particularités les plus notables ; nous reviendrons ensuite aux travaux de la Commission.

Bilan de la Deutsche Bank au 31 Décembre 1912

ACTIF

Caisses	80.522.791 83
Monnaies étrangères, coupons, etc.	44.139.575 19
Fonds disponibles dans les Banques	72.715.199 73
Portefeuille	646.912.649 25
Bons du Trésor allemand.	61.097.099 97
Reports et Avances sur titres	240.198.323 30
Fonds d'Etats, Actions, Obligations	52.315.091 19
Participations financières	49.418.750 16
Commandites	660.000 »
Participations permanentes	77.937.977 50
Comptes courants débiteurs couverts.	544.936.036 25
Comptes courants débiteurs découverts	125.361.179 26
Avances sur marchandises et comptes de rem- boursement (dont, le jour du bilan, effecti- vement couverts par des marchandises, des connaissements, etc. M. 149.244.633,76).	232.249.780 28
Immeubles	31.500.000 »
Mobilier	1 »
	2.259.964.454 91

PASSIF

Capital social	200.000.000 »
Fonds de réserve : Réserve légale A	66.388.031 30
— Réserve B	36.595.316 42
— Réserve du compte courant.	7.016.652 28
Dépôts (dont 99.156.000 à plus de 3 mois) . .	686.304.953 05
Comptes courants créditeurs (dont 151.620 000 à plus de 3 mois)	887.146.325 37
Chèques pas encore présentés au paiement. .	15.055.116 73
Effets à payer	312.246.333 11
Dividendes non réclamés.	34.929 »
Caisse de retraites des employés, « Dr Georg von Siemens »	7.561.782 50
Comptes divers.	5.666.771 03
Réserve pour l'impôt sur les talons (1) . . .	1.600.000 »
Profits et Pertes	34.348.244 12
	2.259.964.454 91

Le dernier rapport annuel de la Deutsche Bank fait suivre ces chiffres des quelques renseignements que voici :

Le produit des « Participations permanentes » et « Commandites » représente le dividende pour 1911 des actions que la Deutsche Bank possède dans les établissements suivants :

Deutsche Ueberseeische Bank	9	o/o
Bergisch Markische Bank	7	»
Deutsch-Ostafrikanische Bank	8	»
Deutsche Vereinsbank	6	»
Essener Bankverein.	7	»

(1) En vue du renouvellement des feuilles de coupons des actions de la Deutsche Bank.

Essener Credit-Anstalt.	8 1/2 %
Hannoversche Bank.	7 1/2 »
Mecklemburgische Hypotheken-und Wechselbank	15 »
Niederlausitzer Bank A.-G.	6 »
Oldenburgische Spar-und Heih-Bank	9 »
Pfälzische Bank	7 »
Privatbank zu Gotha.	6 2/3 »
Rheinische Creditbank.	7 »
Schleisischer Bankverein.	7 1/2 »
Württembergische Vereinsbank.	7 »
Deutsche Treuband Gesellschaft	15 »

Le compte « Participations financières » se compose comme suit :

49 participations à des emprunts d'Etats, de villes, et à des émissions de sociétés allemandes.	14.605.698 95
116 participations à des émissions d'actions de sociétés allemandes.	16.104.968 89
58 participations à des emprunts étrangers d'Etats, de villes et de chemins de fer	8.125.919 19
99 participations à des émissions d'actions et d'obli- gations de sociétés étrangères	4.441.494 18
19 participations à des affaires de terrains	6.140.668 95
TOTAL M.	49.418.750 16

Le compte « Portefeuille titres » se compose de :

Titres d'Etats, de villes et d'obligations foncières allemandes (120 sortes). M.	35.518.229 88
Obligations de chemins de fer et d'entreprises industrielles (98 sortes)	7.145.278 16
Actions de chemins de fer, de banques et de socié- tés industrielles (175 sortes)	9.499.215 73
Divers	152.367 42
TOTAL M.	52.315.091 19

Il faut y ajouter 61 millions de bons du Trésor.

L'examen du passif ne donne lieu à aucune observation particulière ; on peut, toutefois, signaler que le poste « Effets à payer » est sensiblement plus important à la Deutsche Bank que dans nos établissements de crédit, en raison du développement que les acceptations de banque ont pris en Allemagne.

Par contre, à l'actif, le portefeuille effets est très inférieur à celui de nos sociétés de dépôts ; il ne dépasse guère la moitié de celui du Crédit Lyonnais. Mais le portefeuille titres représente une valeur considérable (113 millions de marks à la Deutsche Bank, contre 10 millions de francs au Crédit Lyonnais), et le total des Participations financières des Commandites, des Participations permanentes et des Comptes courants découverts atteint 250 millions de marks.

Ces quelques chiffres suffisent à montrer, qu'au point de vue de la liquidité, nos banques se trouvent dans une situation beaucoup plus avantageuse que les banques allemandes les plus sagement conduites.

Coopératives de crédit

On estimait, en 1908, qu'il y avait, en Allemagne, environ 16.000 institutions coopératives, détenant en dépôt 2 milliards 1/2 de marks.

Le projet de loi d'Empire sur les dépôts, élaboré

par le professeur Warschauer, et reproduit dans le travail « sur la question de la réglementation des dépôts », remis aux commissaires, dispose que les coopératives à responsabilité illimitée pourraient recevoir les dépôts d'épargne jusqu'à concurrence du montant du capital effectivement versé par les adhérents, alors que l'acceptation de ces dépôts serait purement et simplement interdite aux coopératives à responsabilité limitée (1).

On s'accorde, en effet, à reconnaître que les coopératives ne présentent pas le même degré de liquidité que les banques. « Les valeurs actives, dit le Dr Strøell (2), y sont moins liquides, le rapport des fonds d'emprunt aux capitaux propres y est plus défavorable (3); par contre, les valeurs passives sont moins inquiétantes et moins dangereuses, étant, pour la plupart, soumises à un délai de vue. Le portefeuille renferme des traites qui, d'après leur origine, sont beaucoup moins liquides et ne sont pas réescomptables; la couverture en titres est moindre, et, par contre, il s'y présente des créances hypothécaires qui ne sont pas de toute première qualité. On y trouve des petits crédits de toutes sortes, accompa-

(1) Enquête allemande, p. 54.

(2) Enquête allemande, pp. 25-26.

(3) Le rapport que présentent, dans 11.780 coopératives agricoles, les capitaux propres aux fonds d'emprunt est de 4,4 % d'après les chiffres de la statistique remise aux membres de la Commission, pp. 28 et 29.

gnés de l'inévitable promesse de nombreuses et fréquentes prolongations. En outre, absence de direction commerciale attentive, éducation et connaissance des affaires insuffisantes. Enfin, patriotisme local, esprit de clocher et ce que nous appelons dans l'Allemagne du Sud « cousinage », c'est-à-dire une tendance aux complaisances de voisinage et de parenté. »

Toutefois, le Dr Ströell fait remarquer qu'en dépit des graves défauts qu'elles présentent, ces institutions trouvent, dans l'idée coopérative et dans l'esprit de solidarité qui les anime, une force d'impulsion féconde et une base particulièrement solide pour le crédit : les associés contrôlent toutes les opérations et ils ont cet énorme avantage de connaître aussi exactement que possible la situation et les besoins de leurs camarades. Enfin, des Caisses centrales ou Unions de protection ont été créées pour prendre sous leur égide les institutions particulières. Par l'intermédiaire de ces Caisses centrales, les institutions particulières, dont le portefeuille n'est pas, pour la plus grande partie, directement réescomptable, ont accès à la Reichsbank.

Le passage suivant, extrait d'un rapport de la Caisse centrale de prêts bavaroise, cité par le baron von Cetto-Reichertshausen (1), met en lumière ces

(1) Enq. allemande, p. 51.

avantages particuliers présentés par les coopératives :

« Nos coopératives de crédit ont un capital propre relativement très faible. Elles travaillent presque exclusivement avec des capitaux d'emprunt et une limitation des affaires de dépôts des coopératives aurait une grande répercussion sur les organisations de crédit agricole et, par suite, sur l'agriculture elle-même. On ne voit pas la nécessité de mesures législatives pour les organisations de crédit agricole, d'autant plus que l'organisation d'ensemble de la coopération agricole en Allemagne est une garantie contre les abus éventuels.

« La responsabilité illimitée est pour les déposants une sécurité suffisante, d'autant plus que l'activité des coopératives agricoles est soumise à une surveillance constante par le fait de la revision technique opérée par les Unions. La circulation monétaire des coopératives particulières est constamment soumise au contrôle des Caisses centrales coopératives, dirigées la plupart du temps par des gens expérimentés en matière de banque. Ces caisses centrales coopératives ont, pour la plupart, introduit la « déclaration d'exclusivité », d'après laquelle, non seulement tous les besoins de crédit des coopératives seront couverts par la Caisse centrale exclusivement, mais encore tous les capitaux disponibles devront lui être versés.

La Caisse centrale coopérative se trouve ainsi en mesure de contrôler d'une manière complète la marche des affaires des petites coopératives qui lui sont affiliées et elle a une garantie pour que les opérations hasardeuses quelconques ne soient pas traitées ailleurs, opérations qui mettraient en danger le crédit qu'elles ont accordé aux petites coopératives (1).

Les Caisses centrales coopératives forment en quelque sorte la banque centrale de dépôt des coopératives, et c'est leur devoir de conserver liquides, autant que possible, les capitaux qui leur sont apportés par les coopératives affiliées. L'organisation du crédit agricole correspond assez à ce que l'on attend d'une banque de dépôt pure. »

Caisses d'épargne

Les caisses d'épargne administrent, selon l'expression du docteur Ströll, « un gigantesque capital de dépôts », près de 15 milliards (2). Derrière la caisse

(1) Extraits du règlement de la Caisse centrale bavaroise :

« Tous les excédents de capitaux de coopératives particulières ne peuvent être déposés qu'au bureau de compensation.

« Le besoin de crédit des coopératives particulières pour l'accomplissement de leurs obligations statutaires ne peut être couvert qu'auprès de la Caisse de compensation.

« La suspension provisoire du crédit est prononcée par le Comité, si une coopérative entre en compte courant avec un autre établissement financier ou dès que le Comité a des doutes sur sa solvabilité. »

(2) Le docteur Riesser estime que 30 % seulement de ce capital repré-

d'épargne, on trouve, en règle générale, comme caution, la commune ou le district, et il résulte de cette garantie et de ce contrôle qu'il ne saurait être question de l'insolvabilité des caisses d'épargne. Mais si les fonds que reçoivent ces institutions sont à l'abri de toute critique au point de vue de la sécurité, ils n'en sont pas moins extraordinairement peu liquides.

Beaucoup de caisses d'épargne n'ont pas de portefeuille d'effets de commerce ou n'en ont qu'un insignifiant; elles possèdent des titres en assez grande quantité, mais la majeure partie de leur actif, au moins 60 à 70 0/0, est composée de créances garanties par des hypothèques, le plus souvent de second rang, bien difficilement réalisables. Elles n'ont ainsi aucun succès à la Banque d'Empire, ce qui, dans une période de tension, peut les acculer à une situation critique. « Contre leurs hypothèques, déclare le Dr Ströell (1), elles ne recevraient pas un rouge-liard de la Reichsbank et elles ne possèdent pas une quantité suffisante de titres, susceptibles d'être acceptés en garantie d'avances, pour pouvoir faire face à des catastrophes subites et étendues. Cette situation des caisses

sentent des dépôts et 70 % représentent des fonds d'épargne. Pour cette dernière portion, la plus importante, la question de la liquidité offre moins d'intérêt.

(1) Enquête allemande, discours du docteur Ströell, p. 26-27.

d'épargne est une lacune regrettable dans l'ensemble de notre préparation financière à la guerre, et j'approuve largement le gouvernement prussien, qui a voulu, sans y réussir d'ailleurs, obliger, par la voie législative, les caisses d'épargne à entretenir un portefeuille plus important de titres de premier ordre, et qui, encore actuellement, s'efforce d'arriver au même but par la voie administrative. Je souhaiterais que cette initiative servît d'exemple dans toute l'Allemagne et trouvât des imitateurs, sinon les communes pourraient, en temps de crise, tomber dans un cruel embarras. »

Il faut reconnaître, toutefois, qu'à ce point de vue, la situation tend à s'améliorer et que les placements en titres prennent, à l'actif des caisses d'épargne, une importance croissante. Les caisses d'épargne bava-roises ont, en outre, été autorisées à se constituer un portefeuille d'effets de commerce avec la signature de certaines banques (1).

« En résumé (2), conclut le Dr Strœll, je considère comme sûrs dans l'ensemble les 25 milliards de dépôts environ qui sont administrés par les dépositaires dont il vient d'être question. Quant au degré de la liquidité, il y a des différences et une gradation considérables. A ce point de vue, étant donnée la nature de

(1) Enq. all., pp. 26-27.

(2) Enq. all., discours du Dr Strœll, pp. 26-27.

leurs valeurs actives, la palme revient sans conteste aux banques. Suivent les coopératives et, en dernier lieu, les caisses d'épargne. Toutefois, les coopératives disposent de garanties de seconde ligne qui manquent aux banques.

« Il faut avouer qu'il existe, dans l'ensemble, en temps normal, un degré de liquidité satisfaisant. Aux époques anormales, au contraire, chaque établissement doit être considéré, jusqu'à un certain point, comme insuffisamment liquide, et sa liquidité dépend de la mesure dans laquelle il a ou trouve accès au réservoir général de la Reichsbank, si toutefois il ne possède pas de valeurs réalisables sur le marché international.

« La Banque d'Empire, Messieurs, est et demeure, en première ligne, la garantie de la liquidité, non seulement de chaque dépositaire particulier, mais encore de toute notre économie nationale. C'est là ma ferme conviction.

« Messieurs, les organes secondaires ne doivent pas abuser de la garantie générale de la liquidité, on ne doit pas porter une main coupable sur la Reichsbank. Et pourtant, si l'on étudie certaines situations publiées par la Banque d'Empire dans ces derniers temps, on en arrive à un léger doute sur la discrétion et la réserve dont on en use avec l'institution centrale. Mais comment prêcher la modération

au commerce et aux banques, quand le fisc impérial lui-même donne le mauvais exemple, en mettant la Reichsbank à contribution au delà de toute mesure. »

II. — Discussion des mesures proposées et de leurs conséquences éventuelles

La majeure partie des propositions de réforme, que la Commission eut à examiner, concerne plutôt les banques que les autres catégories de dépositaires. Toutes celles qui ont trait aux caisses d'épargne et aux coopératives de crédit peuvent se ramener à ces deux idées : restreindre les placements hypothécaires, qui sont difficilement réalisables, et, par contre, constituer un portefeuille de bons effets de commerce réescomptables (1).

Beaucoup plus variés étaient les projets de réforme visant les banques. Nous allons passer en revue les principaux d'entre eux.

Création d'une banque unique de dépôt

Ce projet tendait à établir en Allemagne la séparation existant en Angleterre entre les banques de dépôt et les banques d'affaires.

Mais les partisans du principe de la banque unique de dépôt n'étaient pas tous d'accord sur son application.

(1) Voy., notamment, discours de Wagner, p. 47.

Le projet de César Strauss (1) prévoyait la création d'une banque unique pour tout l'Empire, placée sous la surveillance de l'Etat, mais constituée par des capitaux privés. Le capital social était de 60 millions, avec versement d'un quart, soit 15 millions. Cette banque devait avoir des filiales dans toutes les places de commerce importantes et assurer ses relations avec les autres localités par l'intermédiaire de la Reichsbank.

Pour Otto Warschauer (2), la nouvelle banque devait être une institution publique impériale, étendant son action sur tout l'Empire, par l'intermédiaire d'une série de banques publiques de dépôt dans les Etats particuliers de la Confédération. Ces banques avaient, en somme, vis-à-vis d'elle, la même situation que les banques d'émissions particulières vis-à-vis de la Reichsbank et elles devaient, par la création de nombreuses succursales dans les différents Etats, exercer une influence décentralisatrice. Son capital était fixé à 50 millions, libéré de moitié, soit 25 millions.

En dehors de l'acquisition d'hypothèques de pre-

(1) CÉSAR STRAUSS, *Notre système de dépôts de fonds et ses dangers*, pp. 38-39. Francfort, Carl Jügel, 1892, cité par Riesser, p. 194 de l'Enq. allemande.

(2) OTTO WARSCHAUER, « Les banques de dépôt en Allemagne », dans les *Annales Conrad*, III, suite, tome 27, 1904, p. 473, cité par Riesser, p. 194 de l'Enq. allemande.

mier rang, cette banque pourrait faire des avances sur valeurs industrielles et actions de banques de tout premier ordre. Elle réaliserait ainsi de beaux bénéfices, qui se traduiraient par une distribution de dividende que Warschauer évalue à 21 ou 22 %.

Le D^r Riesser ne croit pas à des résultats financiers aussi brillants ; il pense même que ces institutions resteraient pendant longtemps dans l'impossibilité de couvrir leurs frais. En tout cas, elles seraient certainement, pour les opérations d'escompte et d'avances sur garanties, en concurrence avec la Reichsbank, et il se passerait en Allemagne ce que l'on peut constater en Angleterre, où, par suite de la concurrence faite par les banques de dépôt qui escomptent au taux du marché, inférieur au taux officiel, les affaires propres d'escompte de la Banque d'Angleterre sont en voie de diminution. Il y aurait un conflit d'intérêts inévitable.

Concession de privilèges aux déposants (1)

Cette proposition, qui tendait à donner un droit de préférence aux créanciers de dépôts, avait bien peu de chance d'être adoptée. Rien ne pourrait légitimer cette faveur accordée aux déposants, car les autres créanciers de la banque, qui lui ont confié des

(1) Enquête allemande. Voy. mémoire du D^r Riesser, p. 203.

capitaux en compte courant ou de toute autre façon, sont au même degré intéressants. D'autre part, la notion de dépôts, en opposition aux avoirs en compte courant, n'ayant pu être fixée, ni théoriquement, ni pratiquement, ne pouvait servir de base à des prescriptions légales.

*Fixation d'un rapport légal entre les dépôts
et le capital-actions*

Selon Warschauer (1), il faudrait, étant donné que les droits des créanciers sont d'autant moins assurés que le capital d'exploitation est plus réduit, fixer un rapport entre le montant global des dépôts à accepter et les capitalisations. Pour les banques hypothécaires, la loi a établi un rapport de 50 0/0 ; il pourrait être de 20 0/0 pour les banques de dépôt.

Cette proposition a paru inacceptable, d'abord à cause de l'indétermination de la notion de dépôts, ensuite parce qu'elle repose sur ces prémisses que le capital-actions doit présenter un certain rapport avec les dépôts, alors qu'en réalité il ne doit être considéré qu'accessoirement comme capital de garantie pour les déposants et que ce sont plutôt les capitaux liquides qu'il faut envisager (2).

(1) *Op. cit.*, p. 482.

(2) Enq. allemande, mémoire du Dr Riesser, p. 203.

D'ailleurs, est-il juste de prétendre que les ressources propres des banques allemandes sont insuffisantes relativement à leurs engagements? De l'avis du Dr Riesser, il faut répondre non (1).

Dans les 169 banques de crédit allemande qui détiennent la presque totalité des dépôts, le capital-actions et les réserves atteignaient, au 31 décembre 1908, les chiffres suivants, en millions de marks :

Capital actions	2.646
Réserves.	607

soit, au total, comme capitaux propres : 3.253 millions de marks, qu'il faut mettre en face des engagements comprenant :

Créditeurs et acceptations	4.510
Dépôts	2.746
Total.	7.256

En d'autres termes, les capitaux propres de ces 169 banques ne s'élevaient qu'à un peu moins de la moitié de l'ensemble des engagements, alors qu'en Angleterre, par exemple, le capital propre versé n'atteint en moyenne que 10 0/0 des fonds d'emprunt. Les 2.746 millions de dépôts seraient plus qu'intégralement couverts par la capitalisation et les réserves. Ces dernières sont, d'ailleurs, dans toutes les banques allemandes, en progression constante

(1) Enquête allemande, mémoire du Dr Riesser, p. 196.

depuis 1885; à cette époque, elles s'élevaient, en moyenne, à 12,90 0/0 du capital-actions; en 1908, elles atteignent 22,90 0/0.

*Fixation d'un rapport légal entre l'encaisse
et les dépôts*

Cette proposition a pour but d'assurer aux banques un minimum de liquidité.

Pour le Dr Heiligenstadt (1), les banques devraient conserver une couverture en numéraire au moins égale à 10 % du montant des fonds d'emprunt remboursables à vue ou à 8 jours de préavis. En outre, comme elles doivent, dans l'intérêt public, soutenir la Reichsbank dans sa politique monétaire et son action financière, elles seraient tenues de lui confier 2 % du montant de ces réserves liquides. Les experts entendus par la Commission portèrent même la quotité de versement de 2 % à 5 %.

Wagner adopte les chiffres proposés par le Dr Heiligenstadt, mais ajoute que 40 % des dépôts à vue devront être couverts par des effets de commerce normaux. Ainsi, 50 % des exigibilités seraient garantis par des éléments liquides.

Les promoteurs de cette mesure font valoir les nombreux avantages qu'elle présente. Non seulement elle empêcherait les banques d'immobiliser une frac-

(1) Enq. all., discours du Dr Heiligenstadt, p. 165.

tion trop importante de leurs fonds, mais encore elle renforcerait les capitaux d'exploitation de la Reichsbank. Les espèces que la Banque d'Empire recevrait à titre de versements constitueraient une véritable réserve nationale, qui pourrait lui permettre, le cas échéant, d'augmenter son émission du triple de leur montant.

Mais tous ces arguments sont vivement combattus.

1° Il est inexact que les banques aient l'habitude d'immobiliser une proportion exagérée de leurs capitaux. Nous avons vu (1) que les $\frac{2}{3}$ environ de l'ensemble de leurs engagements étaient couverts par des capitaux liquides, alors qu'il suffit, pour les billets de banque, remboursables à vue, d'une couverture de $\frac{1}{3}$ en numéraire.

2° En temps de crise, une partie au moins des dépôts seront retirés des banques ; le montant de leurs comptes créditeurs se trouvant ainsi réduit, elles devront pouvoir retirer des caisses de la Reichsbank une partie de leurs versements. La Reichsbank ne pourrait même pas manquer de les rembourser en totalité, pour éviter une faillite ou un *run*.

3° Ces fonds, versés à la Banque d'Empire, produiront-ils intérêt ?

Dans l'affirmative, la banque d'émission devra

(1) P. 173.

supporter une perte du fait de la rémunération de ce capital ; elle se trouvera obligée, pour y faire face, de s'occuper d'affaires de crédit lucratives. C'est là un danger qui a fait rejeter partout le principe de l'acceptation, par les banques centrales d'émission, de dépôts productifs d'intérêt.

Dans la négative, il en résultera une perte considérable pour les banques, perte dont elles chercheront à s'indemniser en bonifiant un intérêt moindre aux déposants ou en se lançant dans des affaires téméraires.

4° Cette réforme entraînerait une importante diminution des capitaux d'exploitation, une réduction des affaires, et pourrait provoquer une crise.

5° Enfin, elle serait une arme dangereuse contre les banques, car il serait bien facile, une fois le principe admis, d'élever la quotité de versement de 5 à 10 ou 15 %.

Prescriptions légales relatives au placement des dépôts

Certains esprits, en présence de la concentration des capitaux dans un petit nombre de grandes banques, s'étaient émus de ce que l'« administration du patrimoine national allemand » se trouvât ainsi abandonnée à la pire fantaisie de dix ou douze directeurs, et ils avaient demandé une réglementation

légale de l'emploi des dépôts. Les propositions suivantes furent examinées par la Commission :

1° Obligation légale, pour toutes les catégories de dépositaires (banques, coopératives, caisses d'épargne) d'employer une quotité déterminée des dépôts en achats de valeurs d'Etats allemandes — mesure qui aurait eu, en outre, l'avantage de relever le cours de ces valeurs.

2° Obligation légale, pour ces mêmes établissements, d'employer 35 % de leurs dépôts de la façon suivante :

20 % en effets réescomptables à la Reichsbank, c'est-à-dire revêtus de trois signatures et à échéance maxima de trois mois.

15 % en effets, en avoirs dans les banques d'escompte, en avances à trois mois au plus sur des valeurs cotées dans une Bourse allemande (étant exclues les actions propres de la banque et celles des banques appartenant au même consortium), en emprunts d'Empire, en obligations d'Etats allemandes ou en hypothèques de premier rang.

Mais il a paru que ce serait, sans doute, nuire au caractère propre de chaque banque particulière, ainsi qu'à l'ensemble du crédit, que d'édicter de semblables prescriptions applicables indistinctement à toutes les banques allemandes, étant données les conditions extrêmement différentes qu'on y rencontre. Il est

dangereux de vouloir fixer un mode de placement applicable à tous les temps, à tous les lieux, à toutes les conditions, abstraction faite de la question, plus que douteuse, de savoir si le placement légal ainsi déterminé assurera réellement, en toutes circonstances, la liquidité des dépôts.

Publication de bilans sommaires établis sur un modèle fixé légalement (1)

Ce fut, assurément, cette proposition qui rencontra le plus d'adeptes au sein de la Commission. Depuis longtemps déjà, il était question de faire une obligation à toutes les banques de dépôt d'établir, à certaines dates déterminées, un bilan sur un modèle prescrit. En 1896, notamment, le comte Arnim avait soumis à la Commission de la loi sur les Bourses un projet tendant à rendre obligatoire la publication de bilans sommaires contenant les renseignements suivants :

a) La somme globale des entreprises ou des fondations pour compte propre ou pour compte de tiers ;

b) Le montant global des obligations de verse-

(1) Voy., sur la question des bilans : *Du meilleur mode à indiquer dans l'établissement des bilans des Sociétés anonymes*, rapport présenté à la VIII^e session de l'Institut International de Statistique, tenue à Budapest, par M. NEYMARCK ; et *Les Bilans dans les Sociétés anonymes*, du même auteur.

ment résultant, au jour de l'arrêté, des participations ou des entreprises et fondations de toute nature ;

c) Le montant des actions de toutes espèces possédées par les banques ;

d) Le chiffre des capitaux consacrés aux opérations de reports et d'avances sur garanties ;

e) Le montant des dettes contractées par suite de l'affectation en nantissement ou report des titres possédés en propre ou pour compte de tiers.

Mais il ne parut pas possible d'arrêter un type de bilan pratique et l'on fit observer qu'un bilan sommaire demeurerait inévitablement vague sur des points pourtant essentiels. « C'est ainsi, en particulier, dit le D^r Riesser, dans son mémoire, que lorsqu'on distingue, dans le bilan, entre les débiteurs à découvert, le point important est de connaître la nature de garantie fournie dans chaque cas particulier. Il faudrait savoir, dans le cas d'une hypothèque, par exemple, si elle porte sur un terrain rural ou sur un fonds urbain, sur une fabrique ou sur un terrain à bâtir, si elle est de premier ou de second rang ; dans le cas d'un nantissement de titres, ce que valent leur patrimoine, etc., etc. La lecture du bilan ne renseigne pas davantage sur la composition des divers comptes ; elle ne permet pas d'apprécier, notamment, si les titres, les participations, les effets, les reports, les avances, les comptes débiteurs, qui y

sont mentionnés, sont solides ou contestables, et cependant, cela importe à la qualité de l'actif. »

Elle ne fait pas, non plus, découvrir les dangers les plus graves en matière d'ouvertures de crédit, c'est-à-dire ceux qui résultent, pour une banque, de l'octroi de découverts exagérés à une seule et même maison (1).

D'ailleurs, il est à remarquer que bien des banques, qui ont suspendu leurs paiements, publiaient régulièrement leurs bilans et que jamais la lecture de ces documents n'a fait prévoir leur chute.

Il serait illogique d'établir, en cette matière, des prescriptions légales :

1° Elles feraient naître, dans l'esprit du public, la croyance que la marche de la banque est régulière et sûre ;

2° Un schéma légal, c'est-à-dire invariable pendant de longues années, est un non-sens, car le cercle des affaires de banque se modifie constamment ;

3° Devra-t-on également forcer le banquier particulier à publier son bilan ? Dans l'affirmative, c'est l'obliger à faire connaître publiquement la situation de sa fortune.

Toutefois, la publication volontaire des bilans est

(1) « A la fin de 1900, la Banque de Leipzig avait en portefeuille, d'après son bilan, pour 37 millions de marks d'effets. Mais ce qu'on ne peut pas découvrir dans ce bilan, c'est que, sur cette somme, 12 millions étaient engagés à la caisse de prêts des loteries » (cité par Félix Hecht).

une excellente innovation. « Aussi, dit le Dr Riesser, j'ai salué avec le plus grand plaisir la décision qu'ont prise les grandes banques de Berlin de publier, à partir de 1909, à la fin des mois de février, avril, juin, août et octobre (en décembre, le bilan annuel en tient lieu), des bilans sommaires dressés d'après un modèle étudié et fixé par elles et conforme, dans ses lignes essentielles, au schéma de la Deutsche Bank, exemple qui a été suivi déjà par de très nombreuses banques par actions et qui, par la suite, sera, sans aucun doute, imité d'une manière presque unanime. »

Création d'un office de surveillance

Pour beaucoup de partisans de la réglementation, notamment pour Wagner (1), l'utilité d'un office de surveillance découle de celle de la publicité. Il ne suffit pas de demander aux banques de fournir périodiquement leurs bilans, il faut encore pouvoir s'assurer qu'ils sont sincères et que les renseignements qu'ils contiennent ne renferment pas d'inexactitudes intentionnellement commises. Il faut qu'un office de surveillance ait le droit, en se faisant produire les livres, de contrôler l'exactitude et la sincérité des documents publiés (2). Cette nouvelle

(1) Enq. allemande, p. 48.

(2) Le même fait, remarque Wagner, se produit avec les déclarations

institution offrirait de grandes analogies avec l'Office impérial des assurances, qui rend des services très appréciés, et fonctionnerait de la même façon.

Le Dr Riesser répond (1) : Nulle part et jamais un pareil organe n'a pu garantir, le cas échéant, contre des manœuvres frauduleuses, mais il est éminemment propre à bercer le public dans une sécurité que, par sa nature, il ne peut pas offrir. Car, même si elle avait des connaissances approfondies sur la matière, cette administration ne serait pas en mesure d'établir, d'une manière suffisante, la qualité de l'actif de la banque, sans compter que l'on ne peut pas demander à une banque de découvrir la situation de ses affaires à des concurrents appelés comme experts par l'office de surveillance...

« Contre l'indélicatesse ou la négligence dans la gestion des dépôts, il ne faut compter, ni sur des mesures administratives, ni sur des mesures législatives, pas plus que sur un office de surveillance.

« En Amérique, le rapport officiel du président de l'Office fédéral du contrôle, office qui a le droit de faire opérer des vérifications dans les National Banks par des vérificateurs spéciaux (*examiners*), déclare franchement (rapport de 1895, p. 57 et sui-

des revenus. Elles ne sont pas aveuglément acceptées comme bases de la taxation ; chacun doit se résoudre à être contrôlé sur ce point.

(1) Enquête allemande, p. 209.

vantes) qu'en règle générale, ce n'est qu'après ouverture de la faillite que les vérifications ont fait découvrir les dommages causés, les fautes et les faits délictueux commis, et qu'aucune surveillance de personnes étrangères à l'entreprise ne peut suppléer à la probité et à la capacité de la direction de la banque. »

Ces paroles sont comme la conclusion de l'Enquête allemande sur la réglementation des dépôts en vue de la protection de l'épargne. Ce qui ressort de toute la discussion, c'est que les lois sont aussi impuissantes à imposer, aux hommes placés à la tête des établissements de banque, l'honnêteté et la bonne foi, que l'esprit des affaires et l'intelligence économique. On craignit qu'une surveillance administrative vînt réduire à l'impuissance les qualités d'initiative qui doivent animer la direction, sans procurer aux déposants une sécurité plus complète ; on hésita à porter atteinte à une organisation bancaire qui avait fait l'Allemagne grande et forte et que beaucoup considéraient encore comme une nécessité historique ; on redouta, enfin, de faire fuir à l'étranger les capitaux allemands, si on leur imposait, à l'intérieur du pays, une réglementation gênante (1).

(1) Je peux vous fournir la preuve, déclare le Dr Weber à la Commission, qu'aujourd'hui, en Autriche, on sert un intérêt de 4,5 % aux dépôts à vue allemands, valeur du jour du versement, et le directeur d'une

En définitive, le parti de la réglementation échoua sur toute la ligne.

M. Havenstein, gouverneur de la Banque d'Allemagne, a fait ressortir les résultats de l'enquête dans son discours de clôture. « Malgré la marche en avant, parfois précipitée et tempétueuse, depuis vingt ans, dans le monde industriel et commercial, notre peuple est demeuré sain. Vous avez indiqué des abus, des exagérations, des défauts dans notre organisation de crédit, conséquences de l'essor rapide, qui n'ont pas été le résultat de volontés conscientes, et qui, cependant, ont eu des répercussions fâcheuses, et qu'il ne faut pas laisser grandir. Mais vous avez déclaré, pour la majeure partie des questions qui étaient soumises à votre examen, que ces inconvénients n'étaient pas suffisamment enracinés pour qu'il fallût penser à recourir au législateur...; il vous a semblé que ces maux pouvaient être supprimés, si les leaders responsables des différentes institutions de crédit prennent en mains eux-mêmes les rênes, en vue d'imposer la modération. »

caisse d'épargne autrichienne m'a raconté récemment qu'il ne peut pas se défendre contre l'invasion, à certains jours, des dépôts en numéraire allemands. Ceci aussi, Messieurs, est un argument sérieux contre la réglementation législative. Si vous prenez des mesures qui enlèvent leur liberté d'action à nos banques, vous pouvez vous attendre à ce qui est arrivé à la suite de la loi sur les Bourses en 1896, l'argent s'en ira à l'étranger. » — Enq. all., p. 32.

CONCLUSION

Parvenus au terme de ce travail, nous pouvons indiquer les résultats acquis.

Une question domine toute la matière. C'est celle de la liquidité des banques. Or, une étude attentive et impartiale de cette question nous autorise à penser qu'il n'y a point d'inquiétude sérieuse à concevoir au point de vue de la possibilité du remboursement des dépôts.

La réglementation, dans son principe même, ne se justifie, ni par l'argument tiré de la réglementation des banques d'émission, ni par l'existence d'un prétendu danger que nos établissements de crédit feraient courir aux intérêts nationaux. Les projets positifs qui tendent, soit à la limitation des dépôts, soit à la réglementation de l'emploi des dépôts, sont, d'ailleurs, nous croyons l'avoir montré, inefficaces, chimériques et dangereux.

L'exemple des pays étrangers nous incline, en outre, au maintien de la liberté en ce domaine. Aux États-Unis, les réserves obligatoires aux-

quelles sont obligées les National Banks sont apparues comme une source de faiblesse. En Angleterre, les Joint Stock Banks donnent l'exemple de la prudence sous un régime de liberté presque absolue. En Allemagne, la question de la réglementation, minutieusement discutée, a été résolue par la négative.

Notre conclusion sera donc pour la liberté des banques de dépôt.

Si une intervention législative nous paraissait nécessaire, ce serait moins pour établir une entrave nouvelle à la liberté, que pour en faire disparaître une déjà ancienne. L'étude que nous avons consacrée à la liquidité des banques de dépôt a fait ressortir l'utilité fondamentale d'un établissement central d'émission. C'est à lui que, dans les moments difficiles, recourent tous ceux qui sont en quête de numéraire, et c'est sur lui que l'on compte pour détourner ou pour pallier la crise.

La Banque de France offre, à cet égard, les plus solides garanties; toutefois, elle n'a point la possibilité de pratiquer à son gré l'émission des billets, en ne se préoccupant que des besoins du commerce, de l'industrie et des banques; elle est dans l'obligation de limiter son émission à un chiffre arbitrairement fixé par la loi. Bien que ce maximum ait été jusqu'ici élevé chaque fois que le besoin s'en fait sentir, il est

permis de redouter qu'il n'en soit pas toujours ainsi au moment voulu, et de penser qu'en restreignant les facultés de la Banque, on peut l'empêcher de porter aux affaires françaises tout le secours dont elles auraient besoin. Nous voudrions donc voir disparaître cette limitation.

A ce vœu, nous en ajouterons un autre en faveur de la publication de bilans plus explicites que ceux qui sont actuellement fournis. Ainsi que l'a très bien dit M. Kergall (1), on comprendrait d'autant mieux qu'on les rendît plus détaillés que « n'ayant rien à cacher, nos sociétés de banque ne feraient que gagner à des éclaircissements qui permettraient de mieux encore toucher du doigt la correction et la prudence de leur gestion ».

(1) *Op. cit.*, p. 35.

Vu :

Le Président de la thèse :

M. TRUCHY.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur d'Académie :

ISTRIA.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Le mouvement de concentration dans les banques.	1
Classification des banques.	9

CHAPITRE I

LE PROBLÈME

Les différentes catégories de dépôts en banque.	18
La notion de dépôts.	19
L'importance du chiffre des dépôts.	26
Les risques des établissements dépositaires et des déposants.	28

CHAPITRE II

LA LIQUIDITÉ DES BANQUES

Le principe théorique et ses atténuations pratiques	31
La liquidité de nos quatre établissements de dépôt, étude de bilans.	33

CHAPITRE III

LES PROJETS DE RÉGLEMENTATION

SECTION I. — Le principe de la réglementation.	81
Argument tiré de la réglementation des banques d'émission	82
Argument tiré d'un prétendu péril des intérêts nationaux	94
SECTION II. — Etude critique des divers projets de réglementation.	110
Projets tendant à la limitation des dépôts	111
Projets tendant à la réglementation de l'emploi des dépôts	120

CHAPITRE IV

LA QUESTION DE LA RÉGLEMENTATION A L'ÉTRANGER

Etats-Unis	131
Angleterre	141
Allemagne. — L'enquête allemande de 1908	156
CONCLUSION.	202

